

L'ÉTERNEL RETOUR DES MÉDUSES

CAPRICES DE LA LANGUE LE FRANÇAIS ET LES ANGLAIS



GÉRARD NOIRIEL LE PASSÉ ÉCLAIRE-T-IL LE PRÉSENT ?

MARDI 16 JUILLET 2019
75E ANNÉE– Nº 23175
2,80 € – FRANCE MÉTROPOLITAINE
WWW.LEMONDE.FR —
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY
DIRECTEUR : JÉRÔME FENOGLIO

Le Monde | L'ÉTÉ

ACCIDENTS DU TRAVAIL
10 MORTS CHAQUE SEMAINE DANS L'INDIFFÉRENCE

▸ Les statistiques sur le nombre de tués au travail sont parcellaires : « L'accident du travail est un non-sujet de santé publique », confirment les sociologues

▸ Seuls les accidents des salariés du secteur privé sont recensés : ils étaient 530 en 2017, sans compter les 264 tués sur leur trajet et les cas de suicide

▸ 66 % des tués sont des ouvriers. Les décès sont les plus nombreux dans les transports (121 en 2017) et les travaux publics (120 morts)

▸ On ne sait rien des morts du secteur public, des indépendants, des intérimaires et des « ubérisés »

PAGES 8-9

Hongkong
« L'explosion d'énergie politique »

LORS DE LA BRÈVE INVASION du Parlement de Hongkong, le 1er juillet, un seul des manifestants masqués a parlé à visage découvert, devant les caméras du monde entier. Brian Leung, un étudiant en sciences politiques âgé de 25 ans, a depuis pris la fuite, et parle au *Monde*, par messagerie cryptée. *« Personne n'a vu venir une telle explosion d'énergie politique »*, explique le jeune Hongkongais. Rentrant de Washington, il a été séduit par tous ces *« nouveaux jeunes »*, mobilisés pour la démocratie.

PAGE 2

Gilets jaunes
Journée de tension sur les Champs-Elysées

Plus de 170 personnes ont été interpellées après le défilé du 14-Juillet sur les Champs-Elysées, quelques vitrines et un Abribus ont été endommagés

PAGE 10

Avignon
Jean-Pierre Vincent et son « Orestie »

La tragédie d'Eschyle, la plus ancienne qui nous soit parvenue, est mise en scène dans son intégralité par Jean-Pierre Vincent et les élèves du TNS. Avec quelques petites piques, pour un grand spectacle

PAGE 15

ÉDITORIAL
TAXATION DES GAFA : L'EXEMPLE FRANÇAIS

PAGE 24

Wimbledon
Djokovic au bout d'une finale de légende

PAGE 11

Croissance L'économie allemande, victime de la guerre commerciale

APRÈS UNE DÉCENNIE à tourner à plein régime, l'économie allemande connaît un brusque ralentissement. Plans de licenciements massifs à la Deutsche Bank et chez BASF, résultats revus à la baisse chez le constructeur automobile DaimlerBenz, après BMW, turbulences à la Lufthansa : les mauvaises nouvelles et les statistiques décevantes ont ponctué ces derniers jours.

Les commandes industrielles sont en forte baisse. Les trois derniers mois ont été *« catastrophiques »,* selon les experts, qui n'écartent pas des risques d'entrée en récession. Très exportatrice, la première économie européenne subit de plein fouet l'effet des tensions protectionnistes qui secouent la planète. Le ralentissement de l'économie chinoise, sous le coup des sanctions américaines, a un impact direct sur les importations de ce pays en provenance de l'Allemagne. *« Les conflits commerciaux causent des dégâts considérables »,* estime le patron des constructeurs automobiles allemands.

PAGE 12

Politique
Le tropisme lepéniste du vote des militaires

PAGE 10

Climat
A l'Ile-Tudy, la mer gagne du terrain sur la commune

PAGE 6

UN PETIT PAS D'« HOMO SAPIENS »

Après s'être posés sur la Lune à bord du module d'Apollo-11, Neil Armstrong et Buzz Aldrin entrent dans l'histoire de l'humanité. Le premier volet de notre série « La Lune, une aventure »

PAGES 18-19



Aldrin, photographié par Armstrong, le 21 juillet 1969. NASA

ICD INTERNATIONAL BUSINESS SCHOOL
GROUPE IGS
ACCESSIBLE SUR PARCOURSUP
GRADE MASTER CEFDG
CONFÉRENCE DES GRANDES ÉCOLES
Business development, Human adventure
Intégrez une Grande École de commerce post-bac
Bac+3
| Bachelors ICD titres inscrits au RNCP
• Bachelor Business Innovators
• Bachelor Digital Innovators
| Bachelors ICD diplômes visés par l'Etat
• Bachelor Business Development
• Bachelor Event Management
Bac+5
| Programme Grande École visé conférant le Grade de Master
Ouverture de nouvelles places
WWW.ICD-ECOLES.COM
INSTITUT INTERNATIONAL DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT - CRÉÉ EN 1980
Etablissement d'enseignement supérieur technique privé reconnu par l'Etat
06/2019 - DIRECTION MARKETING ET COMMUNICATION GROUPE IGS

Algérie 220 DA, **Allemagne** 3,50 €, **Andorre** 3,20 €, **Autriche** 3,50 €, **Belgique** 3,00 €, **Cameroun** 2 300 F CFA, **Canada** 5,50 $ Can, **Chypre** 3,20 €, **Côte d'Ivoire** 2 300 F CFA, **Danemark** 35 KRD, **Espagne** 3,30 €, **Gabon** 2 300 F CFA, **Grande-Bretagne** 2,90 £, **Grèce** 3,40 €, **Guadeloupe-Martinique** 3,20 €, **Guyane** 3,40 €, **Hongrie** 1 190 HUF, **Irlande** 3,30 €, **Italie** 3,30 €, **Liban** 6 500 LBP, **Luxembourg** 3,00 €, **Malte** 3,20 €, **Maroc** 20 DH, **Pays-Bas** 3,50 €, **Portugal cont.** 3,30 €, **La Réunion** 3,20 €, **Sénégal** 2 300 F CFA, **Suisse** 4,20 CHF, **TOM Avion** 500 XPF, **Tunisie** 3,80 DT, **Afrique CFA autres** 2 300 F CFA

VISIT…

LANZAROTE

Caliente.COM



Brian Leung, pendant la brève occupation du Parlement de Hongkong par des manifestants, le 1er juillet. RITCHIE B. TONGO/EPA-EFE

A Hongkong, génération « plus rien à perdre »

Devenu le visage de la contestation lors de la prise du Parlement, Brian Leung défend l'action radicale face à Pékin

HONGKONG - *correspondance*

Lors de la brève prise du Parlement de Hongkong, le 1er juillet au soir, par des jeunes manifestants masqués protestant contre une loi permettant l'extradition vers la Chine, un seul d'entre eux s'est exprimé à visage découvert devant les caméras du monde entier pour expliquer son geste. Il s'agit d'un étudiant en sciences politiques de 25 ans, Brian Leung. Il a accepté de s'entretenir avec *Le Monde* par messagerie cryptée, car il préfère rester discret sur l'endroit où il se trouve. *« Mes avocats me conseillent de ne pas dire où je suis à ce stade »*, explique-t-il, en raison des poursuites auxquelles il pourrait être exposé.

L'entrée en force dans le Conseil législatif (LegCo), dans la soirée du 22e anniversaire de la rétrocession de l'ancienne colonie britannique à la Chine, puis son occupation pendant trois heures par des centaines de jeunes masqués et casqués, est un accès de rage qui a pris de court une société extrêmement respectueuse de l'ordre public, où la désobéissance civile ne venait jusqu'alors qu'en dernier recours et de manière non violente.

C'est le 16 juin au matin que Brian Leung atterrit à Hongkong, en provenance de Washington, où il vient de terminer son master. Il est loin d'imaginer le rôle essentiel qu'il aura deux semaines plus tard. Il a juste le temps de rentrer chez lui, d'enfiler un pantalon et un tee-shirt noirs avant de rejoindre la grande manifestation prévue ce jour-là. Elle mobilisera 2 millions de Hongkongais.

Avant ses études aux Etats-Unis en 2017, Brian Leung a obtenu une licence en droit et sciences politiques à la prestigieuse université de Hongkong et effectué dans ce cadre un échange d'un semestre avec Sciences-Po Paris en 2016. Le magazine étudiant dont il est rédacteur en chef à l'époque a été dénoncé en 2015 par le chef de l'exécutif, Leung Chun-ying.

Sa première surprise en arrivant sur le terrain en juin vient de ces *« nouveaux jeunes »* qui sont la cheville ouvrière de la contestation. Brian Leung et ses amis, tous des participants du « mouvement des parapluies » de 2014, le gigantesque sit-in de soixante-dix-neuf jours au cœur de Hongkong pour exiger de Pékin l'instauration du suffrage universel, font déjà figure d'anciens.

« Leur façon de faire, le langage de signes qu'ils ont inventé pour communiquer à distance, leur rapidité et leur flexibilité, leur recours à une coordination en ligne et cryptée... C'est tellement nouveau et tellement plus au point que de notre temps ! », affirme Brian Leung. *« Dans la culture cantonaise, une génération dure trois ans »*, rappelle Agnes Chow, cofondatrice du parti politique Demosisto, particulièrement virulent contre la Chine.

« Epidémie de dépression »

Brian Leung estime que la colère qui s'est exprimée le 1er juillet n'est que le fruit de l'accumulation de désespoir et de frustrations. Après des semaines d'une mobilisation intense, le gouvernement a suspendu son projet de loi sans se résoudre à son abandon total. En outre, le suicide de trois jeunes, en plus d'une chute mortelle, tous en lien direct avec la mobilisation en cours, a nourri l'émotion et ébranlé cette classe d'âge que les spécialistes estiment touchée par *« une épidémie de dépression »*.

Il fallut de longues heures de coups assidus de barres de fer et de chariots métalliques, béliers de fortune, pour venir à bout des vitres haute sécurité du Parlement. *« Pendant toute la journée, sur le parvis du LegCo, j'ai observé cette détermination et ce sentiment d'unité. Je n'en revenais pas que cette casse méthodique recueille un tel soutien de la part des milliers de témoins passifs,* se souvient Brian Leung. *En 2014, les casseurs auraient été accusés de détruire une action pacifique et immédiatement mis à l'écart. Mais là, les témoins sympathisaient, ils ne jugeaient pas et semblaient comprendre leur colère du fond du cœur. J'étais abasourdi. »*

Lorsqu'une députée du camp prodémocratie, Claudia Mo, tente de décourager un casseur, celui-ci l'insulte. Claudia Mo retient une leçon de cet épisode : *« Ces jeunes sont au bord du précipice. Ce grand costaud qui s'acharnait contre les portes du Parlement, quand je lui ai rappelé qu'il risquait des années de prison et que cela ne valait pas la peine, il m'a répondu du tac au tac : on n'a rien à perdre ! J'ai compris que ces jeunes sont prêts à mourir pour la cause. Depuis que d'autres jeunes sont morts, ils ont développé cette mentalité de martyr. C'est très préoccupant »*, commente la députée.

« En 2014, ceux qui portaient des masques et s'habillaient en noir étaient mis au ban. Aujourd'hui, si vous n'en portez pas, vous passez pour un idiot ! », observe pour sa part Andy Chan, fondateur d'un parti indépendantiste interdit, le National Party. Il estime que le radicalisme d'il y a cinq ans est devenu la norme aujourd'hui. *« L'idée de prendre le LegCo, on l'avait déjà eue en 2014. C'est comme cela que tout avait commencé, mais nous, on n'avait pas réussi »*, rappelle Andy Chan.

Ryan Wong (un nom d'emprunt), 22 ans, fut parmi les premiers à pénétrer dans le Parlement : *« Le LegCo est censé nous représenter. Mais après que 1 million de personnes sont descendues dans la rue* [le 9 juin], *ils* [les députés] *s'apprêtaient à laisser passer malgré tout ce projet de loi, comme si de rien n'était ! C'est pour cela que nous devions en reprendre possession. »*

> **« Il y avait comme un vide moral dans la Chambre des députés, un vide qui avait besoin d'être comblé avec des mots »**
> BRIAN LEUNG
> étudiant en sciences politiques

Quand, vers 21 heures, les portes ont cédé, Brian Leung comprend qu'un point de non-retour est franchi. *« Il n'était plus possible de quitter la scène »*, dit-il. Les militants couvrent les symboles du pouvoir chinois de graffitis.

Mais au bout de quelques heures, la situation s'enlise. Les rumeurs disent que la police approche, certains jeunes veulent rester, d'autres partir. *« J'ai soudain pris conscience que si nous partions sans explication, ce serait la fin de tout le mouvement. Il y avait comme un vide moral dans la chambre des députés, un vide qui avait besoin d'être comblé avec des mots. Je suis monté sur l'un des bureaux et j'ai expliqué le sens de notre action. »* Juché sur le bureau d'un député, son casque jaune sur la tête, il lance : *« Nous n'avons plus rien à perdre. » « Chaque mot que j'ai prononcé me venait du fond du cœur »*, se souvient-il, la voix momentanément étranglée par l'émotion.

En quittant le Parlement, il se sent étonnamment en paix. *« C'est la première fois que l'on prend d'assaut un bâtiment public avec succès. Pour un mouvement aussi décentralisé, c'est une réussite »*, estime-t-il. Comme Brian Leung, Ryan Wong réfute le terme de vandalisme. *« Les dégâts du Parlement sont réparables et ils avaient un sens. Mais les quatre jeunes qui sont morts de désespoir à cause de cette crise, qui va les rendre à leurs amis et à leurs parents ? »*

Brian Leung constate que cet activisme remonte au « mouvement des parapluies », malgré les différences de forme : *« C'est à ce moment que la société a réalisé que la promesse d'un système démocratique ne serait sans doute jamais tenue. »* En 1997, Hongkong a été rétrocédée à la Chine par le Royaume-Uni équipée d'une mini-Constitution, la Basic Law, dans laquelle la démocratie est une promesse explicite, selon l'article 45. En 2007, la Chine avait promis que les Hongkongais pourraient élire leur chef de l'exécutif à l'horizon 2020. Mais en 2014, Pékin précise qu'il présélectionnera d'abord les candidats. Le malentendu est avéré.

Depuis, Pékin a multiplié les projets pour relier Hongkong à la Chine continentale – un immense pont, une gare sous contrôle des douaniers – et le président Xi Jinping se montre intraitable, tant en politique intérieure que sur le statut de Hongkong. *« Aujourd'hui, on sait que ça ne sert plus à rien d'attendre que cela se fasse tout seul, ça ne se fera pas. Le rêve d'un système démocratique venant de Pékin est mort en 2014. »* Depuis, Hongkong semblait s'être endormie. Ce calme n'était en fait qu'une longue veillée d'armes. *« Personne n'a vu venir une telle explosion d'énergie politique »*, conclut Brian Leung. ■

FLORENCE DE CHANGY

Une quarantaine de manifestants arrêtés

Des heurts ont éclaté, dimanche 14 juillet à Hongkong, entre policiers et manifestants qui protestaient pour dénoncer l'influence de la Chine. Les contestataires ont jeté des projectiles sur les forces de l'ordre, qui ont répliqué à coups de matraque et de gaz lacrymogène, donnant lieu à des scènes de chaos dans un centre commercial en périphérie qui abrite plusieurs enseignes de luxe. Dix officiers ont été blessés, plus de 40 personnes ont été arrêtées. Les manifestants s'étaient rassemblés à Sha Tin, banlieue proche de la frontière avec la Chine continentale, pour dénoncer les incursions de commerçants chinois qui viennent acheter des produits détaxés qu'ils revendent ensuite du côté chinois, alimentant la hausse des prix.

amazon
prime day

15 & 16 JUILLET

C'est parti !



59⁹⁹ €
Echo Show 5



319 €
Pack Switch Néon et Kit Labo Multikit



99⁹⁵ €
Fitbit Charge 3



25⁹⁹ €
Good Goût Kidz 40 gourdes Poire Bio



50⁹⁹ €
Bosch Professional Set d'outils de 16 Pièces



749 €
Microsoft Surface Pro 6 (accessoires vendus séparément)



699 €
Apple iPhone XR (64 Go) Rouge



124⁹⁹ €
Arlo Pro HD – Caméra connectée grand angle

Exclusivement pour les membres Amazon Prime. Les offres présentées sont valables dans la limite des stocks disponibles. Voir conditions sur amazon.fr/primeday

Trump enjoint à quatre élues de « retourner dans leur pays »

Les « raids » de masse annoncés par le président américain contre les sans-papiers n'ont pas eu lieu

SAN FRANCISCO - *correspondante*

Deux tempêtes majeures étaient attendues les 13 et 14 juillet aux Etats-Unis. Sur le plan météorologique, la catastrophe a été évitée en Louisiane. L'ouragan Barry – le premier de la saison, en avance d'un mois – a touché terre samedi à La Nouvelle-Orléans, occasionnant des inondations mais ne faisant pas de victimes. Côté immigration, les « raids » de masse annoncés avec fracas par Donald Trump contre les sans-papiers dans une dizaine de grandes villes ne se sont pas matérialisés non plus. A l'issue de la première journée de l'opération, le bilan semblait loin des 2000 expulsions souhaitées par les autorités.

Annoncée le 12 juillet, l'opération coup de poing de l'Agence fédérale de l'immigration (ICE) avait suscité des marches de solidarité avec les sans-papiers dans tout le pays et, dans la Silicon Valley, des manifestations contre les entreprises comme Amazon qui ont des contrats avec l'ICE. Les maires des villes concernées avaient rappelé leurs droits aux immigrants, notamment celui de ne pas ouvrir leur porte, sauf si les agents présentent un mandat signé par un juge. Les polices municipales avaient fait savoir qu'elles ne participaient pas aux « raids ».

« Le plan visant à “redonner à l'Amérique sa grandeur” a toujours été, en fait, de la rendre de nouveau blanche »

NANCY PELOSI
présidente démocrate de la Chambre des représentants

« Pyromane »

Selon la presse, les responsables de l'ICE n'avaient pas été enchantés de la publicité présidentielle. Non seulement les intéressés avaient eu tout loisir de se mettre à l'abri, mais la médiatisation, estiment-ils, met les policiers en danger, à un moment où l'ICE est en première ligne dans le scandale des conditions de détention des demandeurs d'asile et des enfants séparés de leurs parents. A Tacoma (Etat de Washington), un militant antifasciste a jeté des cocktails Molotov le 13 juillet contre un centre de rétention privé. Il a été tué par la police. A Aurora (Colorado), le drapeau américain qui flottait devant les services de l'immigration a été remplacé par un drapeau mexicain et la bannière « Blue Lives Matter », un hommage aux forces de l'ordre, recouverte de graffitis *« Supprimez l'ICE »*.

Donald Trump n'a pas commenté l'opération de dimanche, mais il a publié une série de Tweet mêlant une nouvelle fois origine ethnique et immigration. Le *« pyromane du racisme »*, comme l'a qualifié le représentant de New York Hakeem Jeffries, s'en est pris aux quatre jeunes élues progressistes du Congrès, Alexandria Ocasio-Cortez (New York), Ayanna Pressley (Massachusetts), Rashida Tlaib (Michigan) et Ilhan Omar (Minnesota), qu'il a invitées à *« retourner dans leur pays »,* comme s'il pouvait ignorer que les quatre représentantes sont de nationalité américaine – et pour trois d'entre elles nées aux Etats-Unis.

Dans un premier message à 5 h 27, M. Trump a jugé *« intéressant »* que les quatre démocrates *« venues originellement »* de pays dont les gouvernements sont *« les plus corrompus et ineptes du monde »* se permettent d'expliquer aux Américains, *« la plus grande et plus puissante nation du monde, comment leur gouvernement doit être dirigé »*. Le message suivant leur suggérait de *« retourner contribuer à réparer les endroits totalement cassés et infestés de crimes d'où elles sont venues »*.

Alexandria Ocasio-Cortez, 29 ans, a rétorqué que le pays dont elle venait n'était autre que les Etats-Unis et que, compte tenu de son palmarès à la tête du pays, M. Trump avait *« absolument raison »* sur *« la corruption »* : elle est *« étendue à ses pieds »*. Ilhan Omar, 37 ans, arrivée d'un camp de réfugiés somaliens au Kenya à l'âge de 12 ans, a répondu qu'ayant prêté serment de défendre son pays, les Etats-Unis, elle se battait justement *« pour le protéger du pire président, le plus corrompu et inepte que nous ayons jamais eu »*.

M. Trump espérait doper les divisions qui ne cessent de s'accentuer, côté démocrate, entre la gauche et les centristes. Après avoir célébré ses benjamines, élues en 2018, et la *« diversité »* qu'elles apportent, le parti commence à les trouver encombrantes. Un surnom a été donné au groupe des quatre : la *« brigade »* (*« squad »*). Figure de proue : Alexandria Ocasio-Cortez. « AOC », dont la personnalité crève l'écran, est devenue le point de mire du débat national, d'autant que la polémique ne l'effraie pas – elle a qualifié les centres de rétention, où les demandeurs d'asile ont parfois été entassés sans douches, savon ou dentifrice, de *« camps de concentration »*.

Le 27 juin, les « brigadistes » ont refusé de voter le compromis, passé par la chef de file démocrate Nancy Pelosi avec les républicains, pour envoyer à la frontière mexicaine une aide humanitaire de 4,6 milliards de dollars. Le camp progressiste, qui réclamait des protections supplémentaires pour les enfants – pas plus de quatre-vingt-dix jours en centre de rétention –, a dû s'incliner. Mais il a protesté contre le *« manque de principes »* des modérés du parti.

Dans le *New York Times*, Nancy Pelosi a laissé percevoir son agacement envers les rebelles, affirmant que, quelle que soit leur célébrité, elles ne représentaient que quatre votes au Congrès. « AOC », dont le compte Twitter est suivi par 4,7 millions de personnes, s'est défendue. Et elle a accusé M^me^ Pelosi – une progressiste grand teint, de cinquante ans son aînée – de *« singulariser les nouvelles élues de couleur »* et de leur *« manquer de respect »*. Elle a dû démentir avoir insinué qu'une part de préjugés entrait dans l'attitude de la présidente du Congrès.

Manière forte

Les Tweet de M. Trump ont eu pour effet de rassembler l'opposition. D'une seule voix, les démocrates ont manifesté leur solidarité avec les quatre élues ciblées. Nancy Pelosi, la première. *« Son plan de “redonner sa grandeur à l'Amérique” a toujours été en fait de la “rendre de nouveau blanche” »*, a-t-elle réagi. *« Il reprend le “birtherism”* [la mise en doute du lieu de naissance] *qu'il avait utilisé contre Obama »*, a dénoncé le représentant de Virginie, Don Beyer.

A qui profite l'affrontement sur l'immigration ? Quels que soient les calculs politiques des uns et des autres, le sujet s'annonce comme l'un des principaux thèmes de la campagne présidentielle de 2020. La manière forte employée par M. Trump, quoique désastreuse sur le plan de l'image, semble avoir porté quelques fruits en juin. Le nombre de personnes interpellées au passage de la frontière (104344) a chuté de 28 % par rapport à mai, soit plus que la diminution l'an dernier à la même époque (– 17 %). La baisse est attribuée aux efforts du Mexique, menacé fin mai de taxes douanières par M. Trump. La police des frontières continue néanmoins à détenir quelque 10000 demandeurs d'asile dans des centres prévus pour n'en abriter que la moitié. ■

CORINE LESNES

L'ONU soutient la paix en Colombie

Les Nations unies s'inquiètent des meurtres ciblés d'anciens combattants des FARC

BOGOTA - *correspondante*

Les quinze membres du Conseil de sécurité des Nations unies ont fait le voyage au complet pour assurer la Colombie de leur soutien *« unanime »* au processus de paix en cours. *« Ce processus est un exemple pour la communauté internationale »,* a déclaré le président du Conseil, le Péruvien Gustavo Meza, au cours de cette mission de quarante-huit heures. Les diplomates n'ignorent pas que la mise en application de l'accord de paix signé avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) affronte bien des difficultés.

Mardi, deux jours avant leur arrivée, deux guérilleros démobilisés ont encore été assassinés dans le département du Cauca, au sud-ouest du pays. Ce nouvel incident porte à 137 le nombre d'anciens combattants tués depuis la signature de l'accord en 2016. Dans les zones rurales, plus de 700 civils – leaders paysans, militants écologistes, élus de base et défenseur des droits humains – ont également été tués pendant cette période, selon le registre de l'Institut d'études pour le développement et la paix (Indepaz). La Defensoria del Pueblo (« Défense du peuple »), l'organisme public chargé de veiller au respect des droits humains, alertait début juillet que 982 autres « leaders sociaux » étaient menacés. De l'avis des négociateurs et des partisans de la paix, ce massacre au compte-gouttes d'anciens guérilleros et de leaders sociaux est *« la plus grave menace qui pèse sur la paix »*.

« Symbole »

Le président Ivan Duque a formellement demandé au Conseil de sécurité de prolonger d'un an le mandat de la mission de vérification déployée sur le terrain. *« Elle est vitale pour le processus de réincorporation des ex-guérilleros »*, a-t-il expliqué. Samedi, les diplomates se sont rendus dans le Cauca pour visiter l'un des « espaces de formation et de réconciliation » où vivent ces anciens guérilleros. Le conseiller présidentiel Emilio Archilia a affirmé que le gouvernement faisait *« tout ce qu'il était possible de faire »* pour assurer la sécurité des ex-guérilleros et celle des leaders sociaux.

« Le gouvernement veut convaincre la communauté internationale qu'il respecte l'accord de paix, mais il réduit l'application de celui-ci au processus de réincorporation des guérilleros », souligne Camilo Gonzalez, directeur d'Indepaz. C'est évidemment un enjeu essentiel. Il concerne 10708 ex-membres des FARC qui pourraient être tentés de rejoindre les groupes armés encore en activité – les « dissidents » des FARC, la guérilla de l'ELN ou les milices au service du narcotrafic.

« Sur les autres questions de fond que sont la justice transitionnelle, le développement rural et la réforme politique, le gouvernement actuel fait tout pour saborder l'accord », précise M. Gonzalez.

« Sur la justice transitionnelle ou la réforme politique, le gouvernement fait tout pour saborder l'accord »

CAMILO GONZALEZ
directeur d'Indepaz

C'est en promettant de modifier l'accord signé avec les FARC, jugé trop laxiste envers les anciens guérilleros, que le président Ivan Duque est arrivé au pouvoir, il y a un an. Son parti, le Centre démocratique, et son chef, l'ancien président Alvaro Uribe, se chargent de le lui rappeler et font pression en ce sens. S'adressant aux membres du conseil de sécurité, Alvaro Uribe a ainsi écrit sur son compte Twitter : *« Vous devriez savoir que l'intérêt de beaucoup de Colombiens est de modifier l'accord, non d'écouter encore des histoires sur le fait qu'il n'est pas respecté. »*

La récente désertion d'un ancien commandant guérillero, Seuxis Hernandex, alias Jesus Santrich, alimente les critiques de la droite dure contre le processus de paix. *« Alors que près de 11000 anciens guérilleros jouent le jeu de la paix, la droite uribiste, relayée par certains médias, veut faire de Santrich le symbole de son échec »,* souligne l'analyste Leon Valencia. Jesus Santrich avait passé un an en prison, accusé par les Américains d'être impliqué dans le trafic de cocaïne après la signature de l'accord de paix. Libéré fin mai et en attente de son jugement, il a disparu début juillet. Il pourrait se trouver au Venezuela, selon les autorités colombiennes qui offrent un million de dollars pour sa capture.

Pour le parti issu de l'ancienne guérilla (Force alternative révolutionnaire commune, FARC*), « la distance est grande entre le discours et les actions du président Ivan Duque »*. Les anciens commandants de l'organisation armée, aujourd'hui parlementaires, ont notamment dénoncé *« les attaques contre le Tribunal pour la paix qui portent atteinte à sa légitimité et à l'indépendance judiciaire et qui contribuent à l'insécurité juridique de ceux qui ont signé la paix »*. L'autre grand sujet d'inquiétude est évidemment celui de la politique agraire et de l'accès à la terre dans les zones qui ont connu la guerre.

Pour les anciens guérilleros, comme pour tous ceux qui, du centre droit à la gauche radicale, défendent le processus de paix, le soutien *« unanime »* de l'ONU et le maintien sur le terrain de la mission de vérification sont une excellente nouvelle. ■

MARIE DELCAS

Paris annonce un commandement de l'espace

Le ministère des armées déclinera en septembre les annonces faites le 13 juillet par M. Macron

En matière de guerre dans l'espace comme de dissuasion nucléaire, la politique déclaratoire des Etats est importante, et c'est à elle que s'est attachée la France depuis quelques mois. Dès septembre 2018, la ministre des armées avait révélé que le satellite russe Luch Olymp avait tenté d'espionner un appareil français et signifié que la France allait se défendre. Florence Parly va préciser prochainement la nouvelle stratégie spatiale lancée officiellement par le président de la République samedi 13 juillet. Le ministère, qui a travaillé à une nouvelle doctrine militaire tout au long de l'année 2018, attendait avec impatience que le chef de l'Etat la valide – ses annonces, prévues pour janvier 2019, ont été retardées en raison de la crise sociale.

Tout début septembre 2019, plusieurs textes réglementaires seront publiés afin de réorganiser les armées. *« Un grand commandement de l'espace sera créé en septembre au sein de l'armée de l'air, qui deviendra à terme l'armée de l'air et de l'espace »*, a en effet confirmé Emmanuel Macron. Pour rebaptiser cette dernière, une modification de la loi de 1934, qui l'avait créée (révisée en 2004), est nécessaire. Les réorganisations internes qui en découlent, elles, ne seront achevées que d'ici cinq ans. Mais le chantier débute – *« Nous sommes prêts »*, indique au *Monde* le commandant désigné, le général Michel Friedling, encore rattaché à l'état-major interarmées.

L'armée française ne mènera pas d'opérations offensives, elle agira dans le cadre de la légitime défense

La France emboîte le pas des Etats-Unis, qui viennent d'installer sous l'autorité du secrétaire à l'armée de l'air un commandant de l'espace aux côtés du patron de l'US Air Force, le nouveau cinq étoiles étant membre de la réunion des chefs d'état-major. A terme seront ainsi regroupés à Toulouse des services aujourd'hui éparpillés, comme le centre opérationnel de surveillance militaire des objets spatiaux, le centre militaire d'observation par satellites et les directions des infrastructures militaires concernées. Des questions sensibles, comme le contrôle des satellites distribué entre l'état-major et le Centre national d'études spatiales, doivent être réexaminées. Des renforts en personnel seront indispensables – 290 militaires se consacrent aujourd'hui à la défense spatiale, contre 9000 chez l'allié américain, qui domine le monde avec 300 satellites. Le but sera d'*« assurer notre défense de l'espace et par l'espace »*, a déclaré le président Macron. *Nous renforcerons notre connaissance de la situation spatiale. Nous protégerons mieux nos satellites, y compris de manière active ».*

Panel étendu

L'armée française ne mènera pas d'opérations offensives, elle agira dans le cadre de la légitime défense. Le chef d'état-major des armées, François Lecointre, l'avait indiqué le 12 juillet au *Monde* : *« La France se refuse à l'arsenalisation de l'espace et continuera à militer, dans les enceintes internationales, pour la prévenir. Mais elle va se défendre et développe ses capacités de détection des menaces sur ses satellites. »* Pour éviter de créer des débris spatiaux, la riposte peut passer par le brouillage, l'éblouissement, l'attaque au laser ou l'évitement des satellites hostiles… Le panel des actions possibles avant la destruction sera étendu. *« La question est de savoir où placer le curseur »*, ont souligné dans un récent rapport les députés Olivier Becht et Stéphane Trompille. *« Les investissements nécessaires seront décidés »*, a aussi affirmé Emmanuel Macron. Le président a répété à l'occasion du 14-Juillet qu'en matière d'effort de défense il veillerait *« personnellement à ce que les promesses soient tenues et les actes pris »*.

L'armée française possède ou accède à onze satellites d'observation, d'imagerie radar et de communication, dont les systèmes Hélios, Pléiades, Syracuse ou Sicral. Deux programmes importants sont en cours, CSO (composante spatiale optique) et Ceres (capacité d'écoute et de renseignement électromagnétique). La loi de programmation militaire 2019-2025 prévoit trois nouveaux systèmes, le renouvellement atteignant 3,6 milliards d'euros. Mais les députés Becht et Trompille ont estimé qu'un effort supplémentaire *« entre 2 et 3 milliards d'euros »* était nécessaire. Dans les mois qui viennent, des programmes d'études pourraient être financés par le ministère dans les domaines de la détection radar, de la surveillance, des véhicules manœuvrant dans l'espace. ■

NATHALIE GUIBERT

TAÏWAN

Le patron de Foxconn battu à la primaire de l'opposition

Le maire de Kaohsiung (Sud), Han Kuo-yu, a remporté lundi 15 juillet la primaire du parti d'opposition Kuomintang, proche de la Chine, pour la présidentielle de janvier 2020 devant le président de Foxconn, Terry Gou. M. Han a gagné en popularité ces derniers mois mais suscité la controverse en soulignant que Taïwan et Hongkong sont les composantes d'*« une seule Chine »*. – *(Reuters)*

RDC

Premier cas d'Ebola à Goma

Un premier cas de fièvre Ebola a été enregistré dimanche 14 juillet à Goma, la plus grande ville touchée depuis le début de l'épidémie, le 1^er^ août 2018, en République démocratique du Congo. L'actuelle épidémie dans l'est de la RDC a causé 1655 décès. Elle est la deuxième plus importante dans l'histoire de la maladie, après celle qui a tué près de 11000 personnes en Afrique de l'Ouest entre 2013 et 2014. – *(AFP)*

En Flandre belge, l'extrême droite sans complexe

Le Vlaams Belang attire une partie des électeurs déçus par le passage au pouvoir des nationalistes de la N-VA

REPORTAGE
NINOVE (BELGIQUE) - *envoyé spécial*

Ninove, entre Gand et Bruxelles, 39 000 habitants, un taux de chômage en baisse constante, à 6 % environ. Et une population d'origine étrangère de 2 200 personnes (5,6 %). Si on lui demande ce qui a assuré son triomphe – il est devenu l'homme politique le plus populaire de Flandre orientale – et celui de son parti d'extrême droite, le Vlaams Belang (VB), lors des élections de mai, le député Guy d'Haeseleer cite pourtant d'abord la question de la migration. Une habitude, sans doute. Ou plutôt la connaissance précise de ce qui *« remue les tripes »* des électeurs traditionnels de cette formation apparue dans les années 1990 et qui a connu, depuis, des résultats très variables.

Au soir du 26 mai, le VB a en tout cas renoué avec le succès et est devenu le deuxième parti de la plus grande région belge : 18,5 % des suffrages (+ 12,6) et une représentation presque quadruplée (23 sièges au Parlement flamand, + 17). Le parti a mordu sur l'électorat des nationalistes conservateurs de l'Alliance néoflamande (N-VA, – 8 sièges), mais aussi sur celui des partis centristes et de droite, voire de la gauche socialiste, tous en recul. Le thème de la migration ne suffit donc plus à expliquer son succès.

Assis dans son salon, dont l'un des murs n'est décoré que d'un petit lion flamand toutes griffes dehors, noir sur fond jaune, Guy d'Haseleer se considère comme un pionnier de l'alliance des mécontents. Il a failli devenir le premier bourgmestre (maire) d'extrême droite depuis 1945. Pour cela, il aurait sans doute suffi que certains de ses fans s'abstiennent de faire le salut hitlérien au soir de la victoire, en octobre 2018, de la formation Forza Ninove qu'il avait constituée avec le VB et des personnalités indépendantes. Il aurait fallu, aussi, qu'il ne commente pas une image d'enfants noirs nageant dans une rivière en indiquant qu'il avait commandé *« une mousse au chocolat »* pour une soirée de fête.

Le succès électoral de VB complique les négociations en vue de constituer une majorité flamande, mais aussi fédérale

Ces événements, qu'il minimise en parlant des excès du *« politiquement correct »* ou de *« traits d'humour »* mal compris, ont entraîné le refus de Bart De Wever, le président de la N-VA, de voir les deux élus de son parti s'allier, pour la première fois, avec l'extrême droite. L'un d'eux est ensuite passé dans le camp adverse et a rejoint la majorité de la maire libérale Tania De Jonge, qui dispose d'une majorité de 17 sièges sur 33. A Nivove aussi, le cordon sanitaire établi autour de l'extrême droite depuis près de vingt ans a donc tenu, mais à un fil.

Rôle d'opposition

Il a, depuis, été rompu, même si le VB restera sans doute cantonné à un rôle d'opposition. La réception, fin mai, de Tom Van Grieken, le jeune président de la formation extrémiste, au palais royal, où le chef de l'Etat rencontre traditionnellement tous les dirigeants au lendemain d'une élection, était une première. Comme la triple entrevue de M. De Wever avec ce responsable de 33 ans, qu'il traita naguère de *« clown »*.

Ce dialogue en vue de la constitution d'un gouvernement régional ne donnera rien, les nationalistes de la N-VA recherchant des partenaires moins sulfureux, mais, pour le VB, l'essentiel est acquis : il est reconnu comme un interlocuteur à part entière et son succès électoral complique un peu plus les négociations en vue de constituer une majorité flamande, mais aussi fédérale. Ce qui confirme, pour beaucoup, l'idée que le royaume belge deviendra ingouvernable. *« Voyez la N-VA : elle a été sanctionnée parce qu'une fois arrivée au pouvoir, elle n'a pas pu réaliser son programme »*, affirme M. D'Haeseleer. A savoir parvenir à démanteler l'Etat belge pour instaurer, au minimum, une sorte de confédéralisme, au mieux une Flandre indépendante. *« Elle ne sera donc crédible que si elle collabore avec le Vlaams Belang et cela arrivera dans quelques années, tant au niveau local que parlementaire »,* assure le député. En Flandre orientale, le VB truste désormais 6 sièges, autant que la formation de M. De Wever.

L'élu VB de Ninove pense que, faute d'interlocuteurs en Wallonie et à Bruxelles, la Flandre n'aura d'autre solution que de proclamer un jour, unilatéralement, son indépendance afin de tirer un trait sur la Belgique, cette *« entreprise en faillite ». « Nous pourrions,* poursuit-il, *encore nous montrer solidaire avec la Wallonie, mais si elle veut rester ancrée à gauche il faudra bien qu'elle en tire les conclusions et renonce aux 1000 euros que chaque Flamand lui offre chaque année. »*


Tom Van Grieken, le président de Vlaams Belang, lors de son arrivée au palais royal, à Bruxelles, le 29 mai. VIRGINIA MAYO/AP PHOTO

Migration « incontrôlée », transferts d'argent, insécurité – *« A Ninove, il n'y a, la nuit, qu'un véhicule de police en patrouille pour douze communes »*. A ces propos habituels de l'extrême droite flamande, le VB en a ajouté d'autres qui ont assuré son succès. Il insiste sur la nécessité pour les migrants africains venus de Gand ou Bruxelles, où les loyers sont plus chers, de parler le néerlandais. Et de s'intégrer sans recourir aux aides sociales qui, selon M. D'Haeseleer, bénéficient à 80 % aux ressortissants non européens. Un chiffre que la mairie se dit incapable de confirmer ou d'infirmer.

Discours très social

Tirant les leçons du processus de dédiabolisation entrepris par Marine Le Pen, la présidente en France du Rassemblement national – son alliée au sein du groupe Identité et Démocratie, au Parlement de Strasbourg – M. Van Grieken tient aussi un discours très social. *« Les retraites sont très faibles, les soins de santé menacés et on ne propose aux gens que de travailler plus longtemps »*, traduit M. D'Haeseleer, sans oublier que les Flamands *« ne comprennent pas »* que la sécurité sociale bénéficie surtout, selon lui, aux *« nouveaux arrivants. »*

Il reste au parti d'extrême droite à faire oublier un passé très lourd, celui de ses liens avec d'ex-collaborateurs, des groupes violents ou un courant de passé antidémocratique. C'est la mission qu'il a assignée à M. Van Grieken, ancien dirigeant d'un groupe d'étudiants ultranationalistes, qui fustigeait *« l'endoctrinement de gauche »* et jetait du papier toilette à des sans-papiers (*« Ainsi, ils en auront quand même ! »)* mais s'est reconverti en « gendre idéal », troquant son blouson et sa casquette pour le costume trois-pièces. Toutefois, *« dans sa tête, il y a toujours des idées brunes et noires »*, affirme dans le journal *De Standaard*, Steve d'Hulster, un adjoint au maire socialiste de Mortsel, dans la banlieue d'Anvers. ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS

Un vote semé d'embûches pour Ursula von der Leyen à Strasbourg

La présidente désignée de la Commission n'est pas sûre de rallier une majorité absolue d'eurodéputés pour être confirmée à son poste mardi

BRUXELLES - *bureau européen*

Chaque voix comptera et Ursula von der Leyen devra au final en recueillir 374, soit la majorité absolue du Parlement européen, pour devenir la future présidente de la Commission, mardi 16 juillet, à Strasbourg. Trois élus catalans privés de leur siège et un danois, devenu ministre et non encore remplacé, ont ramené le nombre total des eurodéputés à 747.

La ministre allemande de la défense, proposée par les dirigeants européens pour succéder à Jean-Claude Juncker en novembre, n'a pas partie gagnée et un suspense intense pourrait perdurer jusqu'au vote final, mardi à 18 heures. La prétendante devait prononcer, tôt le matin, un discours décisif pour son avenir et censé convaincre une majorité de l'assemblée.

Lors de ses apparitions à Bruxelles, la semaine dernière, M^me^ von der Leyen n'a pas convaincu. Ses propos très généraux n'ont pas impressionné et ses interventions semblaient mal préparées. Sa longue comparution devant le groupe des Verts, notamment, a pris l'allure d'un jeu de massacre et l'a privée de tout soutien de ses 75 élus. Si elle a accepté, avec des réticences, de rencontrer la gauche radicale (Gauche unitaire européenne, GUE, 41 sièges), c'est là aussi pour s'entendre confirmer qu'elle n'y disposerait d'aucun appui. Devant les Conservateurs et réformistes (ECR, 62 élus), elle a en revanche tenu des propos suffisamment ambigus sur le respect de l'Etat de droit pour ne pas s'aliéner les 26 élus de Droit et justice (PiS), le parti au pouvoir en Pologne.

Problème : la répartition des postes à responsabilité dans les commissions du Parlement a mécontenté ces ultraconservateurs qui, comme le Fidesz hongrois, dénoncent l'attitude *« hostile »* des partis proeuropéens et pourraient, du coup, remettre en cause leur soutien présumé à la candidate allemande, membre du Parti populaire européen (PPE).

Ambiguïtés

M^me^ von der Leyen est-elle au moins assurée du soutien des 182 membres de celui-ci, première famille politique de l'assemblée ? En théorie, seulement. Car que feront les 13 élus du Fidesz ? Et certains membres de la CDU-CSU, mécontents de la mise à l'écart de Manfred Weber, le *Spitzenkandidat* – « tête de liste » – du PPE pendant la campagne en vue des élections du 26 mai ?

Le soutien du groupe libéral démocrate Renew Europe (RE, 108 membres), dont font partie les élus macroniens, semblait, lui, acquis à la candidate du président français et de la chancelière allemande. Jusqu'à ce que quelques députés s'inquiètent de ses ambiguïtés sur le respect de l'Etat de droit à l'Est, ou doutent de sa volonté de réformer l'Union. Dacian Ciolos, le président roumain de RE, lui a donc adressé une lettre assortie d'une liste de revendications : une vice-présidence de la Commission – sur un *« strict pied d'égalité »* avec le socialiste Frans Timmermans – pour la libérale Margrethe Vestager, un mécanisme de sanctions à l'égard des régimes « illibéraux » et un objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre de 55 % en 2030 (l'objectif actuel est de 40 %).

La grogne est bien plus vive du côté des sociaux-démocrates (S&D), même si la présidente espagnole du groupe, Iratxe Garcia Perez, paraît vouloir forcer l'approbation d'une nomination soutenue par le premier ministre socialiste de l'Espagne, Pedro Sanchez.

Le groupe, où les élus allemands du SPD fulminent, n'entend en tout cas se déterminer qu'en fonction des réponses qui seront apportées à sa longue liste de revendications. On y trouve notamment la poursuite d'un vaste plan d'investissements, la flexibilité dans l'application des règles budgétaires, une réforme de la politique agricole, la mise au point d'un régime d'asile commun, la création d'une conférence sur l'avenir de l'Europe ou encore une véritable « loi climat » en 2020.

La longue comparution de la candidate devant le groupe des Verts a tourné au jeu de massacre

Reste à savoir, enfin, quelle ligne suivra le groupe d'extrême droite Identité et démocratie (ID, 73 sièges, dont ceux du Rassemblement national). Hostile en principe à une candidate proeuropéenne, il pourrait la soutenir, histoire de tester sa capacité de nuisance. *« Ce serait, pour von der Leyen, le baiser de la mort »*, ironise un assistant de ce groupe.

Formule

Au total, on estimait à la veille du vote qu'un tiers des députés étaient susceptibles de rallier la ministre allemande, qu'un tiers s'opposeraient à elle et qu'un tiers étaient indécis. *« Si elle passe avec moins de 400 voix, ce sera de toute façon perçu comme une défaite »*, analyse un cadre socialiste. En 2014, M. Juncker avait engrangé 422 « oui », 250 « non » et 47 abstentions ou votes nuls.

Certains chefs de gouvernement tenteront en tout cas, d'ici à mardi soir, de faire pression sur les élus pour qu'ils avalisent la nomination de la conservatrice allemande. D'autres, pas plus convaincus que cela du compromis qu'ils ont accepté – outre M^me^ von der Leyen à la Commission, le libéral belge Charles Michel au Conseil, le socialiste espagnol Josep Borrell comme haut représentant, Christine Lagarde à la tête de la Banque centrale européenne – attendront la décision de Strasbourg, prêts, le cas échéant, à proposer une autre solution dans les trente jours, comme le Conseil y serait contraint.

Laquelle ? Mystère. L'hypothèse de voir Michel Barnier a la tête de la Commission conserve des partisans mais se heurte au refus de Berlin. Et il est inimaginable d'en revenir aux *Spitzenkandidaten* Manfred Weber ou Frans Timmermans. La libérale danoise Margrethe Vestager, alors ?

Certains prophétisent un conflit inter-institutionnel : après une éventuelle défaite de sa candidate, le Conseil reproposerait exactement la même formule au Parlement, histoire de le placer devant ses responsabilités. Autre option : tirant les leçons de sa situation, la candidate demanderait, avant mardi soir, un report du vote en septembre. ■

J.-P. S.

OSP - CESSATIONS DE GARANTIE

LOI DU 2 JANVIER 1970 - DECRET D'APPLICATION N° 72-678 DU 20 JUILLET 1972 - ARTICLES 44

QBE EUROPE SA/NV, sis Cœur Défense – Tour A – 110 esplanade du Général de Gaulle – 92931 LA DEFENSE CEDEX (RCS NANTERRE 842 689 556), succursale de QBE EUROPE SA/NV, dont le siège social est à 37, Boulevard du Régent, 1000 BRUXELLES - BELGIQUE, fait savoir que, la garantie financière dont bénéficiait la :

SARL MACO IMMO SARL
1 boulevard Vauban
66210 MONTLOUIS
RCS: 538 868 639

depuis le 21/10/2013 pour ses activités de : GESTION IMMOBILIERE
depuis le 01/04/2012 pour ses activités de : TRANSACTIONS SUR IMMEUBLES ET FONDS DE COMMERCE
cessera de porter effet trois jours francs après publication du présent avis. Les créances éventuelles se rapportant à ces opérations devront être produites dans les trois mois de cette insertion à l'adresse de l'Établissement garant sis Cœur Défense – Tour A – 110 esplanade du Général de Gaulle – 92931 LA DEFENSE CEDEX Il est précisé qu'il s'agit de créances éventuelles et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non-paiement des sommes dues et ne peut en aucune façon mettre en cause la solvabilité ou l'honorabilité de la SARL MACO IMMO SARL.

A l'Ile-Tudy, « nos maisons pourraient être englouties »

Les habitants du pays bigouden essaient de trouver des solutions pour se protéger des ravages de la mer

REPORTAGE
ÎLE-TUDY (FINISTÈRE) - *envoyée spéciale*

Alain et Maryvonne Bosser vivent au bord de l'eau. Tellement près qu'ils ont vu la mer monter, année après année, grignotant la plage jusqu'à venir lécher leur clôture et entrer dans le jardin de leur voisin. Avec dix-sept autres riverains, ils ont alors fait construire un enrochement (entassement de morceaux de roches) pour se protéger de la vaste étendue bleue, au va-et-vient si apaisant l'été mais qui se déchaîne dans de furieuses tempêtes l'hiver. Car ce couple aujourd'hui à la retraite habite à l'Ile-Tudy, en pays bigouden, une région du sud du Finistère régulièrement frappée par les vagues et la houle qui mettent à l'épreuve dunes et digues. Une menace qui ne va cesser de s'aggraver sous l'effet du dérèglement climatique. *« L'enrochement a sauvé notre maison. Aujourd'hui, on peut dormir tranquilles »*, assurent-ils, sourire aux lèvres et petit-fils dans les bras. Leurs voisins, Emile et Maryvonne Nouy, en sont moins convaincus : *« La mer a une force terrible. Il existe un risque qu'un jour, les maisons de ce quartier soient englouties, comme à La Faute-sur-Mer (Vendée). »*

En février 2010, la tempête Xynthia avait frappé le littoral de Vendée et de Charente-Maritime, faisant 47 morts et 2,5 milliards d'euros de dégâts. Après ce drame, la côte du Finistère Sud comprise entre Penmarc'h et Concarneau a été classée, comme d'autres sites français, territoire à risque important d'inondation (TRI) en raison de sa géographie : des zones basses qui peuvent être submergées en cas de dépression combinée à un haut coefficient de marée.

Parmi ces communes, l'Ile-Tudy, maigre bande de terre qui plonge dans l'océan, est particulièrement vulnérable. A chaque tempête, la mer passe au-dessus des maisons de la pointe. *« Au milieu du XIXe siècle, les habitants ont asséché les lagunes autour de l'Ile-Tudy, créant un polder pour leurs activités agricoles. Puis, à partir de la seconde guerre mondiale, l'urbanisation s'est accélérée »*, raconte Eric Jousseaume, le maire (sans étiquette) de la ville, également vice-président de la communauté de communes du pays bigouden sud (CCPBS).

Sur les huit communes littorales de la CCPBS, 11 000 personnes (un quart de la population totale) et 3 800 logements sont exposés à un aléa fort de submersion marine. Le nombre de bâtiments grimpera à 4 800 à l'horizon 2100, dans une perspective d'élévation du niveau de la mer de 60 cm – des projections sous-estimées. Dans le pire des scénarios, en cas de brèche de 100 mètres dans le cordon dunaire, l'océan envahirait l'ensemble du polder, noyant la seule route accédant à la ville. *« Il faudrait évacuer les habitants en roulant sur la digue »*, détaille Eric Jousseaume.

Pour mieux gérer le risque, la CCPBS s'est regroupée avec deux autres communautés de communes voisines. Un programme d'actions de prévention contre les inondations (PAPI) a été signé en décembre 2018 entre les trois acteurs, le département et l'Etat. Des études seront menées pendant trois ans – pour un coût de 1,5 million d'euros –, avant le début de travaux début 2022.



Enrochement devant des maisons de l'Ile-Tudy (Finistère), en juillet 2019. AUDREY GARRIC/« LE MONDE »

Diagnostics gratuits

En attendant, les élus multiplient les mesures d'urgence pour protéger la côte : on conforte les cordons dunaires en rajoutant du sable, on y plante des oyats (plantes vivaces des terrains sablonneux) pour les maintenir, on dépose des sapins ou du goémon sur les dunes afin de limiter l'érosion, qui peut atteindre plusieurs mètres après certaines tempêtes. La communauté de communes multiplie également les interventions dans les classes et mène des diagnostics gratuits de vulnérabilité des habitats. A Penmarc'h, mi-décembre 2018, un exercice de simulation d'inondation a permis d'entraîner tous les services. Un festival a même été créé à l'Ile-Tudy, le bien nommé « Si la mer monte », pour *« parler de ce sujet anxiogène de manière non anxiogène »*, selon son cofondateur Erik Patrix.

Un plan de prévention des risques littoraux (PPRL), pris par la préfecture en 2016, réglemente par ailleurs l'urbanisme, s'ajoutant à la loi Littoral : les nouvelles constructions sont interdites dans les zones rouges tandis que les habitations de plain-pied existantes doivent disposer d'une ouverture dans le toit. Enfin, dans chaque ville, un plan communal de sauvegarde prévoit l'organisation de la gestion de crise en cas d'inondation (alarme, etc.).

> **« Les gens ne sont pas préparés pour une vraie catastrophe »**
> YVES BELLEVILLE
> cofondateur du festival Si la mer monte

Si la communauté de communes est volontaire et investie, le chemin vers l'adaptation de son littoral n'en reste pas moins périlleux. *« C'est très long et lourd d'un point de vue administratif, le temps de faire les études, d'avoir toutes les autorisations pour engager des travaux. La population ne comprend pas toujours pourquoi cela n'avance pas »*, confie Raynald Tanter, le maire (divers gauche) de Penmarc'h et président de la CCPBS, qui a appris à jongler entre les PPRL, PAPI et autres TRI.

Les difficultés sont également d'ordre financier. A Penmarc'h, les travaux pour conforter une quinzaine d'ouvrages (dunes, digues, murs, ports) ont été évalués entre 4 et 14 millions d'euros. La communauté de communes, elle, a levé une nouvelle taxe, de 7,70 euros en moyenne par habitant et par an, dans le cadre de la compétence de prévention des inondations qu'elle s'est vu confier en 2018. Des frais qui posent la question de la solidarité entre les habitants.

« En raison de la gentrification du littoral, certains ne peuvent pas s'installer sur la côte. Ils sont pénalisés une seconde fois quand on leur demande de payer pour protéger les autres », expose Benjamin Buisson, responsable du pôle littoral à la CCPBS. *« Il y a un petit enjeu de lutte des classes*, abonde Marie-Anne Gourlaouen, l'ancienne directrice de l'école de l'Ile-Tudy. *A partir des années 1960, on a vu beaucoup de gens d'ailleurs acheter des résidences secondaires à prix d'or. Les gens d'ici, qui étaient pauvres et qui avaient dû se protéger de la mer à leurs frais, n'ont pas voulu mettre la main au portefeuille pour ceux qui ne vivent pas là à l'année. »*

Modifier le découpage

La tâche la plus ardue reste d'obtenir le soutien de la population. En 2016, lors de la présentation du PPRL, les *« débats ont été tendus notamment sur les zones constructibles ou non »*, se souvient Eric Jousseaume. Les maires sont intervenus pour modifier le découpage entre zones. Mais certains habitants sont restés lésés, propriétaires de terrains devenus du jour au lendemain sans valeur.

Aujourd'hui, la situation est apaisée, mais *« il y a encore une méconnaissance des phénomènes naturels ainsi qu'une forme de déni »*, remarque Joachim Houbib, chargé de mission réduction de la vulnérabilité à la CCPBS. Jean-Luc Hamon, 61 ans, qui vit juste derrière la dune de Treffiagat-Léchiagat depuis ses 8 ans, assure ne pas être inquiet : *« On a toujours vécu des tempêtes et il y a beaucoup d'exagération dans les prévisions. »*

« La prise de conscience a tout de même progressé depuis dix ans, mais les gens ne sont pas préparés pour une vraie catastrophe, surtout les habitants des résidences secondaires [70 % de la population de l'Ile-Tudy] », observe Yves Belleville, cofondateur de Si la mer monte. *« On n'entend pas l'alarme avec le vent et personne ne sait où sont les points de ralliement »*, précise-t-il. Sans compter qu'à chaque alerte, au lieu de se calfeutrer, de plus en plus d'habitants pratiquent un *« tourisme de tempête »*, bravant les consignes de sécurité pour observer au plus près les éléments se déchaîner.

« Nous sensibilisons également à l'hypothèse d'une relocalisation mais c'est un sujet explosif politiquement », constate Erik Patrix, dont le festival a été accusé de faire baisser le prix des maisons. Il l'assure pourtant, l'idée de faire un passage à la mer, et non plus barrage, gagne du terrain. ■

AUDREY GARRIC

Le dérèglement climatique aggrave la fragilité du littoral français

Le rapport d'un groupe de réflexion montre les difficultés des communes de bord de mer à s'adapter aux risques de submersion et d'érosion

Le littoral français est *« pris entre deux vagues »*. L'une vient de la mer, provoquant des phénomènes d'érosion et de submersion aggravés par l'élévation du niveau de l'eau. L'autre de la terre, sous l'effet d'une urbanisation croissante liée à l'attractivité démographique et économique. Ces mots de Philippe Grosvalet, président du conseil départemental de Loire-Atlantique, expliquent pourquoi le dérèglement climatique représente un enjeu majeur pour ces régions fragiles. Or, ces zones n'y sont pas préparées, conclut un rapport du think tank La Fabrique écologique, publié lundi 15 juillet, et consacré à l'adaptation du littoral hexagonal aux changements du climat.

La submersion marine menace d'ores et déjà 1,4 million de résidents, 850 000 emplois et 590 000 hectares de terres, tandis que l'érosion affecte un quart du littoral métropolitain. Ces risques naturels vont être amplifiés par le changement climatique, alors que le niveau des océans pourrait grimper de 1 mètre d'ici à la fin du siècle. En Nouvelle-Aquitaine, par exemple, le trait de côte devrait reculer de 65 mètres en moyenne sur le littoral sableux des Landes et de la Gironde à l'horizon 2050. Dans le même temps, la démographie des départements littoraux devrait augmenter de 4,5 millions d'habitants d'ici à 2040 (+ 19 % par rapport à 2007). Ils accueilleront alors 40 % de la population française.

Digues, épis ou enrochements

Comment, dans ce cas, protéger les vies humaines mais également les bâtiments, les activités économiques ou les infrastructures de transport ? Deux mois après le rapport de deux sénateurs qui concluait que la France n'était pas préparée au *« choc climatique »* qu'elle subira d'ici à 2050, La Fabrique écologique souligne que la mise en œuvre des principales stratégies d'adaptation *« reste encore très insatisfaisante »*.

La première réside dans le déploiement d'ouvrages de protection, tels que des digues, des épis ou des enrochements (entassements de roches), qui couvrent 20 % du linéaire côtier, soit 2 300 km en cumulé. Ils constituent souvent une solution incontournable lorsque d'importants enjeux (habitations, commerces, etc.) sont concentrés au même endroit, mais ils s'avèrent onéreux. Les intercommunalités, responsables depuis 2018 de leur gestion et de leur entretien, *« ne disposent pas de moyens techniques et financiers suffisants »*, écrit Jill Madelenat, l'auteure du rapport.

> **Il devrait y avoir 4,5 millions d'habitants de plus d'ici à 2040 dans les départements du littoral, soit 40 % des Français**

C'est pourquoi de plus en plus d'élus tentent de favoriser les *« solutions fondées sur la nature »*, plus durables et moins chères, telles que l'implantation de végétaux sur les dunes ou les falaises afin de les maintenir, ou la recharge en sable. Le Conservatoire du littoral a également lancé en 2015 le projet Adapto pour expérimenter la dépoldérisation de dix sites, qui seraient rendus à la mer. Mais le problème réside dans l'acceptabilité de la mesure. *« Pour les élus et les habitants, cela peut être vécu comme une défaite face à la mer »*, note Jill Madelenat.

La réduction de la vulnérabilité passe également par la maîtrise de l'urbanisme. Or, seulement 60 % des territoires désignés comme prioritaires à la suite de la tempête Xynthia – qui avait fait 47 morts en 2010 – sont dotés d'un plan de prévention des risques littoraux, qui interdit les constructions dans certaines zones et les soumet à conditions dans d'autres. Lorsque de tels plans existent, ils font régulièrement l'objet d'opposition des élus et de recours en justice des habitants craignant qu'ils n'altèrent le développement économique de la commune et la valeur des biens.

Une dernière solution d'adaptation, plus radicale, passe par la relocalisation des activités et des biens. Cette option, étudiée par l'Etat depuis 2012, reste aujourd'hui très marginalement mise en place. *« C'est une question explosive, car les habitants sont attachés à leur maison, et surtout il faut savoir qui doit supporter le coût de la relocalisation*, prévient Jill Madelenat. *Le fonds Barnier, qui recourt à la solidarité nationale, permet l'indemnisation des propriétaires menacés par un risque de submersion. Mais un tel dispositif fait défaut pour l'érosion, comme on l'a vu avec l'exemple du Signal. »* Les habitants de cet immeuble de Soulac-sur-Mer (Gironde), menacé d'effondrement, ont attendu cinq ans pour être indemnisés, après avoir déposé un recours devant le Conseil constitutionnel.

Le gouvernement s'est saisi de cette question en lançant une mission parlementaire sur l'adaptation des territoires littoraux face à l'évolution du trait de côte, qui doit rendre ses conclusions fin octobre avant de déboucher sur une proposition de loi. *« On ne fera pas de la recomposition spatiale partout, mais il y a des endroits où les élus sont prêts. Il leur manque un outil juridique et financier »*, assure son président, Stéphane Buchou, député (LRM) de Vendée. Sur la question brûlante du financement, une mission d'inspection interministérielle a proposé, en avril, d'abandonner la solidarité nationale au profit de la solidarité locale, avec la création d'un fonds d'aide à la recomposition du littoral, abondé par les communes du littoral. *« La relocalisation ne peut être faite que là où il n'y a pas d'enjeux massifs, donc en dehors des grandes villes. Mais, même dans les zones de moindre densité, les pouvoirs publics ne pourront pas financer le rachat des biens face à la mer tant qu'ils auront une telle valeur immobilière »*, observe Catherine Meur-Férec. De manière générale, pour cette professeure de géographie à l'université de Brest, *« la dissociation que fait l'Etat entre submersion et érosion nuit à une gestion cohérente, durable et équitable de la côte »*. ■

AU. G.

Publicité

~~DÉ~~REMBOURSEMENT
HOMÉOPATHIE

HOMÉOPATHIE

ALPTIS MAINTIENT LE REMBOURSEMENT À 100 %

Groupe associatif de protection sociale, Alptis* défend depuis plus de 40 ans l'accès aux soins pour tous, avec une conviction forte : chacun peut être acteur de sa santé. Cet engagement se traduit par 400 actions de prévention proposées chaque année, gratuitement, à ses adhérents ainsi que des formations à l'utilisation des médecines naturelles en toute autonomie.

Aujourd'hui, les médecines complémentaires (médecines douces) prennent de plus en plus d'importance dans la vie des Français. Elles regroupent de nombreuses disciplines : homéopathie, phytothérapie, aromathérapie, ostéopathie, naturopathie, diététique, acupuncture…

L'homéopathie est l'une de ces médecines complémentaires et fait partie intégrante de la pharmacie de nombreux Français. Dans notre pays, 20.000 médecins, soit un médecin sur trois, prescrivent quotidiennement des médicaments homéopathiques (étude IPSOS – mars 2019).

Convaincus que cette approche s'inscrit dans une vision globale de la personne et de sa santé, nous affirmons notre volonté de permettre à nos adhérents d'y avoir accès en remboursant ces médecines complémentaires.

C'est pourquoi, nous avons décidé de maintenir la prise en charge à 100 % de l'homéopathie afin de respecter le libre choix de nos adhérents dans leur parcours de soins.

alptis.org

PARTICULIERS - INDÉPENDANTS - ENTREPRISES


SANTÉ


PRÉVOYANCE


ASSURANCE DE PRÊTS


ÉPARGNE RETRAITE


FINANCEMENT


Alptis
Prévention - Assurance - Financement

*Créé en 1976, Alptis est un groupe associatif de protection sociale. Il intervient dans les domaines de la santé, de la prévoyance, de l'assurance de prêts, de l'épargne, de la retraite et du financement pour les particuliers, les travailleurs indépendants et les entreprises. Le groupe protège aujourd'hui plus de 450.000 personnes, partout en France (métropole et DROM).
Relevant de l'entrepreneuriat sociétal, Alptis propose une vision innovante de la protection sociale, tout à la fois responsable et solidaire, qui répond à sa raison d'être : « Agir ensemble, pour que la vie de chacun soit bien protégée ».

SOCIAL

Morts au travail : les oubliés de la santé publique

Il n'existe aucune donnée chiffrée précise sur le nombre global d'accidents mortels du travail en France. Selon l'Assurance-maladie, au moins 530 salariés du secteur privé sont décédés sur leur lieu de travail en 2017



A Marseille, en 2014.
NOSETTO PATRICK/PHOTOPQR/MAXPPP

C'est en cherchant dans la presse quotidienne régionale qu'on les trouve. Un court article souvent, relatant l'accident mortel. Sous la mention « faits divers », *Le Populaire du Centre* faisait ainsi part, mardi 9 juillet, de la mort d'un ouvrier agricole de 18 ans, écrasé sous son tracteur à Saint-Jean-Ligoure (Haute-Vienne). Le même jour, *L'Ardennais* relatait celle, sur un chantier, d'un ouvrier de 45 ans percuté par la chute du contrepoids d'une grue, à Herpy-l'Arlésienne (Ardennes). La veille, *Le Parisien* informait du décès d'un mécanicien de 43 ans mort à Beautheil-Saints (Seine-et-Marne), coincé dans une arracheuse de lin.

On pourrait encore évoquer, depuis début juillet, ce manutentionnaire tombé d'un engin de levage en Seine-Maritime, cet ouvrier écrasé par une machine alors qu'il refaisait la chaussée de l'A7, dans les Bouches-du-Rhône, ou cet ascensoriste tué en Haute-Savoie. Un *« drame »* ici, une *« terrible tragédie »* là. Une somme d'histoires individuelles. Mais que diraient ces accidents mortels de la réalité du monde du travail en France en 2019 si l'on les examinait dans leur ensemble ?

Un chiffre existe : celui des accidents du travail des salariés du secteur privé, recensés par l'Assurance-maladie. Il nous apprend qu'au moins 530 personnes sont mortes sur leur lieu de travail en 2017. Et cela sans compter les 264 qui se sont tuées sur leur trajet, ou les cas de suicide, qui nécessitent souvent un passage par le tribunal pour être reconnus comme des accidents du travail. Plus de dix personnes meurent donc au travail chaque semaine en France. A bas bruit.

« LOGIQUE COMPTABLE »

« L'accident du travail est un non-sujet de santé publique, confirme Véronique Daubas-Letourneux, sociologue, enseignante-chercheuse à l'Ecole des hautes études en santé publique. *On l'envisage sous l'angle de la fatalité, des "risques du métier". Cela contribue à une naturalisation du risque professionnel, qui n'est pas interrogé en soi. On ne questionne ni le facteur organisationnel ni la précarité au travail. Si chaque histoire est un drame au plan individuel, elle pourrait aussi être un facteur d'alerte au plan collectif sur les conditions de travail. »*

Les statistiques disponibles en France ne sont pas pensées en ce sens. Recensés dans un tableau à la nomenclature complexe, par grandes branches d'activités, les chiffres de l'Assurance-maladie ne rendent compte ni des accidents du travail dans la fonction publique, ni de ceux qui surviennent aux travailleurs indépendants ou ubérisés.

« Ces données n'ont pas pour fonction de donner l'alerte. Elles sont établies dans une logique assurantielle, d'indemnisation forfaitaire, explique Véronique Daubas-Letourneux. *C'est juste une logique comptable et financière, qui permet de calculer le taux de cotisation des employeurs à la branche "accidents du travail-maladies professionnelles" de la Sécurité sociale. Ces statistiques ne sont pas conçues comme des données de santé publique visant à permettre une connaissance globale de la situation. »*

ABSENCE DE DIAGNOSTIC

Depuis une dizaine d'années, précise la chercheuse, le service statistique du ministère du travail en produit une analyse *« plus contextualisée »*. Toujours sur les seuls salariés du privé, la dernière étude publiée en 2016, à partir de chiffres de 2012, soulignait ainsi que les accidents mortels touchaient principalement les ouvriers (dans 66 % des cas).

PLUS DE DIX PERSONNES MEURENT AU TRAVAIL CHAQUE SEMAINE EN FRANCE, À BAS BRUIT

L'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (INRS) a établi une autre base de données, nommée « Epicea ». Elle rassemble 19 000 cas d'accident du travail de salariés du privé depuis 1990. Mais avant de la consulter, un préambule précise que la base *« n'est pas exhaustive. Elle ne peut donc pas être utilisée à des fins statistiques. »*

Il n'existe donc aujourd'hui aucune donnée statistique accessible rendant compte du nombre global d'accidents du travail en France, comme l'a constaté la députée (LRM) Charlotte Lecocq, qui,

Cordiste, un métier à hauts risques sans filet social de sécurité

Sur près de 8 500 professionnels, souvent intérimaires, vingt et un sont morts depuis 2006 dans des accidents du travail

Dans le mémoire qu'il a rendu en 2015 dans le cadre de sa formation de cordiste, Philippe Krebs évoquait longuement l'accident mortel survenu en 2012 sur le site agro-industriel de Cristal Union, à Bazancourt (Marne). Descendus en rappel dans un silo pour le nettoyer, Arthur Bertelli et Vincent Dequin, deux cordistes intérimaires de 23 ans et 33 ans, avaient été ensevelis sous des tonnes de sucre. Il écrivait : *« Aucun enseignement n'a été tiré au sein de la profession.* (...) *Il aurait dû y avoir un avant et un après cet accident dramatique. Il y a surtout une continuité de pratiques aléatoires. »* Moins de deux ans après l'écriture de ces lignes, en juin 2017, un nouvel accident mortel, sur le même site, dans des circonstances similaires, coûtait la vie à Quentin Zaroui-Bruat, 21 ans, autre cordiste intérimaire.

Travailler suspendu au bout d'une corde, dans des endroits peu accessibles, est dangereux par essence. C'est même une pratique en principe interdite par le code du travail qui ne la tolère que pour des travaux temporaires, si aucune technique plus sûre n'est envisageable. Maîtriser les risques est alors central.

« JE ME SUIS MIS À MON COMPTE PARCE QUE J'AVAIS PEUR EN MISSION D'INTÉRIM »
PHILIPPE KREBS
cordiste

Comme tous les cordistes que *Le Monde* a contactés, Philippe Krebs estime que les conditions de sécurité ne sont aujourd'hui encore pas réunies sur de nombreux chantiers. Matériel usé, défaut de supervision et d'anticipation des risques... *« Je me suis mis à mon compte parce que j'avais peur en mission d'intérim,* explique celui qui est également formateur. *Nos anciens stagiaires nous racontent être en permanence confrontés à des pratiques déviantes. Or, lorsque vous êtes jeune intérimaire, refuser une mission c'est prendre le risque d'être blacklisté. »*

Secteur en pleine croissance

En cause, un déficit d'encadrement des pratiques dans une profession qui n'en est, en réalité, même pas une. *« Nous n'avons ni code APE, désignant l'activité principale de l'entreprise, ni convention collective »*, souligne Eric Louis, qui aurait dû prendre la relève de Quentin Zaroui-Bruat le jour de son accident. Cordiste n'est pas un métier en soi, mais une pratique rattachée à un autre métier, comme maçon ou électricien. *« Nous n'avons pas non plus de statistiques propres à l'accidentologie des cordistes, qui sont mélangés avec tous les intérimaires. On a peut-être la profession la plus mortelle de France sans que ça se sache »*, pointe Eric Louis.

Il préside l'association Cordistes en colère, créée en décembre 2018 pour alerter. Selon son recensement, vingt et un cordistes sont morts depuis 2006. *« Pour 8 500 travailleurs, c'est énorme : ce ratio appliqué au million de personnels de l'éducation nationale, ça ferait 2 500 morts ! »*

Les cordistes sont une « nano-profession », toute jeune : le premier décret évoquant ce *« travail temporaire en hauteur »* date de 2004. Mais le secteur est en pleine croissance : selon le Syndicat français des entreprises de travail en hauteur (Sfeth), le nombre de professionnels a doublé entre 2009 et 2016, la moitié étant intérimaires, et 790 entreprises exercent cette activité.

Seules quarante d'entre elles sont cependant réunies au sein du Sfeth qui a fait de la prévention des risques une priorité. *« Face à ce développement de l'activité, il faut poser des exigences minimales de compétences des personnes et des entreprises qui exercent. Aujourd'hui, ce n'est absolument pas le cas »*, estime Sandrine Liéval, chargée de mission au Sfeth. *« Les donneurs d'ordre ne s'assurent pas toujours des compétences des sous-traitants qu'ils font intervenir, et choisissent parfois les moins-disants »*, confirme Laurent Vilboeuf, directeur adjoint de la direction générale du travail.

Des discussions ont lieu depuis plusieurs années entre la « profession » et le ministère du travail. Afin d'y prendre toute leur place, les Cordistes en colère ont créé leur propre syndicat, indépendant, de travailleurs, le 4 juillet. *« On certifie les techniciens, il faut désormais certifier les entreprises »*, insiste Julien Rivollet, secrétaire du syndicat dont Philippe Krebs est vice-trésorier.

« Eviter les dérives »

Les avancées se font doucement. Un groupe de travail réunit ces travailleurs, le Sfeth, l'organisme de formation DPMC, l'organisme professionnel de prévention du BTP, les directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (Direccte) et la Mutualité sociale agricole, pour élaborer des outils de prévention, comme, dernièrement, un guide du travail en silo. Une plate-forme sur l'accidentologie est en réflexion.

Le ministère du travail pourrait également envoyer bientôt une *« lettre aux professionnels »* pour rappeler la réglementation et *« éviter les dérives »*, précise Laurent Vilboeuf pour qui il s'agit de sensibiliser avant de sévir. Un début, mais encore loin de la reconnaissance espérée par les professionnels. La lettre pourrait partir à la rentrée. Juste avant l'ouverture, en octobre, du procès pour la mort de Quentin Zaroui-Bruat. Reconnus coupables d'homicides volontaires pour les deux décès survenus en 2012, Cristal Union et son sous-traitant Carrard Services ont été condamnés en mars à 100 000 euros d'amende chacun et à un placement sous surveillance pendant deux ans. Ils ont fait appel du jugement. ■

AL. L.



à la demande du gouvernement, a rendu en 2018 un rapport sur la santé au travail. *« Cela m'a surprise quand on m'a confié cette mission : la première chose qu'on a faite, c'est de regarder les données, et on s'est aperçu que pour une partie du monde du travail, et notamment la fonction publique, il n'y avait rien »,* explique l'élue du Nord.

Parmi les recommandations de son rapport pour un meilleur système de prévention des risques figure ainsi celle de *« permettre l'exploitation collective des données à des fins d'évaluation et de recherche ». « Pourquoi la fonction publique ne serait-elle pas aussi un objet d'études ? Comment anticiper les risques si l'on n'a pas de diagnostic initial ? »,* souligne-t-elle. C'est l'une des raisons d'être d'un second rapport sur la santé au travail, dans la fonction publique cette fois, qui devrait être rendu public en septembre.

« DU FAIT DIVERS AU FAIT SOCIAL »

« Il faudrait mieux exploiter ces données pour notamment mettre en place des études épidémiologiques portant sur des postes les plus à risques », regrette également le député PCF Pierre Dharréville (Bouches-du-Rhône), rapporteur de la commission d'enquête sur les maladies et pathologies professionnelles dans l'industrie menée en 2018 à l'Assemblée nationale, qui insiste sur la responsabilité de l'Etat dans le diagnostic des professions à risques.

Un autre problème posé par les données de l'Assurance-maladie est la déperdition de connaissance dans la façon dont les accidents sont répertoriés. Ainsi, tous les accidents touchant des intérimaires sont regroupés dans une seule et même branche, quel que soit leur métier. *« C'est une vraie production d'opacité,* pointe encore Véronique Daubas-Letourneux. *On sait que l'intérim est plus dangereux de façon générale, mais ce serait intéressant de savoir où. »* Avec 80 décès en 2017, c'est l'une des *« branches »* les plus à risques, derrière les accidents dans les transports routiers (121 décès en 2017) et dans les travaux publics (120 décès).

C'est à la fois pour lutter contre cette opacité et contre notre indifférence que Matthieu Lépine, professeur d'histoire-géographie en collège, s'est lancé dans un méticuleux travail de chroniqueur. Depuis deux ans, sur une page Facebook intitulée « Accident du travail : silence des ouvriers meurent », il accumule méthodiquement des articles de presse régionale, afin, explique-t-il, de faire passer la foule des morts au travail *« du fait divers au fait social ».*

Début janvier, marqué par la mort d'un livreur à vélo de 18 ans à Pessac (Gironde), il a également créé un compte Twitter, afin d'interpeller journalistes et politiques, très présents sur le réseau. La victime travaillait pour la plate-forme Uber Eats. Donc, comme tous les livreurs ubérisés, avec un statut de travailleur indépendant. *« Sa mort n'est considérée par la statistique nationale que comme un accident de la route »,* déplore Matthieu Lépine.

Alors, à l'image du journaliste David Dufresne, qui s'est mis à interpeller cet hiver le ministère de l'intérieur pour dénoncer chaque violence policière dans les manifestations de « gilets jaunes », chaque Tweet de Matthieu Lépine interpelle la ministre du travail d'un *« Allo Muriel Pénicaud, c'est pour signaler un accident du travail ».* Avec un souhait : que l'Etat prenne enfin en compte *« les livreurs, les autoentrepreneurs, les travailleurs sans papiers ou non déclarés… »* parmi la cohorte des travailleurs qui perdent chaque semaine la vie à tenter de la gagner. Pour la seule semaine du 1er au 7 juillet, il a recensé quatorze personnes mortes au travail. Six avaient entre 18 ans et 21 ans. ■

ALINE LECLERC
ET LAURA MOTET

A l'usine Renault de Cléon, « on attend l'accident »

Depuis un accident mortel survenu en 2016, l'entreprise affirme avoir augmenté la sécurité

ENQUÊTE

Il n'a jamais rejoint ses collègues qui l'attendaient pour dîner. Le 10 mars 2016 à 19 h 05, Jérôme Deschamps, technicien de maintenance à l'usine Renault de Cléon (Seine-Maritime), a été retrouvé le torse coincé sous un caisson de séchage par l'un de ses camarades, un électricien inquiet de ne pas le voir venir au réfectoire.

Ce jour-là, ce père de 33 ans, employé chez Renault depuis ses 18 ans, a été désigné pour poser un tendeur sur les chaînes trop lâches d'une machine à laver industrielle. Il installe le tendeur sur la machine à l'arrêt, puis effectue des essais en mode manuel. Vers 18 h 40, il décide avec ses collègues de passer la machine en mode automatique, afin de la voir fonctionner en conditions réelles. Les portes de la machine sont grandes ouvertes, bloquées par des « sucettes », de petits morceaux de métal laissant croire au système de sécurité qu'elles sont fermées. Impossible, sinon, de vérifier la qualité de son travail.

La machine redémarre, mais il faut une dizaine de minutes pour qu'elle tourne à plein régime. Ses collègues partent dîner. Jérôme ne tardera pas, pensent-ils. Qu'a-t-il vu dans la machine qui ait nécessité qu'il s'y penche ? En l'absence de témoin, les circonstances de l'accident restent indéterminées. Mais son geste enclenche un mécanisme fatal dont il ignorait l'existence : en mode automatique, la machine abaisse un lourd caisson dès qu'elle capte une présence sur le convoyeur. Après l'avoir veillé une semaine à l'hôpital, sa famille décidera de mettre fin à son assistance respiratoire.

Impératif de productivité

Depuis, Renault est poursuivi pour *« homicide involontaire ».* Le 3 avril, le parquet du tribunal de Rouen a requis une amende de 200 000 euros à son encontre. La direction, contactée, n'a pas souhaité commenter l'enquête en cours. *« Les événements qui ont amené à la mort de M. Deschamps sont loin d'être rares dans cette usine,* estime William Audoux, secrétaire de la CGT de Cléon. *Le manque de sécurité et de formation, l'intensification du travail et le manque d'effectifs ont pu donner lieu à d'autres accidents graves ces dernières années. »*

Son syndicat s'est porté partie civile aux côtés de la famille, représentée par Me Karim Berbra. Quatre-vingt-douze salariés ont signé une lettre faisant état du caractère courant de la procédure suivie par M. Deschamps : usage des « sucettes », travail isolé, absence de formation à chaque machine… *« Il y a 8 000 machines,* s'exclame un proche de la direction. *Il est impossible de former qui que ce soit sur chacune d'elles. »* Les équipes de maintenance, affectées à des secteurs, n'interviennent cependant pas sur la totalité de l'immense usine, qui s'étend sur le quart de Cléon.

EN 2016, SEPT SALARIÉS DE L'INDUSTRIE AUTOMOBILE FRANÇAISE SONT MORTS AU TRAVAIL ET PLUS DE 3 400 ACCIDENTS SUIVIS D'UN ARRÊT ONT EU LIEU

Dans cette petite ville normande lovée dans une boucle de la Seine, les accidents sont courants. Chaque semaine, environ deux personnes ont un accident du travail nécessitant un arrêt, selon le bilan social 2018 de l'usine. Chutes de charges lourdes, éclaboussures d'aluminium brûlant, brouillards chimiques irritants jalonnent la vie des 4 000 salariés et intérimaires qui s'affairent pour produire boîtes de vitesses et moteurs. Jusqu'à parfois y mettre brutalement fin, comme ce fut le cas pour M. Deschamps en 2016. Cette année-là, sept salariés de l'industrie automobile française sont morts au travail et plus de 3 400 accidents suivis d'un arrêt ont eu lieu, selon l'Assurance-maladie.

La mort de Jérôme Deschamps dans le ventre d'une machine – un événement rare à l'usine – a obligé la direction à repenser les procédures de sécurité. Mais pour la trentaine de salariés interrogés par *Le Monde*, managers, soignants, syndicalistes, techniciens ou ouvriers, l'impératif de productivité l'emporte encore trop souvent sur la prévention des accidents. Depuis 2016, un hublot a été ajouté à la machine à laver, pour permettre à la maintenance de la voir fonctionner portes fermées, et l'usage des « sucettes » a été drastiquement limité. Une formation générale est dispensée à chacun dès son embauche. Un carnet rappelant les dix fondamentaux de la sécurité, déclinés en 74 *« exigences-clés »*, a été distribué. Des fiches rappelant les risques ont été collées sur les machines.

Certains managers, un badge *« réflexe sécurité, ma priorité »* à la boutonnière, rappellent à l'ordre les opérateurs s'ils ne portent pas leurs protections. *« On nous emmerde sur le port du casque, des bouchons d'oreilles, des lunettes… Mais dès qu'il faut arrêter une machine dangereuse pour la réparer, c'est silence radio,* s'agace Corentin (les prénoms des témoins ont été modifiés), ouvrier à la fonderie. *Parce que ça impacte la production, qui est toujours en flux tendu. En gros, on attend l'accident. »* Un avis partagé par le cabinet Aptéis, mandaté pour expertiser les « risques graves » dans l'usine après la mort de M. Deschamps : *« Plusieurs éléments tendent à décrire une culture de sécurité plus réactive que proactive sur le site de Renault Cléon »*, écrit-il en 2018.

En mars, un ouvrier a été brûlé au troisième degré au cou par une projection d'aluminium. *« Cet accident aurait pu être évité,* tonne Willliam Audoux, de la CGT. *Les équipes avaient signalé ce problème depuis des semaines. »* Consulté par *Le Monde*, le tableau des dysfonctionnements, où les ouvriers indiquent les risques sur leurs machines, fait bien état d'un *« danger car trop d'éclaboussures ». « La veille, il avait encore prévenu son chef : "Si on ne fait rien, un accident va se produire" »*, poursuit M. Audoux.

D'autres pratiques dangereuses, comme les interventions sur les machines en marche, continuent à avoir lieu. Et ce sans être toujours déclarées, contrairement aux procédures. *« C'est l'hypocrisie la plus totale. On ne peut pas faire le diagnostic de la panne rapidement, ni vérifier que la machine a été réparée si elle est à l'arrêt,* explique Damien, technicien en maintenance. *Les machines prioritaires, il faut qu'elles crachent des pièces non-stop. En une heure, elles doivent être réparées. Sinon, les chefs se mettent derrière toi pour te demander pourquoi ça prend autant de temps. »* Selon Annabelle Chassagnieux, une experte d'Aptéis, la multiplication des règles de sécurité permet à Renault *« de ne pas interroger son mode d'organisation ». « Lorsqu'un accident se produit, ils peuvent dire "Untel n'a pas respecté la procédure" sans se poser la question de la possibilité même de l'appliquer,* analyse-t-elle. *Trop souvent, les salariés ont à arbitrer entre suivre la procédure et travailler au plus vite pour respecter les contraintes de production. »*

« LES MACHINES PRIORITAIRES, IL FAUT QU'ELLES CRACHENT DES PIÈCES NON-STOP. EN UNE HEURE, ELLES DOIVENT ÊTRE RÉPARÉES »

DAMIEN
technicien en maintenance

« Revenir vite » au travail

Une expertise indépendante dont la marque au losange se serait bien passée. En novembre 2017, Renault s'est opposé devant le tribunal de Rouen à la venue d'Aptéis. Celle-ci avait été demandée par le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) après la mort de M. Deschamps, afin d'étudier les *« risques graves »* à Cléon. Pour justifier cette opposition, un proche de la direction estime que *« rien ne permet d'affirmer qu'il y a, à Cléon plus qu'ailleurs, une exposition des opérateurs à un risque grave ».* L'argument n'a pas convaincu le tribunal, qui a permis à Aptéis de se rendre dans l'usine.

Par le passé, la venue d'observateurs extérieurs à Cléon s'était déjà soldée par une dénonciation des pratiques de la direction. En 2007, l'inspection du travail avait décrit un *« système organisé de pressions visant à ce que les salariés victimes d'accident du travail* (…) *renoncent à prendre tout ou une partie de* [leur] *arrêt ».* Douze ans plus tard, la dizaine d'accidentés du travail interrogés par *Le Monde* racontent la même histoire. Hugo, arrêté après avoir été blessé à la main, a reçu un appel de son chef le lendemain lui suggérant de *« revenir vite ».* Deux jours plus tard, le voilà de retour sur un poste aménagé, à remplir des tableurs et effectuer des photocopies. *« Le reste du temps, je restais assis sur une chaise à attendre »*, raconte-t-il. La direction lui envoie un taxi puisqu'il ne peut pas conduire. *« Ils ont dû dépenser 80 balles par jour… »*

La somme, qui paraît importante aux salariés, reste inférieure à ce que devrait verser Renault si les blessés étaient restés longtemps en arrêt. Les cotisations à la branche « accidents du travail-maladies professionnelles » (AT-MP) de la Sécurité sociale dépendent en effet de la fréquence et de la gravité des accidents du travail, afin de faire payer aux entreprises les plus accidentogènes le coût de leurs pratiques dangereuses. Louis, un manager, justifie ce procédé par la dure concurrence que subit Renault : *« Aujourd'hui, on est dans un système de production très contraint. Les cotisations à la Sécu pèsent sur le coût du travail. »*

De son côté, la direction de Renault affirme qu'*« il n'existe pas de système organisé de pression sur les salariés »* et ajoute que ce qu'elle leur propose, *« c'est de garder le lien avec l'entreprise en leur donnant la possibilité de revenir* (…) *sur des postes aménagés ».* L'expertise d'Aptéis a été versée au dossier par les parties civiles. Le tribunal devrait se prononcer sur la responsabilité de Renault lors d'une nouvelle audience, le 21 janvier 2020. ■

L. MO.

TRECA
PARIS
Arpège

L'ensemble Arpège à seulement 2599€

ÉDITION LIMITÉE JUSQ'AU 31 JUILLET 2019

1 matelas Air Spring H.28 x L.200 x l.160 + 2 sommiers H.17 x L.200 x l.80 + 1 accotoir H.122 x L.160

DecorActuel
80, rue Claude-Bernard
75005 PARIS
Tél. : 01.45.35.08.69
www.decoractuel.com

Le Monde
MARDI 16 JUILLET 2019

Le tropisme lepéniste de l'armée dans les urnes

Une étude de l'IFOP détaille les ressorts du vote militaire à l'extrême droite, élection après élection

La tendance se confirme. Les militaires, dont les gendarmes, accordent très largement leur suffrage au Rassemblement national (RN). C'est ce que montre une nouvelle étude réalisée par Jérôme Fourquet, directeur du département opinion publique à l'IFOP, pour la Fondation Jean-Jaurès. *« Leur inclinaison pour le parti de l'extrême droite varie en fonction de l'actualité, mais le plancher reste toujours très élevé »*, constate l'auteur.

Intitulée « Pour qui votent les casernes ? » et publiée lundi 15 juillet, l'étude s'emploie à analyser les résultats obtenus dans les petites communes abritant des garnisons et dans les bureaux de vote dont dépendent les casernes. Uniquement là où *« l'impact statistique de leur vote est indiscutable »*, souligne M. Fourquet. Dans les villes moyennes et grandes, les effectifs sont trop dilués pour peser significativement. *« C'est pourquoi nous n'avons pas pu étudier le vote des marins, qui habitent dans des villes trop grandes, ni celui des policiers, qui ne sont jamais regroupés au même endroit en nombre suffisant pour être déterminants dans le corps électoral local »*, explique le sondeur.

Prenons l'exemple de Mailly-le-Camp, dans l'Aube, une petite commune de moins de 1600 habitants (et 852 inscrits) qui abrite le 5e régiment de dragons, composé de six escadrons et de trois compagnies, soit près de 1000 soldats. Aux élections européennes de mai, le parti de Marine Le Pen a obtenu 50,4 % des suffrages. C'est 17 points de plus que la moyenne du département.

L'élection présidentielle de 2012 et les européennes de 2014 avaient déjà enregistré une première hausse, que M. Fourquet attribue à l'arrivée de la gauche au pouvoir, aux premières années du quinquennat Hollande ainsi qu'aux divisions au sein de la droite.

Les scores du Front national (FN) ont ensuite bondi dans ces communes à forte présence militaire lors des élections régionales de 2015, après les attentats du 13 novembre 2015 (53,7 % au premier tour à Mailly-le-Camp). *« Les attaques meurtrières* (...) *ont manifestement eu un effet non négligeable dans cet électorat se retrouvant de facto en première ligne pour lutter contre l'ennemi islamiste »*, analyse l'auteur.

Si ce tropisme lepéniste a reflué lors de l'élection présidentielle de 2017, il a repris des couleurs aux européennes de 2019. *« Le RN a sans doute bénéficié d'une part de mécontentement de la base militaire à l'encontre du président de la République qui avait commencé son quinquennat en sanctionnant le très respecté général Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées, et d'autre part, de l'effondrement du vote en faveur des Républicains »*, commente M. Fourquet. Les mêmes tendances s'observent dans les bases militaires situées à l'étranger et dans les bases aériennes.



A la base militaire de Versailles-Satory, le 10 juillet. NICOLAS MESSYASZ/SIPA

« Vote protestataire »

Les gendarmes et les gardes républicains n'échappent pas au vote *« très bleu Marine »*, même s'il a davantage baissé depuis 2015. Les bureaux situés en milieu urbain à proximité d'une caserne de la gendarmerie mobile se distinguent très nettement de leur environnement lors de l'élection présidentielle. En 2012, à Hyères (Var), une ville déjà très frontiste, la patronne du FN a obtenu 52,1 % au premier tour dans le bureau 22, contre 21,8 % en moyenne dans la ville, soit un écart de plus de vingt points. Ce survote au profit du FN s'était fait non pas au détriment de la droite, mais de la gauche.

Leur *« quotidien très éloigné de celui d'un électeur "moyen" »* et les conditions matérielles de logement et de travail *« laissant souvent à désirer »* (un rapport parlementaire publié le 10 juillet qualifie les conditions de travail des forces de l'ordre de *« déplorables »*) sont *« un terreau propice au vote protestataire »*, décrypte M. Fourquet. Comme dans l'armée, le vote FN a connu un raidissement chez les gendarmes entre 2014 et 2015. Le contexte terroriste explique en partie cette hausse, mais pas seulement. Les affrontements sur le chantier du barrage de Sivens (Tarn) avec la mort du manifestant Rémi Fraisse et les scènes de violence autour de la « jungle » de Calais (Pas-de-Calais) ont aussi *« pesé sur le moral »* des gendarmes.

Le contexte terroriste explique en partie la hausse du vote FN chez les gendarmes entre 2014 et 2015

Les résultats dans les bureaux de vote 10 et 11 de Versailles qui correspondent au camp de Satory – il abrite des militaires, des unités blindées de la gendarmerie et l'unité d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN) – illustrent ces progressions ; 58,7 % aux élections européennes de 2014 et près de 62 % pour le FN aux régionales de 2015 dans le bureau numéro 10. Avant de refluer aux élections suivantes.

Autour des prisons

Le parti présidentiel n'a pas bénéficié auprès de cet électorat de son image de « parti de l'ordre » – qu'il a beaucoup promu pendant la crise des « gilets jaunes » – malgré le soutien très ferme du ministre de l'intérieur, Christophe Castaner, aux forces de l'ordre. Aux élections européennes de mai 2019, dans les bureaux (où tous les inscrits sont des gendarmes) de Versailles 10 et de Nanterre 14, la tête de liste La République en marche Nathalie Loiseau a marqué 3,7 points de plus dans le premier et 4,1 points de moins dans le second par rapport à l'élection présidentielle de 2017.

A noter malgré tout que le vote des casernes n'est pas aussi monolithique qu'on pourrait le penser. En témoigne le score du parti Europe Ecologie-Les Verts mené par Yannick Jadot qui a respectivement obtenu 9,4 % et 17,8 % dans ces deux bureaux.

M. Fourquet a par ailleurs également observé un survote frontiste très localisé autour des établissements pénitentiaires. Dans l'Aube par exemple, à Ville-sous-la-Ferté, qui compte 621 inscrits et abrite la prison de Clairvaux (200 fonctionnaires employés), la liste conduite par Jordan Bardella aux européennes de 2019 a obtenu 50,7 % des voix, contre une moyenne départementale de 33,4 %. Les résultats sont identiques en milieu urbain, là où les gardiens bénéficient de logements réservés. Ainsi à Fleury-Mérogis (Essonne), où le bureau de vote 3 a enregistré un taux de 34,9 % pour M. Bardella contre 29,1 % sur la commune.

« Dans le processus de recomposition politique à l'œuvre, où l'on observe le ralliement de la droite à Macron, les casernes restent plutôt imperméables, conclut M. Fourquet. *Certes, la droite est en perte de vitesse dans cet électorat aussi, mais il a choisi son camp, et c'est celui du Rassemblement national. »* ■

LOUISE COUVELAIRE

Sur les Champs-Elysées, des « gilets jaunes » à la liesse algérienne

Journée à hauts risques pour les forces de l'ordre, ce 14-Juillet a été marqué à Paris par des débordements après le défilé militaire

A la veille du dimanche 14 juillet, les forces de l'ordre redoutaient surtout les suites d'une éventuelle victoire de l'Algérie en demi-finale de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) le soir, mais ce sont les « gilets jaunes » qui ont créé la surprise dès le début de la journée.

Plusieurs dizaines d'entre eux ont tenté de profiter du défilé militaire pour conspuer Emmanuel Macron, qui a présidé la cérémonie après avoir descendu la célèbre avenue à bord d'un *command car*. Des sifflets nourris ont été entendus au passage de son véhicule, mêlés aux applaudissements.

Les forces de l'ordre, présentes en masse, ont rapidement interpellé plusieurs figures du mouvement présentes dans la foule : Maxime Nicolle (alias « Fly Rider »), Jérôme Rodrigues et Eric Drouet. Tous trois ont passé plusieurs heures en garde à vue avant d'être relâchés, les deux premiers pour *« organisation d'une manifestation illicite »*, le troisième pour *« rébellion »*. Le restaurant Fouquet's, qui avait ouvert le jour même pour la première fois depuis son incendie partiel et son saccage, le 16 mars, date de la dernière incursion des « gilets jaunes » sur les Champs-Elysées, a vite mis en place un dispositif de protection peu après le défilé militaire, dont le clou a été la démonstration d'un « homme volant » sur une planche à turbopropulseur.

Peu après la fin du défilé, plusieurs petits groupes de « gilets jaunes » et de black blocs ont investi le haut de l'avenue et les rues adjacentes, dressant des barricades avec des barrières métalliques et incendiant des poubelles. Quelques vitrines et un Abribus ont été endommagés. En fin d'après-midi, les forces de l'ordre étaient venues à bout des troubles en dispersant les manifestants à coups de gaz lacrymogènes et en procédant à 175 interpellations.

« On s'attendait à quelques manifestations », reconnaît un proche du premier ministre, Edouard Philippe. Mais pas question de donner de l'importance à l'événement. *« Les manifestants n'étaient pas nombreux, même s'ils ont fait beaucoup de bruit »*, assure-t-on à l'Elysée. *« Ce que veulent ces gens, c'est qu'on parle d'eux, ils en ont perdu le sens même de la fête nationale »*, a encore réagi Matignon. *« Ceux qui voulaient empêcher ce défilé devraient avoir un peu honte.* (...) *La nation, il faut la respecter »*, a renchéri Christophe Castaner, le ministre de l'intérieur. Quelques heures plus tard, peu avant 23 heures, les Champs-Elysées étaient à nouveau envahis, cette fois par les nombreux supporteurs de l'équipe d'Algérie venus fêter la qualification des Fennecs en finale de la CAN (2-1 face au Nigeria).

Pendant que le traditionnel feu d'artifice du 14-Juillet était tiré au-dessus du Champ-de-Mars, de l'autre côté de la Seine, un nouveau défilé, mais cette fois-ci composé de voitures et de scooters pavoisés aux couleurs de l'Algérie, empruntait la célèbre avenue. Des « gilets jaunes » restés sur place se sont joints à la liesse, même si un fan des Fennecs tenait à préciser : *« Eux et nous, on vient pas pour la même chose. »*

La fête, après le match, n'est pas restée cantonnée aux Champs-Elysées. Même ambiance assourdissante au carrefour Barbès-Rochechouart, où les supporteurs ont afflué dès le coup de sifflet final et le coup franc miraculeux de Riyad Mahrez qui a envoyé l'Algérie en finale de la CAN.

282 interpellations en France après la demi-finale Algérie-Nigeria

Un total de 282 personnes ont été interpellées lors des heurts intervenus dans plusieurs villes de France en marge des célébrations de la qualification de l'Algérie pour la finale de la CAN, a annoncé le ministère de l'intérieur lundi matin. Sur ces 282 personnes, 249 ont été placées en garde à vue. A Lyon et Marseille, les scènes de liesse ont parfois été émaillées d'incidents. Dans la cité phocéenne, des jeunes ont démoli des Abribus et les forces de l'ordre ont été bombardées de projectiles, des bouteilles et des pierres notamment, à proximité du bâtiment du conseil régional. A Lyon, de nombreux véhicules ont été incendiés, dans le centre-ville mais aussi dans les communes voisines de Vaulx-en-Velin, Vénissieux, Bron ou Villeurbanne. – *(avec AFP.)*

Klaxons et pétards

Ali en a presque les larmes aux yeux : *« La dernière fois qu'on était en finale, c'était en 1990, j'avais 2 ans. Après, tout s'est gâté au pays. J'espère que ça ne va pas recommencer avec cette belle révolution qu'on est en train de faire. »*

Comme la plupart des jeunes hommes hurlant leur joie, torse nu, enveloppés dans des drapeaux algériens, il parle à peine français : il travaille au noir et vit sans papiers. Peu à peu, les familles, des bébés aux grands-parents, rejoignent la gigantesque fiesta. La police se tient à distance et ne s'approche que lorsque les pétards sont trop forts.

Plusieurs petits groupes de « gilets jaunes » et de black blocs ont investi le haut de l'avenue

Inès, elle, est venue de Boulogne (Hauts-de-Seine) et s'amuse des différences entre supporteurs : *« D'habitude, les "blédards" nous regardent de travers, nous les "beurs", parce qu'ils nous trouvent trop français, et nous, on les trouve mal éduqués*, rigole-t-elle. *Mais c'est pas grave, tout ce qui nous permet de fêter et de nous rassembler est bon à prendre. »* Pour sa sœur Saliha, *« la violence de la joie de la jeunesse est à la mesure de la force de son désespoir. Ces jeunes mettent dans le foot toutes leurs frustrations. Leur vie est violente et ils célèbrent violemment. C'est ça que les Français ne peuvent pas comprendre. »*

Des drapeaux tunisiens, marocains, soudanais et même égyptiens se joignent à la liesse. Trois jeunes se tiennent en équilibre sur un feu tricolore. Tous les automobilistes sont là pour célébrer, klaxon enfoncé sans discontinuer. Les filles sont en amazone à la portière des voitures. Un jeune, assis sur le toit d'une voiture, crie *« Vive la France ! »* en direction des gendarmes. Le conducteur passe la tête par la fenêtre : *« Mais qu'est-ce que tu racontes ? » « T'inquiète, je dis ça pour les racistes ! »*, répond l'autre en rigolant.

Sur les Champs-Elysées, la liesse s'est terminée à 3 heures du matin, lorsque la police a dispersé les derniers fêtards qui incendiaient deux poubelles et ont endommagé une voiture. Dans la capitale, à plusieurs endroits les forces de l'ordre ont utilisé des gaz lacrymogènes pour disperser les rassemblements. Selon les chiffres de la préfecture de police, cités par l'AFP, 50 personnes ont été interpellées dans la soirée et 202 ont fait l'objet de vidéoverbalisation. Pas de quoi impressionner les « gilets jaunes ». ■

CHRISTOPHE AYAD, CÉDRIC PIETRALUNGA ET LÉA SANCHEZ

Novak Djokovic, héros en mal de reconnaissance

Le Serbe a remporté, dimanche, le tournoi de Wimbledon face à Federer. Mais le public n'a d'yeux que pour le Suisse et pour Nadal



Novak Djokovic après sa victoire à Wimbledon, dimanche 14 juillet. LAURENCE GRIFFITHS/AFP

TENNIS
LONDRES - *envoyée spéciale*

Un ultime coup droit boisé catapulté dans les airs par Roger Federer délivra les 15 000 spectateurs du Centre Court de Wimbledon, en apnée depuis près de cinq heures. Novak Djokovic lui-même semblait incrédule, accroupi sur le gazon, groggy. Dans une atmosphère électrique, il venait de remporter non pas un match de tennis mais un combat de boxe (7-6, 1-6, 7-6, 4-6, 13-12), au terme d'une finale à la dramaturgie inouïe.

Ironiquement, il aura fallu attendre l'ultime match en simple de la quinzaine, dimanche 14 juillet, pour avoir le droit au premier « super-tie-break » de l'histoire du tournoi. Ainsi en avaient décidé, à l'automne 2018, les vénérables membres du All England Club, si les joueurs parvenaient à 12-12 dans le cinquième set. La règle entendait mettre fin aux rencontres marathons comme celle disputée en onze heures et cinq minutes sur trois jours par Nicolas Mahut et John Isner en 2010 (victoire de l'Américain 6-4, 3-6, 6-7, 7-6, 70-68).

Drôle de finale au scénario invraisemblable où ce n'est pas celui qui s'est montré le plus entreprenant sur le court qui souleva le trophée… Mais le plus réaliste des deux. Le Suisse et le Serbe ont proposé une fois de plus une parfaite opposition de styles. Federer attaquait, prenait d'assaut le filet ; Djokovic contrait, campé sur sa ligne de fond. Federer assénait des gifles avec son coup droit diabolique, Djokovic répondait avec son revers magnétique. Federer a démontré une fois de plus qu'il est l'un des meilleurs serveurs du circuit (son adversaire ne se procura sa première balle de break qu'au bout de 2 h 47 dans le quatrième set…), Djokovic a prouvé, lui, qu'il est le relanceur ultime, quand bien même il fut un peu moins flamboyant que les jours précédents.

Bataille de nerfs

« Djokovic, il est partout, il ne rate rien, il joue à une vitesse dingue, en mode machine », synthétisait cette semaine le Belge David Goffin, sa victime en quarts de finale. Même si les frappes chirurgicales du robot serbe donnent rarement la chair de poule quand le Suisse déclenche encore, à bientôt 38 ans, des *« ohhh ! »* et des *« ahhh ! »* de ravissement par sa gestuelle gracieuse et sa technique presque innée.

Encore plus dans l'atmosphère si feutrée du Centre Court de Wimbledon. *« Ça a l'air tellement facile… »,* s'inclinait ces jours-ci Serena Williams. Dimanche, jamais ses jambes n'ont paru lourdes malgré les cinq heures de match.

La finale s'est résumée à une bataille de nerfs, qui culmina au cinquième set : Federer se procura deux balles de match, que Djokovic sauva avec sang-froid, avant de remporter le jeu décisif, comme aux premier et troisième sets. *« Ce fut probablement le match le plus exigeant mentalement de ma carrière »,* a résumé le numéro un mondial, vainqueur pour la cinquième fois sur le gazon londonien.

Malgré un passage à vide dans le deuxième set, le tenant du titre a été, une fois de plus, un modèle d'abnégation, alors qu'il avait le public contre lui. Dans le cinquième set, il fallait entendre la foule s'époumoner quand Federer débreaka pour revenir à 4-4 puis breaka à 8-7. Les spectateurs du Centre Court d'ordinaire disciplinés devinrent soudain turbulents. *« Quand la foule chantait "Ro-ger", j'entendais "No-vak"*, a souri le vainqueur. *Ça peut paraître stupide mais j'essayais de m'en convaincre. » « Je sentais qu'ils voulaient vraiment que je gagne, j'ai essayé, c'était sympa de jouer cette finale »,* a commenté le vaincu, visage fermé.

C'était le cas à Roland-Garros, ce fut encore le cas à Londres : sur le court, Roger Federer reçoit des standing-ovations comme aucun autre joueur ; en dehors, il n'a qu'à se baisser pour ramasser des déclarations énamourées. Djokovic, lui, se sent en mal d'amour et de reconnaissance du public, ne récoltant que les miettes laissées par ses deux dauphins (Rafael Nadal et Federer) au classement.

> **« Quand la foule chantait "Ro-ger", j'entendais "No-vak". Ça peut paraître stupide mais j'essayais de m'en convaincre »**
> NOVAK DJOKOVIC
> numéro 1 mondial

A Rome, en mai, le *bad boy* australien Nick Kyrgios avait dit tout haut ce que pensent tout bas les trois quarts du vestiaire. *« Il a un besoin maladif d'être aimé. Il veut être comme Roger. Sa célébration après les matchs, c'est très embarrassant. Federer sera toujours le plus grand pour moi. Ce qu'il a fait sur toutes les surfaces… Ce que Rafa a fait est aussi assez flippant. Mais Djokovic… Peu importe le nombre de Grands Chelems qu'il gagnera, il ne sera jamais le plus grand »,* avait cinglé Kyrgios dans un entretien au NCR Tennis Podcast.

Djokovic à la chasse aux records

Le Serbe, désormais détenteur de seize titres du Grand Chelem, ne s'en cache plus depuis des mois : il a fait du record de Federer (vingt) une chasse obsessionnelle. Il n'a jamais été aussi dangereux qu'à l'approche de ces grands rendez-vous et il connaît désormais des pannes de motivation entre deux, comme ce fut le cas après son titre à Melbourne fin janvier.

« Bien sûr, je cherche à écrire l'histoire de ce sport. Bien sûr, j'adorerais avoir le plus possible de titres en Grand Chelem. Ce sont probablement mes ambitions ultimes, disait-il encore après sa demi-finale. *La prochaine étape, c'est d'avoir le record* [du nombre de semaines] *comme numéro un mondial, ce dont je ne suis plus très loin »,* lui qui vivra, dès demain, sa 260e semaine sur le trône. Le record (310 semaines) appartient à… Federer.

Dimanche soir, l'intéressé n'avait pas l'air ému à l'idée de se voir un jour dépossédé de son record. *« Si quelqu'un le bat, eh bien tant mieux pour lui. De toute façon, défendre tous ses records, c'est impossible. Moi, ce n'est pas pour ça que j'ai voulu devenir joueur de tennis. Vraiment pas. C'était plutôt pour essayer de gagner Wimbledon, pour jouer devant des foules comme celle du Centre Court face à des joueurs comme Novak et d'autres. Voilà pourquoi je joue, moi. »* A sa façon, le Suisse venait de donner une leçon de tennis à son cadet. ■

ÉLISABETH PINEAU

Avec Djamel Belmadi, les Fennecs algériens ont trouvé leur guide

Nommé il y a un an, le sélectionneur a reconstruit l'équipe d'Algérie qui affronte, vendredi, le Sénégal en finale de la Coupe d'Afrique des nations

FOOTBALL
LE CAIRE - *envoyé spécial*

Qualifiée pour la finale de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) de football, après sa victoire, dimanche 14 juillet, face au Nigeria (2-1), l'Algérie est à une marche de l'histoire. Il ne reste plus qu'une rencontre aux Fennecs, face au Sénégal, vendredi. Ils n'avaient plus atteint ce stade ultime depuis 1990, année où ils avaient remporté sur leurs terres leur seul tournoi. Pire, depuis le Mondial 2014, ils accumulaient les mauvais résultats : quarts de finale à la CAN 2017, éliminés dès le premier tour à l'édition suivante, non qualifiés au Mondial 2018. Six entraîneurs se sont succédé en quatre ans (Christian Gourcuff, Nabil Neghiz, Milovan Rajevac, Lucas Alcaraz, Georges Leekens, la légende du foot algérien Rabah Madjer). Il a fallu l'arrivée de Djamel Belmadi, début août 2018, pour que l'Algérie retrouve son âme, celle d'une équipe au jeu technique et séduisant.

« C'est un rassembleur, il sait gérer les groupes et les ego, surtout avec nous, les Algériens. Il est humble. Même s'il semble froid et pas facile d'accès, il a un grand cœur. Il a su gérer ce groupe talentueux avec brio. Il sait passer les messages et se montrer autoritaire », relève l'ex-international Halim Ben Mabrouk (1986-1989). Direct, franc, sans langue de bois… Chez Djamel Belmadi, 43 ans, c'est sujet, verbe, action. *« Il est animé »*, lâche un suiveur des Fennecs. Difficile de le contredire. *« Il parle football, il vit football, il respire football »*, souligne Hamouche Benslimane, le responsable du service presse des Fennecs.

La nomination de Belmadi, pour *« réanimer »* une équipe à la dérive, avait toutefois été fraîchement accueillie. A l'époque, pour la presse algérienne, il avait été choisi faute de mieux : la Fédération nationale, présidée par Kheireddine Zetchi, *« avait promis un grand nom de classe mondiale »*, se rappelle Smail Mohamed Amokrane, journaliste au quotidien sportif algérien *Compétition*. Plusieurs noms avaient été avancés dont celui du Portugais Carlos Queiroz.

« Les supporteurs voulaient le retour de Vahid Halilhodzic, explique Djamel Ouaglal, journaliste algérien à *Infosoir. Mais Belmadi, c'est ce qu'il nous fallait : c'est un ancien joueur qui connaît très, très bien la mentalité des Algériens même s'il est né et a grandi en France. Certains disent que c'était un choix par défaut, c'est surtout un choix réussi. »*

Djamel Belmadi ne vient pas de nulle part. Comme joueur (1995-2009), le milieu de terrain a été formé au Paris-Saint-Germain et a beaucoup voyagé : l'Olympique de Marseille, Celta Vigo, Manchester City et Valenciennes, entre autres. Il compte également vingt sélections avec les Fennecs, dont il a été le capitaine.

Comme entraîneur (à partir de 2010), c'est d'abord au Qatar qu'il s'est forgé son expérience, avec le club Lekhwiya (Al-Duhail) qui remporte avec lui quatre championnats. Puis avec la sélection nationale du Qatar (2014), il s'octroie une Coupe du Golfe des nations.

Fin des luttes d'ego

En une petite année, Djamel Belmadi a su redonner une « âme » à cette équipe algérienne. *« Il a ramené l'esprit de la gagne »*, insiste Hamouche Benslimane. Désormais, titulaires comme remplaçants *« se défoncent »* sur le terrain. Pas de stars, pas de passe-droit : les plus méritants jouent. Point. Les Fennecs le considèrent comme *« un grand frère »* qui a su mettre un terme aux luttes d'ego entre eux.

« Avant, les joueurs n'étaient psychologiquement pas présents lors des matchs et des regroupements. Quand Belmadi est arrivé, il a dit : on oublie tous les résultats précédents », souligne Zaki Boussadia, journaliste pour la chaîne Adjwaa.

A quel point l'impact du coach a-t-il été décisif pour métamorphoser les Fennecs ? *« Sur tous les points*, note Mehdi Abeid. *Il est toujours derrière nous à nous pousser. On a envie de lui rendre la pareille. On a pu démontrer toute la force que Djamel a pu nous donner. Il nous a fait progresser sur le mental, sur la cohésion de groupe, dans notre hygiène de vie au quotidien. »*

La rigueur est sa marque de fabrique. Il ne cesse de parler technique et tactique avec ses hommes. *« Il a responsabilisé les joueurs importants pour encadrer les plus jeunes »*, explique Zaki Boussadia. Les Fennecs sont devenus un amalgame entre des talents expérimentés comme Riyad Mahrez (auteur du but, dimanche soir, qui a qualifié son équipe pour la finale) ou Raïs M'Bolhi et des pépites telles que Youcef Atal ou Ismaël Bennacer.

« C'est un gros travailleur et un gars sérieux. Il a su garder la tête sur les épaules », souligne le coach Rolland Courbis qui l'a fait venir à l'OM en 1997. *« Bien plus que la rigueur, il a toujours été méticuleux. Je me rappelle que son placard était toujours bien rangé alors que nous, c'était le bordel »*, se souvient son ami Didier Domi, qu'il a connu au centre de formation du PSG.

Chez lui, on ne badine pas avec la discipline. Haris Belkebla en a fait les frais : le milieu du Stade brestois s'est fait renvoyer de l'équipe nationale quelques jours avant le début de la CAN, pour avoir montré son postérieur lors d'une vidéo diffusée en direct sur le réseau social Twitch, lors d'une partie de jeu vidéo avec son coéquipier Alexandre Oukidja. Conséquence : Andy Delort, l'attaquant de Montpellier, récemment naturalisé algérien, a été rappelé en urgence.

« Equipe solide »

« Ce n'est pas un tyran, sourit Didier Domi. *Il aime vivre avec ses équipes. Il a son caractère. Il ne faut pas l'embêter. Il n'a pas peur de dire les choses. Il impose naturellement le respect. Au-delà son aspect austère, dans l'intimité, il est exceptionnellement marrant, jusqu'aux larmes. Mais ça ne se voit pas car il ne donne pas sa confiance facilement. »*

Depuis le début de la CAN, l'Algérie impressionne avec son jeu offensif et séduisant. Mais qui aurait cru que les Fennecs iraient si loin ? Des journalistes algériens avaient prévu leur retour au pays au lendemain des quarts. *« J'ai dû changer mon billet, maintenant j'ai un retour open »*, rit Smail Mohamed Amokrane.

Même le sélectionneur du Nigeria, Gernot Rohr, avait admis, avant la demi-finale, avoir constaté le changement des Verts depuis l'arrivée de Belmadi : *« On les avait vus fragiles à l'époque. Là c'est une équipe solide, qui a un bon équilibre entre l'attaque et la défense, toujours très physique et qui a progressé tactiquement. »*

Les supporteurs comparent déjà Djamel Belmadi à Abdelhamid Kermali, l'entraîneur qui a remporté la seule Coupe d'Afrique en 1990, à domicile à Alger. D'ailleurs, le sélectionneur a comme ambition de corriger cette anomalie : avant le début de la compétition, il avait annoncé qu'il était venu en Egypte pour soulever la coupe dorée.

Il a conscience qu'il est désormais à une marche de l'histoire. Mais tout est mesuré chez lui. Après sa qualification pour les demi-finales, Djamel Belmadi n'avait montré aucun triomphalisme. *« Il a une génération de 25 à 40 joueurs capable de faire des résultats. Mais attention,* avertit Rolland Courbis, *quel que soit le résultat dans cette Coupe d'Afrique des nations, j'espère qu'on ne parlera pas d'échec. »* ■

MUSTAPHA KESSOUS

Ralentissement et inquiétude en Allemagne

Sur fond de tensions commerciales, l'industrie, très exportatrice, est dans le rouge

BERLIN - *correspondance*

Les premiers jours de juillet n'ont guère été guère réjouissants pour les grandes entreprises allemandes : en cinq jours, trois fleurons nationaux ont plombé l'ambiance.

Dimanche 7 juillet, Deutsche Bank ouvrait le bal en annonçant 18 000 licenciements, soit le pire plan social de son histoire. Le lendemain, BASF, le numéro un mondial de la chimie, revoyait *« considérablement »* à la baisse ses objectifs de bénéfices pour l'année 2019, deux semaines après avoir annoncé 6 000 suppressions de postes. Et vendredi, c'était au tour du constructeur automobile Daimler d'émettre un avertissement sur résultats – le deuxième en l'espace de trois semaines.

Cette série noire n'est pas un simple accident de parcours. Déjà, en mars, BMW, l'éternel rival de Daimler, avait lui aussi préparé ses actionnaires à une année 2019 plus difficile que prévu. En juin, la compagnie aérienne Lufthansa, à son tour, rencontrait des turbulences que personne n'avait vu venir.

Dans l'usine BMW de Leipzig, en décembre 2018.
JAN WOITAS/DPA PICTURE-ALLIANCE/AFP

Morosité

A en croire Ferdinand Dudenhöffer, directeur du Center Automotive Research de l'université de Duisbourg-Essen, ce n'est qu'un début. *« Il y aura beaucoup d'autres avertissements sur résultats d'ici à la fin de l'année,* prévoit l'économiste. *Aucun grand groupe n'est à l'abri. »*

Après avoir tourné à plein régime pendant près d'une décennie, le moteur économique allemand est en train de se gripper. La morosité s'est propagée à tout le secteur industriel.

Début juillet, l'Office fédéral des statistiques jetait un froid en publiant les derniers chiffres des commandes industrielles. En mai, cet indicateur de la santé du secteur manufacturier a décroché de 2,2 % par rapport au mois d'avril, et de 8,6 % sur un an. Dans la foulée, le ministère de l'économie a précisé qu'il n'entrevoyait aucune embellie à court terme. *« Compte tenu de la forte baisse des commandes, la production industrielle restera très faible au second semestre,* analyse Thomas Gitzel, économiste à la VP Bank. *« Cela accroît le risque de récession pour l'économie allemande. »*

Outre-Rhin, les experts s'accordent à dire que les trois derniers mois ont été *« catastrophiques »* et s'attendent à une légère contraction du produit intérieur brut (PIB) pour le deuxième trimestre de 2019. Les chiffres définitifs tomberont à la mi-août. Quant au troisième trimestre, il s'annonce déjà bien terne. Si la croissance restait dans le rouge de juillet à septembre, l'Allemagne entrerait alors en récession, définie par les économistes comme deux trimestres consécutifs de contraction du PIB.

Pour l'année 2019, les chercheurs s'attendent encore à un taux de croissance positif. Mais ils ne cessent d'abaisser leurs prévisions. Au début du mois, la Bundesbank revoyait à la baisse son pronostic. La banque centrale allemande table désormais sur une croissance de 0,6 % du PIB allemand cette année, alors qu'elle prévoyait précédemment 1,6 %. Pour 2020, la Bundesbank s'attend à un modeste rebond de 1,2 % au lieu de 1,6 % escompté auparavant.

Les ventes se tassent

Les déboires de BASF mettent en relief les risques qui pèsent sur la première économie d'Europe. Lorsque le secteur de la chimie se porte mal, c'est un signe que toute l'industrie traverse une mauvaise passe. Avec leurs matériaux de base, ces sociétés approvisionnent l'industrie automobile, le secteur de la construction et bien d'autres encore. *« Chaque voiture qui n'est pas produite, c'est un manque à gagner pour nous »*, déplorait, en mai, Martin Brudermüller, le patron de BASF.

Et justement, les ventes d'automobiles se tassent. En Chine, plus grand marché au monde pour ce secteur, les ventes accusent un net recul après des années d'euphorie. En juin, elles ont baissé pour le douzième mois consécutif, sur fond de croissance en berne dans l'empire du Milieu et de tensions commerciales avec les Etats-Unis.

La montée des risques protectionnistes sur l'économie mondiale pèse lourd en Allemagne, où l'industrie est tournée vers l'exportation. A la Maison Blanche, Donald Trump brandit en permanence la menace de tarifs douaniers, un cauchemar pour les groupes allemands de construction mécanique et l'industrie automobile. *« Les conflits commerciaux causent des dégâts considérables »*, grommelle Bernhard Mattes, président du VDA, l'association des constructeurs automobiles allemands.

C'est une analyse que partage le Fonds monétaire international (FMI). *« La dépendance du pays à l'égard des exportations et son ouverture financière le rendent*

Les experts s'accordent à dire que les trois derniers mois ont été « catastrophiques »

particulièrement vulnérable aux chocs externes », estime-t-il dans un rapport publié mercredi 10 juillet.

Et alors que le doute s'installe, les premières craintes se font ressentir sur l'emploi, surtout dans l'industrie. Selon une enquête de l'institut économique munichois IFO, 3,8 % des entreprises de ce secteur ont déjà recours au chômage partiel, réduisant l'activité et les salaires de leurs employés, pour faire face à la baisse de la demande. L'activité partielle est à un niveau record depuis 2013, et cela pourrait empirer rapidement : 8,5 % des industriels prévoient d'y recourir d'ici à septembre.

Mais avec un taux de chômage au plus bas, à 5 % de la population active, il en faut plus pour inquiéter les économistes. *« Il n'y a aucune raison de paniquer,* estime Marcel Fratzscher, directeur de l'institut économique berlinois DIW. *L'économie allemande est solide et continuera à créer des emplois. »* Il préconise un *« programme intelligent d'investissements publics »* pour se prémunir contre une dégradation supplémentaire de la conjoncture.

Car les experts s'accordent à dire que la langueur économique ne sera pas passagère. Pour Ferdinand Dudenhöffer, l'amélioration interviendra au mieux d'ici à cinq ans. *« Nous arrivons au-devant d'une période difficile »*, prédit-il. ■

JEAN-MICHEL HAUTEVILLE

La débandade des géants de l'automobile outre-Rhin

DaimlerBenz a annoncé une baisse historique de ses profits pour 2019, et le PDG de BMW a été poussé dehors pour des résultats insuffisants

Elle s'appelle Susanne Klatten et elle est, en tant que principale actionnaire de BMW, la femme la plus riche d'Allemagne. Malgré sa fortune estimée à quelque 19 milliards d'euros, Mme Klatten a été récemment un peu à court d'argent pour finaliser une vaste opération immobilière qu'elle mène à Francfort. La récente chute de la valeur des actions BMW a été telle qu'elle a contraint la milliardaire à augmenter, le 26 juin, à la demande des banques, le nombre de ses titres donnés en garantie pour obtenir le prêt destiné à financer son investissement.

Cette petite humiliation, pour le réputé insubmersible capitalisme automobile allemand, est révélatrice d'une nouvelle ambiance dans l'un des bastions de la prospérité allemande. *« Das deutsche Auto »*, synonyme dans le monde entier de fiabilité, luxe et confort, mais aussi de marges extraordinaires et de croissance continue, est aujourd'hui confrontée à des défis qui menacent son modèle économique.

La dernière illustration de ces difficultés a eu lieu pas plus tard que vendredi 12 juillet. Elle a pris la forme d'une alerte sur résultats du groupe DaimlerBenz, qui fabrique des Mercedes et des Smart, la deuxième en quelques semaines, la quatrième en un peu plus d'un an, autant dire du jamais-vu dans l'histoire de la firme de Stuttgart.

Le groupe s'attend désormais à un bénéfice opérationnel cette année *« significativement inférieur »* à celui de 2018 qui était de 11,1 milliards d'euros. Pour le deuxième trimestre 2019, Daimler a même déploré une perte opérationnelle de 1,6 milliard d'euros, contre un bénéfice de 2,6 milliards sur la même période de l'an dernier.

Pour expliquer cette déconfiture, Daimler avance plusieurs causes : une croissance plus faible qu'attendu des marchés automobiles, un rappel massif de véhicules en raison d'un problème sur les airbags de marque Takata et une augmentation de plusieurs centaines de millions d'euros des provisions liées à l'adaptation technique de ses véhicules diesel.

Pression conjoncturelle

Si l'affaire des airbags défectueux est accidentelle, les deux autres motifs de l'alerte sur résultats sont emblématiques du double mouvement de fond qui enserre dans une pince infernale les constructeurs automobiles européens, et singulièrement allemands.

Il y a d'abord la pression conjoncturelle à forte dimension géopolitique. Les menaces du président américain Donald Trump sur le commerce international ont provoqué en Chine un ralentissement de l'activité, et notamment une chute des ventes d'automobiles continue depuis presque un an. Or, pour les constructeurs allemands, le débouché chinois, premier marché de voitures au monde, est devenu vital. A une moindre échelle, le Brexit fait aussi sentir ses effets en Europe. Et, plus encore, c'est à un phénomène de « démondialisation » que doivent se confronter ces marques championnes de l'exportation que sont les Mercedes, BMW, Audi, Volkswagen (VW)…

Voilà pour la première mâchoire de la pince. L'autre source de pression vient de la transformation à la fois technique et sociétale de l'automobile, sous l'effet des nouveaux usages (connectivité, économie du partage), des ruptures technologiques (intelligence artificielle), de l'urgence environnementale (électrification accélérée par les exigences européennes, recul du diesel).

Le résultat, c'est un besoin sans précédent d'investissements et la nécessité d'aller de plus en plus vite sur des terrains toujours plus divers. Or les Allemands sont déjà, de tous les constructeurs, ceux qui investissent le plus (Tesla excepté) en proportion des volumes écoulés : 3 000 dollars (2 700 euros) par voiture vendue pour le groupe VW, 6 000 pour BMW, 7 000 pour Daimler.

C'est donc la course à l'argent frais : pour récupérer près de 2 milliards d'euros, le groupe Volkswagen, qui a prévu plus de 40 milliards d'investissements pour électrifier sa gamme, a introduit en Bourse, fin juin, sa division camions (marques MAN, Scania et VW), sous la forme d'une société nouvelle baptisée Traton. C'est aussi, en parallèle, une forte pression sur les coûts et une menace sur les 800 000 emplois liés à l'automobile en Allemagne. VW a annoncé, en mars, de 5 000 à 7 000 suppressions de postes liées à ces transformations (qui s'ajoutent à l'énorme « charrette » de 30 000 départs de novembre 2016).

Et le risque de perdre son emploi peut concerner aussi le sommet. Le PDG de BMW, Harald Krüger, a annoncé le 5 juillet qu'il ne briguerait pas de nouveau mandat, poussé dehors par son conseil d'administration à cause de ses atermoiements en matière de stratégie électrique (alors que le groupe de Munich était parti avec plus d'avance que ses concurrents). Peut-être aussi en raison de l'affront fait à Susanne Klatten. ■

ÉRIC BÉZIAT

Jean-Paul Mochet, self-made-man à la tête de Monoprix

Le maître d'œuvre de la modernisation de Franprix étend son savoir-faire à d'autres enseignes

PORTRAIT

La machine à jus d'orange pressée, aujourd'hui dans toutes les enseignes, c'est lui. La rôtisserie et ses barquettes de poulet dans les supermarchés, encore lui. Ces produits que la concurrence a imités, Jean-Paul Mochet, le patron de l'enseigne Franprix, les a introduits dans ses magasins en 2015 quand il a commencé à les moderniser.

Lundi 15 juillet, il a aussi pris la présidence de Monoprix (765 magasins, dont 191 Naturalia). A la tête d'un pôle d'enseignes haut de gamme, il rejoint Tina Schuler (Géant, Leader Price, Casino Supermarchés et proximité) et Emmanuel Grenier (Cdiscount) dans le premier cercle de dirigeants autour de Jean-Charles Naouri, PDG du groupe Casino.

Loin d'être inquiété par la récente mise sous sauvegarde de Rallye, la maison mère de Casino, celui qui fêtera ses 55 ans en août considère la situation comme un temps suspendu, *« une bulle d'air »*, sans pression des créanciers. Rien ne le prédestinait à diriger 1 657 magasins qui réalisent 32 % du chiffre d'affaires de Casino dans la distribution en France.

A 17 ans, Jean-Paul Mochet entre dans la vie active à cause d'un *« parcours personnel chaotique »*, le niveau bac comme seul bagage. *« Il fallait bosser dur pour se payer un logement »*, se souvient celui qui démarra à la plonge chez un bougnat, avant d'y pratiquer tous les métiers, cuisinier, barman, serveur… *« On travaillait de quinze à seize heures par jour, six jours sur sept, mais je gagnais beaucoup de pourboires. »*

L'envie de devenir entrepreneur le pousse dans les années 1990, à monter son propre restaurant – une pizzeria-grill dans le Val-de-Marne –, puis un deuxième, puis un troisième *« qui a coulé, entraînant les deux autres »*. Directeur d'un fast-food Quick de 1994 à 1998, il devient directeur régional de la chaîne, avant de changer de direction après un premier enfant.

« Complémentarité »

Il entre alors en 2000 chez le premier distributeur qui répondra à ses envois de CV, Casino, comme directeur de supermarché à Lyon, avant de gérer celui de la rue Saint-Didier dans le 16e arrondissement de Paris. Un magasin sous haute surveillance car à l'époque, Jean-Charles Naouri y fait ses courses. La rencontre entre les deux hommes – *« nous parlions aussi bien de stratégie du commerce que du positionnement d'une boîte de conserve dans un rayon »* – sera le point de départ de son ascension.

Directeur d'exploitation en 2006, chargé de 140 supermarchés, il prend les rênes de Franprix en août 2008. *« Les deux hommes ont une forme de complémentarité*, analyse un proche. *L'un est instinctif et a gravi tous les échelons, l'autre est Normalien, diplômé de Harvard et de l'ENA, complété, pour se détendre, par un doctorat de mathématiques. »*

Jean-Paul Mochet en avril. JEAN-PHILIPPE MOULET

Chez Franprix, Jean-Paul Mochet s'emploie à appliquer une expression favorite du grand patron : *« Il faut marquer des buts »*, qui signifie *« quand on accepte une mission, il faut la mener à bien,* décrypte-t-il. *Mais pas n'importe comment ; il est très attaché aux moyens et aux hommes, mais il faut y arriver ».*

En 2008, Franprix est une enseigne moribonde, au cœur d'une mésentente entre Casino et la famille Baud, fondatrice de Franprix et de Leader Price. *« La boîte était un peu rincée*, se souvient-il. *Elle gagnait beaucoup d'argent avec des prix élevés, mais aucun investissement n'avait été fait dans l'actif ni dans le marketing. Age moyen des magasins supérieur à 15 ans, pas de comité de direction, des masters franchisés en indépendance totale… »*

Une mission d'autant plus délicate qu'*« il fallait conserver le même niveau de résultat »*. En dix ans, Franprix passera d'un statut d'enseigne ringarde à celui de magasin pour bobos, au prix d'une rénovation complète du réseau orientée vers le service rendu au client. Une approche détaillée dans son livre *Affinité* publié en février aux éditions Débats publics.

« A la fin, il tranche »

Ses idées viennent surtout la nuit. Elles noircissent un petit carnet bleu posé sur sa table de chevet. *« J'ai un défaut : des nuits agitées. Ça peut être un mot, une phrase. J'arrive le matin avec ça. Parfois elles ne sont pas encore dans l'air du temps, il faut juste attendre un peu. »* Une idée nocturne, cette machine à jus d'orange pour remplacer *« un jus ultra-frais et pressé à froid en usine qui se vendait mal car, la pulpe tombant au fond, les clients voyaient surtout un liquide transparent. »*

Le brassage des idées est aussi sa façon de gérer ses troupes. *« Il prend les avis, les propositions, et à la fin il tranche »*, confie-t-on en interne.

En dix ans, Franprix est passé d'un statut de chaîne ringarde à celui de magasin pour bobos

« Il est très respectueux des rythmes de chacun. Quand il part, il part. Les idées attendront le lendemain matin », constate Cécile Guillou, directrice générale adjointe de Franprix, qui, en six ans de binôme, n'a été appelée le soir qu'une seule fois, pour un décès.

Ses sources d'inspiration ? Des phénomènes de société, comme le développement des trottinettes dans Paris qui a débouché sur le partenariat avec l'opérateur Lime pour rémunérer les clients les rechargeant dans les Franprix. Mais aussi l'observation des habitudes de sa propre famille.

Pour son nouveau périmètre, *« mon carnet est en train de se noircir »*, sourit M. Mochet. Une piste ? La mutualisation entre enseignes, non pas des troupes, mais des idées et des coûts grâce aux circuits existants, car *« elles ont les mêmes clients, mais pas aux mêmes moments de la journée »*. Ouvrir, par exemple, de nouveaux magasins Franprix, en utilisant les réseaux logistiques de Monoprix existants.

Jean-Charles Naouri l'avait désigné il y a quelques mois dans une interview au *Financial Times*, comme l'un de ses possibles successeurs. Mais *« ce n'est pas quelqu'un qui va demander la place du dessus. Il n'a pas un plan de carrière tout tracé »*, confie Mme Guillou. Et l'intéressé d'ajouter que s'il en avait eu un, il n'aurait jamais fait l'émission « Patron incognito » sur M6, car *« il y avait un risque d'image pour moi »*. Après plusieurs refus, lui qui *« n'est pas très télé »*, avait fini par accepter *« pour montrer que l'enseigne n'était plus le Franprix d'avant »*. Ce fut la meilleure audience de la saison 6 de l'émission en 2019, avec 2,5 millions de téléspectateurs. ■

CÉCILE PRUDHOMME

Un fonds américain reprendrait EuropaCorp

La société de production de Luc Besson aurait accepté le plan de son créancier Vine Alternative Investments. Pathé, sur les rangs, a finalement jeté l'éponge

Les grandes manœuvres autour du capital d'EuropaCorp, la société de production en grandes difficultés financières de Luc Besson, entrent dans une nouvelle phase que le réalisateur n'avait pas souhaitée. *Le Journal du dimanche* (*JDD*) du dimanche 14 juillet assure qu'à la suite d'une réunion dans le bureau de l'administratrice judiciaire Hélène Bourbouloux, le 3 juillet, le patron du groupe placé sous procédure de sauvegarde depuis le 13 mai, aurait finalement accepté le plan de reprise de l'un de ses principaux créanciers, le fonds américain Vine Alternative Investments. Il n'aurait pas eu le choix.

Pathé présidé par Jérôme Seydoux, qui mène des négociations exclusives de reprise d'EuropaCorp depuis le 29 mai, n'a pas réussi à trouver un accord avec Vine. Le groupe de Luc Besson savait la partie difficile puisqu'il avait expliqué, le 29 mai, que *« la marque d'intérêt »* de Pathé était *« soumise »* à *« un accord sur la restructuration des dettes existantes »*.

EuropaCorp ne cachait pas que *« plusieurs conditions essentielles n'étant* (…) *pas encore remplies, notamment l'accord des prêteurs »*, il *« ne* [pouvait] *donner aucune assurance quant à l'aboutissement de cette proposition, ni préciser le calendrier ou la structuration de l'opération qui* [en] *résulteraient »*.

Pathé avait déjà racheté les multiplexes d'EuropaCorp et avait signé avec ce dernier un accord de distribution en France portant, notamment, sur *Anna*, le dernier long-métrage du cinéaste. Mais, surtout, Jérôme Seydoux aurait aimé récupérer le catalogue de films d'EuropaCorp (*Le Monde* du 10 juillet). Il doit jeter l'éponge.

Six mois de répit

Vine veut convertir, de son côté, sa créance en capital pour devenir un actionnaire de poids au sein du groupe de Luc Besson. EuropaCorp a confirmé, dimanche, *« être en discussion avec divers partenaires financiers »* y compris Vine. *« Les discussions sont en cours »* et *« nécessitent la présentation d'un plan de sauvegarde au tribunal de commerce de Bobigny »*. Le groupe ne peut donc une fois de plus, rien garantir sur *« l'aboutissement de cette opération »* ni de *« la structure qui en résulterait »*.

Le juge du tribunal de commerce de Bobigny (Seine-Saint-Denis) avait donné six mois de répit au groupe français le 13 mai, pour renégocier sa dette, évaluée pour l'exercice 2018-2019 clos fin mars, à 159 millions d'euros.

C'est peu dire qu'EuropaCorp traverse une passe difficile. Il accuse une perte de 109,9 millions d'euros en 2018-2019, affectée par l'échec aux Etats-Unis du film *Valerian et la cité des mille planètes*. En quatre ans, le déficit cumulé s'est creusé à 340 millions d'euros. De plus, *Anna*, le dernier long-métrage de Luc Besson s'avère décevant en termes de fréquentation tant aux Etats-Unis qu'en France.

Fondé à New York en 2006 par James Moore, William Lambert et Stephen Kovach, Vine a engagé plus de 700 millions de dollars (621 millions d'euros) dans les médias, le cinéma, la télévision et le divertissement. Et il a annoncé en janvier avoir collecté un quatrième fonds, d'un montant de 608 millions de dollars pour poursuivre ses investissements.

Le groupe américain est également le second financier d'EuropaCorp – la banque américaine JPMorgan étant chef de file. Tous deux cofinancent deux lignes de crédits, de 455 millions de dollars au total, pour mettre notamment en chantier les films et les séries.

Le JDD assure que Pathé comptait investir 50 millions d'euros en compte courant et autant en capital s'il reprenait le groupe français. Vine n'aurait fait aucune promesse en ce sens. ■

NICOLE VULSER

CONJONCTURE

La croissance chinoise au plus bas depuis vingt-sept ans

Au plus fort des tensions commerciales avec Washington, la croissance chinoise s'est essoufflée sur un an au second trimestre (+ 6,2 %). Il s'agit de sa plus faible performance depuis vingt-sept ans, indique Bloomberg, lundi 15 juillet. Elle reste dans la fourchette de croissance visée par Pékin en 2019 : entre 6 % et 6,5 % (contre 6,6 % en 2018).

AÉRIEN

Atlantia étudie une entrée chez Alitalia

Selon les médias italiens, quatre nouveaux investisseurs, dont le groupe Atlantia de la famille Benetton, ont proposé, dimanche 14 juillet, de participer au plan de reprise d'Alitalia, que Ferrovie dello Stato Italiane, la société des chemins de fer italiens, devait présenter lundi. Atlantia envisagerait une participation de 35 % à 40 %.

TÉLÉCOMS

Huawei prévoit des suppressions d'emplois aux Etats-Unis

Huawei va supprimer de nombreux emplois aux Etats-Unis, selon le *Wall Street Journal* du dimanche 14 juillet. Elles devraient toucher le centre de recherche et de développement dans plusieurs Etats. – *(AFP.)*

SPATIAL

L'Inde annule le lancement d'une sonde vers la Lune

L'Inde a annulé, lundi 15 juillet, pour des raisons *« techniques »*, le lancement de sa deuxième mission lunaire, reportant ainsi sine die son ambition de devenir la quatrième nation à réussir à poser un appareil sur la Lune.

Les offres d'emploi
Toute l'actualité liée à l'emploi se trouve sur le site du Monde.
www.lemonde.fr/emploi
Le Monde | leboncoin

L'offre d'emploi du jour



K par K | Commercial BtoC (H/F) | Annecy (74)
www.lemonde.fr/emploi avec leboncoin


A l'exposition photo « La Révolte des ronds-points », d'Edouard Elias.


La chercheuse Marlène Coulomb-Gully, spécialiste des médias et de la communication.

A **Couthures,** les médias face aux questions qui fâchent

La quatrième édition du Festival international de journalisme, qui s'est achevée dimanche 14 juillet, a fait la part belle au traitement du mouvement des « gilets jaunes »


Rencontre avec le lanceur d'alerte Nicolas Forissier, animée par Gérard Davet et Fabrice Lhomme.
PHOTOS : CAMILLE MILLERAND, JULIA ZIMMERMANN ET EMMA GUIZOT POUR « LE MONDE »

COUTHURES-SUR-GARONNE (LOT-ET-GARONNE) - *envoyée spéciale*

La quatrième édition du Festival international de journalisme commence le 6 décembre 2018 au matin. Cela fait alors deux semaines que les « gilets jaunes » affolent les boussoles politiques et médiatiques quand Florence Aubenas, grande reporter au *Monde*, s'arrête sur le rond-point Leclerc de Marmande. Elle l'ignore – et les « gilets jaunes » peut-être plus –, mais elle va y passer dix jours, d'abord sur une chaise en plastique, toute une journée durant, dans l'attente que l'on décide de son sort. Pari fut pris par les organisateurs du festival de Couthures que ce n'était qu'un début et que l'événement 2019, parrainé par le groupe Le Monde, dont le programme était déjà ébauché, devait revoir sa copie pour poser, frontalement, la question qui fâche : « Journalistes, pourquoi tant de haine(s) ? »

Sept mois et plus de trente « actes » des « gilets jaunes » plus tard, ils sont présents, ce vendredi 12 juillet, sur la scène de la place de la Cale de Couthures-sur-Garonne, pour ouvrir trois jours de conférences. Lolita, Claude, « Zaza », Matthieu, Rémy, « Kéké ». Tous les six sont « gilets jaunes », même si un seul le porte ce matin-là. Mais peu importe le costume de scène, il y aura du débat, de la confrontation parfois.

Florence Aubenas, qui a revêtu pour l'occasion le bleu de travail, affiche la couleur : pour une fois, au moins le temps d'une rencontre, les « gilets jaunes » vont raconter eux-mêmes où en est la mobilisation. Les deux principaux ronds-points de Marmande sont représentés, pour rendre compte de ce qui se passe *« dans les campagnes »*, mais aussi pour remettre en question le traitement journalistique qui a été fait de ce mouvement social né en novembre 2018.

Matthieu, routier, le déplore : à en croire les commentateurs, le mouvement semble résorbé. Et pour cause, puisque *«* [leurs] *QG ont été saccagés »*. Pourtant, selon lui, le mouvement n'est pas mort. *« On est toujours actifs, mais différemment. »* Claude, retraitée, jouait *« l'agent pâtissier »* sur le rond-point de Samazan, près de l'entrée de l'autoroute. Elle confirme : *« On doit continuer de faire voir qu'on n'est pas invisibles. »*

« Vous êtes l'honneur de votre profession. Merci de dénoncer les inégalités ! », lance une spectatrice à Florence Aubenas. *« On a été surpris de* [sa] *bienveillance à notre égard »*, renchérit Matthieu.

« MACHINE À FANTASMES »

Réconciliation de courte durée entre « gilets jaunes » et médias. L'atmosphère s'électrise quand Céline Pigalle, directrice de la rédaction de BFM-TV, se présente le lendemain sur la scène ombragée du « Manège ». *« Vous ne connaissez rien des "gilets jaunes", Madame ! Vous êtes en haut de votre nuage, comme les politiciens. Vous vous en foutez de nous ! A la campagne, on n'a vu personne »*, l'interpelle l'un d'eux. Céline Pigalle fait front et, inlassablement, non sans courage, répond, explique, parfois reconnaît des erreurs, indique que BFM-TV travaille sur une charte de l'image, admettant un traitement *« trop peu précautionneux »* et des diffusions en direct *« parfois hypnotiques et malheureuses »*.

Dans l'assistance, s'agitent les « gilets » « Mamie Beignet », « RIC » et l'image d'une Marianne qui fume et qui pleure. La directrice de BFM-TV décortique le *« tombereau de critiques reçu cet hiver »* : *« De toutes les parties, on a considéré que la chaîne avait mal fait son travail : le gouvernement, les confrères journalistes et les "gilets jaunes". Avec 70 % d'audience* [des chaînes d'information en continu] *à la rentrée, nous étions pourtant l'un des derniers endroits où se rencontraient des spectateurs d'horizons très différents. »* Rien n'y fait, les ponts semblent rompus. *« Chacun ne veut plus voir que midi à sa porte,* regrette Céline Pigalle. *Il y a des choses auxquelles vous ne voulez pas croire, malgré la sincérité de ma parole. »* Celle de Violette Voldoire, cofondatrice de Radio Parleur, apparaît plus audible. Créé pendant Nuit debout, ce média se veut « le son de toutes les luttes ». Pour la journaliste, venue de RMC infos, *« un mouvement social ne se couvre pas : telle une déflagration, il éclate dans tous les coins »*.

> **« DIEU MERCI, NOUS SOMMES DES OUVRIERS, DES ARTISANS DE L'INFO, ET NOUS SOMMES FAILLIBLES »**
> CLAUDE ASKOLOVITCH
> journaliste à France Inter

Violette Voldoire regrette une forme de discrimination envers les « gilets jaunes » : *« Les médias ont cherché les bons clients, ceux qui avaient un discours clair et structuré. Certains nous ont dit qu'ils passaient pour des cons, parce qu'ils ne s'exprimaient pas comme Victor Hugo. »* Avant de rappeler le rythme effréné des chaînes d'information en continu : *« Vous y êtes stressés, pressés comme un citron, et finalement y a plus de jus. »*

Pour relâcher la pression, une vingtaine de festivaliers s'essaient à un atelier yoga au bord de la Garonne – le chien tête en bas est dispensé par la mathématicienne Monica Neagoy. Autres options : la méditation, le matin à la fraîche, au Manège. Sans oublier les tournois de belote et de football, à l'heure de l'apéro. Et les découvertes de cépages locaux, *« saveur bonbon Arlequin »* selon des festivaliers guidés dans leur dégustation par la journaliste du *Monde* Ophélie Neiman, qui se fit connaître sous le sobriquet « Miss Glouglou ».

Au détour d'une rue, De mèche, un collectif bordelais d'artistes, a dessiné une « Eglise Lucet » avec son collier clinquant « CASH ». Près de la plage, entre deux cœurs de canard, on s'arrête devant l'exposition « Satanés français », proposée par *Courrier international* : aux yeux des dessinateurs, le gilet jaune aurait volé la vedette à la baguette et au béret, tel un nouvel étendard pour représenter notre pays à l'étranger.

Retour dans les conférences et ateliers. De l'entre-soi à la question de l'indépendance politique et économique, en passant par les erreurs factuelles, tout ce qui frotte dans la relation entre citoyens et médias est passé au crible. Même l'ancien ministre Jean-François Copé joue la transparence : *« C'est quoi, être irréprochable ? Vous vous rendez compte de la complexité du terme et du niveau d'exigence que cela implique ? »*, demande-t-il à un public intraitable, lors de son débat sur l'affaire Bygmalion.

TROPISME PARISIEN

Il n'empêche. La défiance est à son comble. Si l'information ressemble à de la marchandise trop vite frelatée, elle est aussi largement soupçonnée. *« Vous vous imaginez entrer dans une boucherie en pensant qu'il y a 70 % de chances que la viande soit pourrie ? »*, a comparé le journaliste Jacques Trentesaux, fondateur du site Médiacités, en référence au baromètre de *La Croix* sur la confiance des Français dans les médias. *« On doit faire un travail d'explication. On crée une machine à fantasmes en fermant nos rédactions »*, déplore Rémy Buisine, reporter au média *Brut*. *« Dieu merci, nous sommes des ouvriers, des artisans de l'info, et nous sommes faillibles »*, sourit Claude Askolovitch, journaliste à France Inter.

Dimanche soir, en clôture du festival – parrainé cette année par Pierre Lescure, président du Festival de Cannes –, on a terminé de mettre la presse en accusation. En bonne et due forme : avec des procureurs (le public) et un banc des accusés (les journalistes), lors d'un débat conçu comme un « faux procès », à partir des principales critiques émises par les spectateurs pendant les conférences.

On y a jugé une critique lancinante faite aux médias : trop parisiens, ils seraient déconnectés des réalités du quotidien des citoyens, qu'ils soient « gilets jaunes » ou non. Sur scène, des journalistes du groupe Le Monde plaident coupables, certains réclamant les circonstances atténuantes, d'autres assumant le risque de la perpétuité. Florence Aubenas : *« Je l'avoue, on préfère les reportages accessibles en TGV plutôt qu'en tortillard Bordeaux-Marmande ! »* L'actualité sociale des « gilets jaunes » aurait mis en lumière des grilles de lecture tronquées. *« Pour nous, le premier réflexe a été de chercher un leader et des éléments rassembleurs pour comprendre le mouvement,* poursuit Florence Aubenas. *Manque de pot, il n'y en avait pas. »* Gérard Davet, grand reporter au *Monde*, reconnaît : *« Je passe mon temps à Paris. De par mes enquêtes, je n'écris que sur des gens qui sévissent à Paris, des députés, des ministres, etc. Je le regrette infiniment. »*

Sans animosité, une spectatrice dénonce *« l'attitude Bisounours »* et le mea culpa des accusés : *« Bon, très bien les bonnes résolutions pendant le festival. Sauf que vous allez oublier pendant onze mois et revenir identiques l'année prochaine. Mais je reviendrai aussi, et vous en remercie. »* ■

LÉA IRIBARNEGARAY

« L'Orestie » au tribunal de l'histoire

Jean-Pierre Vincent met en scène la tragédie d'Eschyle dans son intégralité à Avignon

THÉÂTRE

AVIGNON- *envoyée spéciale*

Il est rare de voir *L'Orestie* d'Eschyle dans son intégralité. Jean-Pierre Vincent la met en scène avec les élèves du Groupe 44 de l'Ecole du Théâtre national de Strasbourg, dont c'est le spectacle de sortie. Désormais, chacun et chacune va vivre sa vie d'artiste, pour écrire d'une manière inclusive comme c'est la règle au TNS, en pointe sur plusieurs fronts, en particulier la diversité : Stanislas Nordey, le directeur, a si bien œuvré pour ouvrir le concours d'accès à l'école que la diversité va de soi dans le Groupe 44.

Jean-Pierre Vincent a travaillé avec ce groupe pendant les trois années de son cursus. Il a choisi la tragédie d'Eschyle (env. 525-456 av. J.-C.), la plus ancienne qui nous soit parvenue, parce qu'il voulait *« revenir à la "case départ" de notre histoire »*. Pour la traduction, qui est toujours un enjeu essentiel, il a demandé à son ami Bernard Chartreux de transcrire en français la version allemande que Peter Stein a établie à partir du grec quand, en 1980, il a signé à la Schaubühne de Berlin une mise en scène de *L'Orestie* restée dans les annales.

Paul Fougère et Claire Toubin dans « L'Orestie », d'Eschyle, le 11 juillet, à Avignon. CHRISTOPHE RAYNAUD DE LAGE/FESTIVAL D'AVIGNON

Jean-Pierre Vincent lui rend hommage, en reprenant une de ses idées les plus fameuses : faire jouer le chœur par des hommes du peuple âgés, vêtus de manteaux usés, courbés sur des cannes. Ces hommes prennent place à une table en bois fruste posée sur le sol de pierre. Un escalier mène à l'estrade sur laquelle se tient le palais des Atrides, symbolisé par une lourde porte en fer. C'est tout, et cela suffit pour donner un décor à la tragédie d'Eschyle, dont les douze acteurs et actrices jouent chacun plusieurs rôles et endossent divers âges de la vie.

Agamemnon, *Les Choéphores*, *Les Euménides* : au Gymnase Saint-Joseph, où elles sont présentées en cinq heures (avec entractes), les trois pièces qui constituent *L'Orestie* commencent par une nuit étoilée, sous laquelle un veilleur du palais d'Argos attend que vienne *« la bonne nouvelle »*, et s'achèvent par la lumière du jour à Athènes où, enfin, le malheur semble écarté. Entre les deux, on aura suivi le fil d'une histoire que Jean-Pierre Vincent met en scène d'une manière simple et accessible à tous, qui a le grand mérite de faire entendre clairement le texte.

Un côté vaudeville

Agamemnon, le roi d'Argos, rentre vainqueur de Troie. Aidée de son amant Egisthe, son épouse, Clytemnestre, le tue, ainsi que sa captive Cassandre, au motif qu'elle ne peut lui pardonner d'avoir sacrifié leur fille, Iphigénie, afin d'obtenir des vents favorables au départ pour Troie... Ces meurtres d'*Agamemnon* appellent les suivants. Dans *Les Choéphores*, Oreste, qui revient à Argos pour récupérer son trône, retrouve sa sœur, Electre, et venge leur père en tuant leur mère et Egisthe. Dans *Les Euménides,* Oreste, poursuivi par les Erinyes, qui punissent les crimes familiaux, reçoit le soutien d'Apollon, qui le purifie, et d'Athéna, qui établit à Athénes un tribunal où Oreste est jugé puis innocenté. Vaincues, les Erinyes acceptent la proposition d'Athéna, qui leur promet respect et protection si elles consentent à devenir bienveillantes.

Ainsi les Erinyes deviennent-elles les Euménides. Ainsi s'établit à Athènes un mode de gouvernance qui ne dépend plus directement des dieux, mais des citoyens. Ainsi, dit-on, naquit la démocratie. Jean-Pierre Vincent y croit comme on croit à une fable,

Jean-Pierre Vincent présente Apollon comme un clone en costume doré d'Emmanuel Macron

sans se faire d'illusion. Il se délecte en présentant Apollon comme un clone en costume doré d'Emmanuel Macron : même coiffure sage, même allure, même gestuelle. La salle éclate de rire quand il explique que la mère ne compte pas dans la naissance d'un enfant, parce qu'elle n'est que le dépositaire d'une graine semée par le père.

A ce moment-là, c'est la mauvaise foi d'un homme politique qu'Apollon-Macron fait entendre, plutôt que l'invention littéraire d'Eschyle. Les piques de ce genre ne manquent pas dans la mise en scène de Jean-Pierre Vincent, qui appuie sur les passages ironiques de la version de Peter Stein et s'amuse des invraisemblances de *L'Orestie*, au regard de notre supposée raison. Cela donne de l'allant au spectacle, qui affiche sans complexe un côté vaudeville. Pourquoi pas ? On peut toujours relire la mythologie grecque à cette aune-là. Mais, pour peu que l'on attende de la tragédie quelque hauteur de vue sur nos destins, et quelque transcendance, on est en droit de le regretter. Reste à saluer les comédiennes et les comédiens qui engagent les promesses de leur talent dans cette *Orestie*. ■

BRIGITTE SALINO

L'Orestie, d'Eschyle. *Mise en scène : Jean-Pierre Vincent. Avec Daphné Biiga Nwanak, Océane Caïraty, Houédo Dieu-Donné Parfait Dossa, Paul Fougère, Romain Guillot, Romain Gneouchev, Elphège Kongombe Yamale, Ysanis Padonou, Mélody Pini, Ferdinand Régent-Chappey, Yanis Skouta, Claire Toubin. Gymnase du lycée Saint-Joseph, Jusqu'au 16 juillet, à 14 heures. Durée : 5 heures. De 10 € à 30 €.*

Idoles du folk et du rockabilly sur le lac du Bourget

Le 13 juillet, le festival Musilac a invité Graham Nash et les Stray Cats, à l'énergie contagieuse

MUSIQUE

AIX-LES-BAINS (SAVOIE) - *envoyé spécial*

Habillée de noir, la frêle et pâle silhouette de Graham Nash semble d'abord un peu perdue sur la scène Montagne, l'un des deux plateaux sur lesquels alternent les artistes programmés sur les rives du lac du Bourget, pour la 17e édition du festival Musilac. Sous le rude soleil d'Aix-les-Bains, le timbre de ce ténor léger de 77 ans, ingrédient-clé du mythique trio Crosby, Stills & Nash, peut-il imposer, ce samedi 13 juillet, la délicatesse de son répertoire dans l'ambiance festive du grand rassemblement savoyard de l'été ?

Prompt à régaler les adolescents en prescrivant les doses réglementaires de chansons urbaines (Columbine, Jain, IAM...), Musilac se distingue en invitant des figures aptes à enthousiasmer aussi les aînés. Garbage, Franz Ferdinand, Scorpions ou les Stray Cats célèbrent la nostalgie des guitares rock. Exclusivement programmé à Aix-les-Bains, Graham Nash replonge dans celle d'une six cordes acoustique qui rêvait de changer le monde.

S'il se présente en trio – accompagné du guitariste Shane Fontayne et du pianiste Todd Caldwell –, le monsieur n'imagine plus chanter avec David Crosby et Stephen Stills. *« Pour jouer ensemble, il faut s'aimer. Ce n'est plus le cas »*, nous confiait-il. Une fâcherie qui ne l'empêche pas d'inclure des perles du trio dans son répertoire.

Savoir-faire pop

Tube des Hollies, en 1966, *Bus Stop* rappelle que l'Anglais avait cofondé ce groupe de Manchester aux mélodies s'égayant dans la lignée de celles des Beatles. Si sa voix haute évoque celle de Lennon, Nash, émigré aux Etats-Unis, deviendra à partir de 1968 l'incarnation du folk-rock californien au sein de Crosby, Stills & Nash. Sur les bords du lac, l'ancien hippie aux désormais courts cheveux blancs reprend avec une gracieuse ferveur des titres du trio – *Marrakesh Express*, *Cathedral*, *Wasted on the Way*, *Our House*... – auquel il apportait son savoir-faire pop.

Tout en harmonies vocales, ce *songwriting* tire aussi sa profondeur d'expériences personnelles, qu'il s'agisse d'une vie amoureuse (*Used to Be a King,* en 1971, marqué par sa séparation avec Joni Mitchell) ou de convictions politiques. *Military Madness* condamnait ainsi la guerre au Vietnam. *« Presque cinquante ans après, cette chanson est toujours d'actualité, nous n'avons rien appris de l'histoire »,* assure celui qui fut aussi un pionnier de l'activisme environnemental. Soutien du démocrate Bernie Sanders, il s'enflamme contre Trump. *« Avoir pour président quelqu'un niant le réchauffement climatique est un véritable cauchemar. »*

Si l'Anglais s'est épanoui aux Etats-Unis, les New-Yorkais des Stray Cats, également invités à Musilac, avaient lancé leur carrière en déménageant à Londres. A contre-courant de la synthpop qui allait submerger les eighties, leur vision romantique du rock'n'roll originel et leur prestance scénique faisaient triompher un premier album, *Stray Cats* (1980), qui revivifiait l'intérêt pour le rockabilly. Reconstitué pour son 40e anniversaire, le trio de Long Island est reparti en tournée après avoir publié un très digne nouvel album, *40*.

Autant Graham Nash paraissait décalé sur la scène de Musilac, autant les Stray Cats savent ambiancer un festival. Certes, la banane du chanteur guitariste Brian Setzer, 60 ans, ne coiffe plus un visage de rebelle. Après deux morceaux d'échauffement, sa voix retrouve pourtant une fraîcheur juvénile, boostée par la vélocité intacte de son jeu de guitare. S'il a beaucoup tourné en big band dans les années 1990 et 2000, le virtuose aux Gretsch décuple son énergie au contact du swing tonitruant de Slim Jim Phantom, jouant debout de sa batterie minimaliste, et d'un Lee Rocker, rossant avec amour sa contrebasse. Leurs classiques – *Rock This Town*, *Stray Cat Strut*, *Gene and Eddie*, écrits en hommage à leurs idoles Gene Vincent et Eddie Cochran... –, composés après l'âge d'or du rockabilly, enthousiasment un public de fidèles et une sarabande de gamins, nés après leurs débuts. Au pied du sommet de la dent du Chat dominant le lac, les matous ont retrouvé les crocs. ■

STÉPHANE DAVET

Il est une fois dans l'Ouest
29·06 – 9·11·2019
Exposition inaugurale du Frac à la MÉCA
La Maison de l'économie créative et de la culture en Nouvelle-Aquitaine, une initiative inédite en France, voulue et financée par la Région Nouvelle-Aquitaine avec le soutien de l'État
Toute la programmation des événements sur www.fracnouvelleaquitaine-meca.fr et sur @fracmeca
Frac Nouvelle-Aquitaine MÉCA
MÉCA · 5 parvis Corto Maltese
33800 Bordeaux · la-meca.com
Région Nouvelle-Aquitaine | MÉCA | FRAC
Frac Nouvelle-Aquitaine MÉCA

La villa E-1027 d'Eileen Gray rouvre ses volets pour l'été

Près de Monaco, la maison de 1929 en partie restaurée accueille le public avant d'importants travaux



La terrasse de la villa E-1027, à Roquebrune-Cap-Martin (Alpes-Maritimes). MANUEL BOUGOT

PATRIMOINE
ROQUEBRUNE-CAP-MARTIN (ALPES-MARITIMES)

Posée au-dessus de l'eau à équidistance de Monaco et de Menton, l'immaculée villa E-1027, le « refuge » que se fit construire en 1929 Eileen Gray à Roquebrune-Cap-Martin (Alpes-Maritimes), avec le concours de Jean Badovici, est un condensé de raffinement moderniste autant qu'un rêve d'hospitalité savamment pétri d'inventivité. Propriété du Conservatoire du littoral, le site Cap moderne, qui comprend, outre la villa, l'ancien bar-restaurant L'Etoile de mer, que tenait Thomas Rebutato, le Cabanon de Le Corbusier et un ensemble d'unités de camping bigarrées signées du même, rouvre au public pour l'été. Il sera fermé cet hiver pour une ultime campagne de restauration (le rez-de-chaussée et la réfection des façades), puis l'ensemble de sa gestion sera définitivement pris en main par le Centre des monuments nationaux (CMN).

Cent vingt mètres carrés, sept lavabos, des rangements muraux pour les oreillers, des lutrins de chambre extensibles, un comptoir de bar escamotable, un porte-chapeaux à élastiques, une table à gramophone, une baie vitrée et des volets en accordéon : à partir de cet inventaire digne de Boris Vian, le lieu peut se raconter pour ses formes singulières et astucieuses. Ou à la manière d'une pièce de théâtre.

Ses acteurs : une géniale créatrice irlandaise et son compagnon architecte ayant eu pour voisin un célèbre maître d'œuvre suisse naturalisé français, parfois un peu trop intrusif ; apparaît plus tard dans l'intrigue un fameux milliardaire, un psychanalyste, deux « starchitectes » puis, avant que tout ne rentre dans l'ordre patrimonial, un cousin du cheikh du Qatar qui, tout autant envieux, sera lui aussi éconduit.

Une telle beauté, magnifiée par les jeux d'ombre et de lumière sous les auspices de l'azur, ne pouvait laisser indifférent. Longtemps livrée à elle-même et vandalisée à tout-va, la villa a fait l'objet d'un classement à l'Inventaire des monuments historiques le 27 mars 2000. Une campagne de restauration est alors laborieusement entreprise. Il faut attendre mars 2013, et le Britannique Michael Likierman, qui a créé l'Association de gestion du site (AGS) Cap moderne, pour qu'un vrai chantier soit mis en place grâce à de nombreux appels à dons et au mécénat.

Appuyée par un comité scientifique, la maîtrise d'œuvre du lieu a été confiée à Claudia Devaux, architecte du patrimoine. L'équipe est complétée par l'Autrichien Burkhardt Rukschcio, spécialiste d'Adolf Loos, auteur, à l'aube du XXe siècle, d'une architecture sans faux-semblants, et par Renaud Barrès. Ce dernier a travaillé sur le Cabanon de Le Corbusier pendant ses études d'architecture. Diplômé en 1998 grâce à un travail sur la villa, il est retenu l'année suivante par la commune pour réaliser jusqu'en 2004, dit-il, *« un relevé archéologique de la maison »*. *« On dispose de quelques photos*, précise-t-il. *Mais Eileen Gray dessinait peu, et beaucoup de ses archives ont été détruites dans sa maison de Saint-Tropez. Aujourd'hui, l'archive, c'est la villa. »*

En 2000, l'édifice a fait l'objet d'un classement à l'Inventaire des monuments historiques

« La maison s'est vengée »

Jusqu'en 1998, la construction est squattée, ouverte à tous vents, les rares meubles sont volés, et la pluie inonde l'intérieur des lieux. *« Il nous a fallu la protéger*, explique Renaud Barrès. *Mais elle avait conservé toute son âme. »* Sa mémoire, c'est une certaine Mireille Rougeot qui l'a entretenue. Petite amie de Jean Badovici, elle a résidé dans la maison de 1946 à 1956. Elle possédait l'ensemble du fonds photographique de son ancien compagnon. *« Elle se souvenait de tout,* indique l'architecte, qui l'a rencontrée : *des couleurs, des matières, des dispositions. Mais aussi de détails techniques tels que ceux de la marquise, qui était habillée de toile. »* Son témoignage lui fut précieux.

Après le décès de Jean Badovici en 1956, la villa E-1027, un temps convoitée par le milliardaire Aristote Onassis, devient la propriété d'une Suisse, amie de Le Corbusier, Marie-Louise Schelbert. Au lendemain de sa mort, en 1982, son psychanalyste, le docteur Kaegi, rachète la maison. Surtout, il met les meubles à l'abri, avant de les disperser par l'intermédiaire de la maison de ventes Sotheby's. Le Vitra Design Museum, en Suisse et le Musée national d'Irlande achètent certaines pièces, tandis que le centre Georges-Pompidou en préempte d'autres. En 1996, le docteur est poignardé dans le salon de la villa par son jardinier, auquel il n'aurait pas payé ses gages. *« La maison s'est vengée »,* lance Renaud Barrès. La dégradation méthodique des lieux va alors véritablement commencer.

Jusqu'en 1998, la construction est squattée, les rares meubles sont volés, et la pluie inonde l'intérieur des lieux

En ce temps, tandis que la villa n'était pas encore inaliénable à travers le Conservatoire du littoral, elle fait l'objet, avec ses environs, de spéculations en tous genres. L'architecte français Jean Nouvel et le Japonais Toyo Ito sont pressentis pour réaliser un projet sur le site. Dans le même temps, un cousin du cheikh du Qatar contacte la commune pour acquérir la maison ; la question du prix ne se pose pas ; l'homme qui la veut, sans condition, se fait éconduire.

La restauration de la maison, et surtout la réédition des meubles, se fait donc à partir de photographies. Le but : employer les mêmes techniques qu'à l'origine. Et éviter les contresens historiques, tels que l'emploi d'un métal chromé, d'Inox ou de vis cruciformes. Mandaté pour le mobilier, Burkhardt Rukschcio excelle dans cet exercice de bricolage singulier. S'il s'appuie largement sur les compétences d'entreprises autrichiennes qui excellent dans l'art d'usiner certaines pièces en métal, il n'hésite pas lui-même à mettre la main à la pâte, comme pour réaliser le tabouret de la coiffeuse dans la chambre d'Eileen Gray.

« Elle était beaucoup plus orientée vers l'utilisation, vers l'usage, que vers l'esthétique », souligne Burkhardt Rukschcio. Et parfois non sans humour. La maison est parsemée de petites recommandations peintes au pochoir (« SENS INTERDIT », « ENTREZ LENTEMENT », « DÉFENSE DE RIRE »).

Bien que très efficace, la restauration n'a rien de spectaculaire, et la patine du temps semble la revêtir. *« Nous voulions donner l'impression que la maison avait été entretenue tout au long de sa vie »,* résume-t-il. Une seule liberté a été prise, que ne contesterait pas la propriétaire des lieux. Parmi les huit fresques peintes par Le Corbusier dans la villa en son absence, et qui n'auraient semble-t-il pas été du tout de son goût, une seule a été masquée. Pour ne pas altérer l'équilibre visuel du salon et de la terrasse ouvrant sur la Méditerranée, l'équipe de restauration a choisi de la dissimuler derrière une plaque actionnée par un simple système de charnières qu'il est toujours possible de retirer. Eileen Gray n'aurait pas fait mieux. ■

JEAN-JACQUES LARROCHELLE

« Guillaume Tell » touche le cœur du public à Orange

Le dernier opéra de Rossini mis en scène par Jean-Louis Grinda a réuni plus de 6 000 spectateurs aux Chorégies

OPÉRA
ORANGE (VAUCLUSE) - *envoyée spéciale*

Nuit d'étoiles et brise câline accompagnaient ce 12 juillet *Guillaume Tell* de Rossini, première production lyrique de l'édition 2019 des Chorégies d'Orange. Aux manettes scéniques, le maître des lieux, Jean-Louis Grinda, adaptant devant le célèbre mur de 103 mètres de long, vestige unique au monde, sa propre version de 2015 montée à l'Opéra de Monte Carlo – un travail sobre, efficace, vastes fonds de scène en vidéo et larges mouvements de foule aux dimensions de l'histoire, qui voit la naissance de l'Helvétie se libérant du joug autrichien. L'anniversaire des 150 ans de la manifestation orangeoise, consacrée comme le plus vieux festival lyrique de France, n'a pas donné lieu à un faste particulier. Il faut dire que malgré un défilé prestigieux d'artistes, et la venue des puissants de ce monde (le général de Gaulle en septembre 1948, la reine Juliana des Pays-Bas en 1952), les Chorégies souffrent d'un endettement endémique. Un trou de 2 millions d'euros a ainsi nécessité l'intervention salvatrice de la région PACA en 2018 par la création d'une société publique (dont elle détient 51 % des parts) en partenariat avec le département du Vaucluse et la mairie d'Orange.

Exceptionnelle longévité

Après le succès du *Mefistofele* de Boito en 2018, le patron des Chorégies semble être cependant en passe de gagner son pari financier et artistique. Cette unique représentation de *Guillaume Tell*, opéra rare jamais monté in situ, dont la longueur portera la fin du spectacle à plus d'une heure et demie du matin, a généré la vente de plus de 6 000 places (l'équivalent de cinq représentations à Aix) pour une recette comprise entre 700 000 et 750 000 euros. Non négligeable pour un festival qui autofinance à 80 % par sa billetterie les 7 millions d'euros de son budget global (dont les trois quarts consacrés à l'artistique).

« D'un côté, il faut savoir jusqu'où aller trop loin ; de l'autre, ne pas oublier de faire confiance au public », aime à répéter Jean-Louis Grinda, affichant haut et fort son intention de renouer avec l'éclectisme premier des Chorégies, qui conjuguait théâtre, art lyrique et ballet, charriant des norias de comédiens, danseurs et chanteurs. Dans ce théâtre romain depuis toujours dévolu au spectacle, ont résonné les voix de Mounet-Sully, Sarah Bernhardt, Louis Jouvet, avant que l'essor d'Avignon à partir des années 1970 ne laisse la place aux monstres sacrés du chant. Ainsi Placido Domingo, dont l'exceptionnelle longévité a encore enflammé, le 6 juillet, une « Nuit espagnole » bientôt diffusée sur France 5, au contraire du *Guillaume Tell*, dont la retransmission eût sans doute fait davantage œuvre de service public.

« Tout le monde se souvient du Tristan *avec Birgit Nilsson et Jon Vickers en 1973, de la* Norma *de Montserrat Caballé en 1974, de son* Don Carlo *avec Giacomo Aragall et Grace Bumbry dix ans plus tard, ou d'Astrid Varnay et Gwyneth Jones dans* Elektra *en 1991… »,* s'emballe Jean-Louis Grinda. Liste non exhaustive des soirées mythiques qui enflammèrent la nuit orangeoise, parmi lesquelles ne figurera pas *Guillaume Tell* malgré la présence de Nicola Alaimo, rôle-titre de référence, parfois à la peine dans le haut de la tessiture, de la délicieuse Annick Massis (élégamment apparue sur un cheval blanc) manquant de délié dans les vocalises de Mathilde tandis que Celso Albelo ne parviendra pas à sublimer le fameux aria de l'acte IV, « Asile héréditaire ».

Mention très bien pour les chœurs

Mention très bien en revanche pour les chœurs et les seconds rôles, du sensuel Ruodi de Cyrille Dubois à l'Edwige sauvageonne de Nora Gubisch en passant par la fraîcheur ardente de Jodie Devos, Tell fils. Magnifiques dans la célèbre ouverture de l'opéra, l'Orchestre de l'Opéra de Monte-Carlo et son chef Gianluca Capuano ont paru se désintéresser de l'équilibre entre fosse et plateau, couvrant trop souvent les voix.

Aucun risque le 17 juillet pour le ballet *Roméo et Juliette* de Prokofiev chorégraphié par Jean-Christophe Maillot, ni pour le ciné-concert du 4 août autour du *Faust* de Murnau, avec Jean-François Zygel au piano. Encore moins pour l'imposante *Symphonie des Mille* de Mahler qui réunira le 29 juillet les deux orchestres de Radio France, autant dire l'équivalent en musique de la réunification des deux Corées, sous la baguette pacificatrice de Jukka-Pekka Saraste. Le patron des Chorégies n'a pas tort : il faut savoir jusqu'où aller trop loin. ■

MARIE-AUDE ROUX

Don Giovanni de Mozart. *Avec Erwin Schrott, Nadine Sierra, Karine Deshayes, Stanislas de Barbeyrac, Orchestre de l'Opéra de Lyon, Frédéric Chaslin (direction). Les 2 et 6 août à 21 h 30. Chorégies d'Orange (Vaucluse), au Théâtre antique. De 12 € à 275 €.*

ARTS
La galerie David Zwirner s'installe à Paris

L'un des plus importants galeristes au monde, David Zwirner, a annoncé l'ouverture d'une galerie à Paris, prévue le 16 octobre avec une exposition consacrée à l'artiste américain Raymond Pettibon. La galerie s'installera au 108, rue Vieille-du-Temple (3e arrondissement), dans l'espace occupé autrefois par le galeriste Yvon Lambert puis par la galerie VNH. Cette antenne s'ajoute à celles de New York, Londres et Hongkong.

PATRIMOINE
La réplique de la grotte de Lascaux a accueilli son millionième visiteur

Lascaux IV, réplique grandeur nature de la grotte de Lascaux, en Dordogne, ouverte le 15 décembre 2016, a franchi le cap, jeudi 11 juillet, du million de visiteurs, a indiqué la Semitour, exploitante du site. La grotte ornée originale, vieille de 18 000 ans et découverte par quatre adolescents en 1940, est inaccessible au public depuis 1963 pour des raisons de conservation. Lascaux IV reçoit plus de 1 000 visiteurs par jour en moyenne. - *(AFP.)*

Les femmes face aux violences obstétricales

La documentariste Ovidie fait le point sur un sujet intime, « au carrefour des revendications sexuelles et féministes »

ARTE
MARDI 16 - 22 H 40
DOCUMENTAIRE

Des femmes en larmes, le visage décomposé, se remémorent ce qui aurait dû être un moment de joie, baigné de douceur. Au contraire, il est question dans leur récit de forceps, d'épisiotomie pratiquée sans anesthésie (*« un coup de rasoir »*), de sutures à vif. D'une douleur si forte qu'elle donne *« envie de mourir pour que ça s'arrête »*. Comment peut-on donner la vie et avoir envie de mourir ? Après avoir consacré un documentaire remarqué au meurtre, dans les locaux des services sociaux, de la Suédoise Eva-Marree Kullander-Smith par son ex-compagnon (*Là où les putains n'existent pas*), la documentariste Ovidie s'intéresse, dans *Tu enfanteras dans la douleur,* au scandale des violences gynécologiques et obstétricales.



Des militantes protestent, à Bruxelles, contre les violences obstétricales. MAGNETO PRESSE

Médiatisée par le blog « Marie accouche là » de la juriste Marie-Hélène Lahaye, la question crispe les rapports entre patientes et corps médical depuis près de trois ans. Au point d'interpeller la secrétaire d'Etat chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, Marlène Schiappa, qui a commandé un rapport sur le sujet, rendu en juin 2018. Elle-même témoigne dans le film d'Ovidie des violences qu'elle a subies pendant la naissance de ses enfants. L'expression « violences obstétricales » a beau choquer le président du Collège national des gynécologues et obstétriciens français, Israël Nisand, les témoignages recueillis pour ce documentaire sont édifiants et l'émotion dans la voix des femmes qui s'expriment face à la caméra témoigne d'un profond stress post-traumatique. Comment, en 2019, des actes ressentis comme *« de la torture »* peuvent-ils être pratiqués au sein d'une maternité ?

« Un combat »

Les années 1950 et 1960 avaient pourtant vu le développement en France des techniques d'accouchement « sans douleur », ou tout au moins d'une prise en charge plus physiologique de cet événement – qui, *« neuf fois sur dix »*, se déroule sans aucun problème. Mais la surmédicalisation de l'accouchement, corollaire du développement de la péridurale, est aujourd'hui accusée de favoriser les actes invasifs (forceps, ventouse, épisiotomie…), pratiqués trop souvent sans consentement. Surmédicalisation qui se fait au détriment d'un accompagnement personnalisé des patientes : une sage-femme chef explique ainsi qu'*« on n'apprend plus aux sages-femmes à accompagner un accouchement sans péridurale »*. L'accouchement physiologique est devenu *« un combat »* : en témoigne le nombre de sages-femmes pratiquant des accouchements à domicile ayant été radiées, souvent pour défaut d'assurance, les assureurs pratiquant des tarifs prohibitifs pour cette activité « hors les murs ».

Les médecins et sages-femmes interrogés par Ovidie invoquent le manque de moyens, la surcharge de patients, qui transforment les soignants *« en maltraitants »*. Une jeune obstétricienne regrette *« le manque de reconnaissance et de confiance »* envers les médecins, ainsi que l'alourdissement de la charge administrative et des contraintes réglementaires qui pèsent sur son métier. *« C'est comme ça qu'on perd les docteurs. »*

Une sage-femme remarque que les patientes d'aujourd'hui n'ont plus rien à voir avec celles d'hier. *« Maintenant, elles veulent être dans le contrôle. »* A croire qu'il faut à tout prix désigner un coupable. En un peu moins d'une heure, *Tu enfanteras dans la douleur* fait efficacement le point sur un sujet complexe, intime, qui se situe *« au carrefour des revendications sexuelles et féministes »,* mais a longtemps été écarté du débat. ■

AUDREY FOURNIER

Tu enfanteras dans la douleur, réalisé par Ovidie (Fr., 2019, 58 min).

Bienvenue dans le monde des rêves à la demande

L'appel à projets de France Culture a donné naissance à une belle série de science-fiction en cinq épisodes

FRANCE CULTURE
À LA DEMANDE
SÉRIE

Si vous aimez *Black Mirror*, il y a de fortes chances pour que vous goûtiez à *DreamStation*. Cette série de science-fiction, en cinq épisodes, emmène les auditeurs dans le monde pas si merveilleux du *« rêve à la demande »*.

Le récit commence par deux réclames. Une pour DreamStation, une société qui propose des *« rêves dont vous êtes le héros »*. La suivante pour iWake, *« l'implant anti-sommeil nouvelle génération »,* qui vous permettra de gagner *« jusqu'à vingt minutes de sommeil en moins »* pour *« vivre plus »*. Toute ressemblance avec un fabricant de téléphones intelligents connu est bien sûr fortuite… Ce qui n'est pas fortuit, c'est la conformité de cette promesse avec les désirs de nos contemporains. Qui n'a jamais souhaité décider du contenu de ses rêves ? Ou *« perdre moins de temps »* à dormir ?

Mais dans la fiction de Sebastian Dicenaire, douze rêveurs sont tombés dans une sorte de bug du système et ne se sont jamais réveillés. Pour s'épargner un scandale, DreamStation confie la mission de ramener les rêveurs parmi les vivants à Sismo. Ce jeune homme a été exposé sans son consentement à cette technologie le temps d'un essai *« gratuit »* et *« offert »* par sa compagne, et il a réussi l'exploit d'en revenir.

L'utopie va virer au cauchemar. Car l'auteur utilise de jolies mises en abyme pour anticiper un monde où les nouvelles technologies se mêlent des besoins fondamentaux de l'être humain : dormir, manger, être en sécurité, aimer. Et met en garde l'auditeur sur les dérives du « tout, tout de suite » et de la toute-puissance des Gafam – Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft –, ces firmes qui investissent des millions de dollars dans le développement de l'intelligence artificielle.

La narration de *DreamStation* saisit et retranscrit à merveille ce que les rêves peuvent avoir de réel et d'étrange. D'abord parce que la mise en scène des séquences oniriques, teintées de psychanalyse, n'est pas dénuée d'humour. Ensuite, parce que la réalisation en son binaural – la 3D sonore – par Benjamin Abitan, auteur, entre autres, de la drôlissime fiction *La Dernière Séance*, est excellente. L'auditeur est immédiatement immergé dans le récit et se positionne parfaitement entre rêve et monde réel. Pour profiter au maximum de l'expérience, casque audio obligatoire ! ■

MOUNA EL MOKHTARI

DreamStation, sur France Culture. 5 × 24 à 37 minutes,

VOTRE SOIRÉE TÉLÉ

MARDI 16 JUILLET

TF1
21.05 Je suis une célébrité, sortez-moi de là !
Télé-réalité présentée par Laurence Boccolini et Christophe Dechavanne.
23.25 Stars tout-terrain
Télé-réalité présentée par Christophe Dechavanne.

FRANCE 2
21.05 Les Pouvoirs extraordinaires du corps humain
Prendre soin de sa peau
Magazine présenté par Michel Cymes et Adriana Karembeu.
23.10 Les Pouvoirs extraordinaires du corps humain
Hommes-animaux, points communs et différences
Magazine présenté par Michel Cymes et Adriana Karembeu.

FRANCE 3
21.05 La Loi d'Alexandre
Série. Avec Gérard Jugnot, Valeria Cavalli, Héléna Soubeyrand (Fr., 2015).

CANAL+
21.00 The Guilty
Film de Gustave Möller. Avec Jakob Cedergren (Dan., 2018, 90 min).
22.30 Profession : flic et agent
Magazine présenté par Michel Denisot.

France 5
20.50 Zone bleue, les secrets de la longévité
Documentaire de Fitzgerald Jego et Anna Kwak-Sialelli (Fr., 2019, 50 min).
21.40 Villages fleuris, un trophée qui vaut de l'or
Documentaire de Sandra Malfait (Fr., 2018, 55 min).

ARTE
20.50 La Conquête de la Lune : toute l'histoire
1957-1963, la course est lancée
Documentaire de Robert Stone (EU, 2019, 110 min).
22.40 Tu enfanteras dans la douleur
Documentaire d'Ovidie (Fr., 2019, 65 min).

M6
21.05 Le Grand Bazar
Série. Avec Nailia Harzoune, Gregory Montel (Fr., 2019).

MOTS CROISÉS

GRILLE N° 19 - 163
PAR PHILIPPE DUPUIS

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II								■				
III			■									
IV							■					
V			■		■						■	
VI					■				■			
VII							■			■		
VIII				■								
IX			■					■				
X												

HORIZONTALEMENT

I. Toujours en demande et en exigences. **II.** Etonnamment frappées. Ce n'est souvent que du bluff. **III.** Treizième chez les Grecs. Entraîne sur le chemin de l'estomac. **IV.** Fait dodo pour l'éternité. Cercles de lumière. **V.** Préposition. Prise en partant. **VI.** On lui doit notre premier sous-marin. Fait de beaux ponts. Résiste aux monnaies en cours. **VII.** Expérimentée dans son domaine. Introduit la licence. Négation. **VIII.** Vieille dame toujours au travail. Soutiens avec force. **IX.** Ouvre les comptes. Presse. Condamné à se taire. **X.** Retinsse abusivement.

VERTICALEMENT

1. Rencontre qui ne doit rien au hasard. **2.** Belle comme de l'ivoire. **3.** Convient. Serré et vigoureux. **4.** Impudents jusqu'au cynisme. Piégé. **5.** Refus chez Vladimir. Frontière naturelle entre les deux Vexins. **6.** Abandonneras lâchement. **7.** Assure l'égalité. Deux points en opposition. Vient d'avoir. **8.** Thaïlandaise touchée par le tsunami. **9.** Entraîne des dépenses. Laissa derrière lui. **10.** S'est penché sur les triangles et le magnétisme. Sans dessous dessus. **11.** A le mauvais rôle au théâtre et à l'opéra. Classées par leur longueur. **12.** S'exprime sur de grands formats.

SOLUTION DE LA GRILLE N° 19 - 162

HORIZONTALEMENT I. Inadaptation. **II.** Nécro. Rustre. **III.** Accostage. Vs. **IV.** Très. Emettes. **V.** Tonsure. Site. **VI.** Epte. Erres. **VII.** Nh. Rasai. Sar. **VIII.** Tao. BA. Credo. **IX.** Ignée. CIA. Ed. **X.** Feuillantine.

VERTICALEMENT 1. Inattentif. **2.** Nécrophage. **3.** Accent. ONU. **4.** Drosser. Ei. **5.** Aos. Abel. **6.** Teresa. **7.** Tramera. CA. **8.** Auge. Ricin. **9.** Tsé-tsé. Rat. **10.** It. Tissé. **11.** Orvet. Aden. **12.** Nesselrode.

SUDOKU
N°19-163

			5	4	9	2		
				8	2			
	6	9			3		2	
		1					5	
	8	3			6			1
			6					
				9			7	5
		6		2	7	8	9	

7	5	3	8	9	6	4	1	2
6	2	9	3	4	1	8	7	5
8	1	4	5	2	7	9	3	6
4	6	1	2	3	9	7	5	8
2	8	5	1	7	4	6	9	3
9	3	7	6	5	8	1	2	4
5	9	8	7	6	3	2	4	1
3	7	6	4	1	2	5	8	9
1	4	2	9	8	5	3	6	7

Très facile
Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu'une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.

Réalisé par Yan Georget (https://about.me/yangeorget)

Le Monde HISTOIRE & CIVILISATIONS — NATIONAL GEOGRAPHIC
AL-ANDALUS LE MYTHE DU PARADIS PERDU
VERSAILLES L'AFFAIRE QUI EMPOISONNA LA COUR — ANTIQUITÉ QUAND LES ROMAINS PARTAIENT EN VACANCES — BELLE ÉPOQUE PARIS AU TEMPS DE L'INSOUCIANCE
Chaque mois, un voyage à travers le temps et les grandes civilisations à l'origine de notre monde
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Tirage du *Monde* daté dimanche 14 - lundi 15 juillet : 211 083 exemplaires

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA
Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000.
Capital social : 94.610.348,70 €.
Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).
Rédaction 80, boulevard Auguste-Blanqui, 75707 Paris Cedex 13 Tél. : 01-57-28-20-00
Abonnements par téléphone : de France 3289 (Service 0,30 €/min + prix appel) ; de l'étranger : (33) 1-76-26-32-89 ; par courrier électronique : abojournalpapier@lemonde.fr.
Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €
Courrier des lecteurs
blog : http://mediateur.blog.lemonde.fr/ ;
Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr
Médiateur : mediateur@lemonde.fr
Internet : site d'information : www.lemonde.fr ;
Finances : http://finance.lemonde.fr ;
Emploi : www.talents.fr/
Immobilier : http://immo.lemonde.fr
Documentation : http ://archives.lemonde.fr
Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40
Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

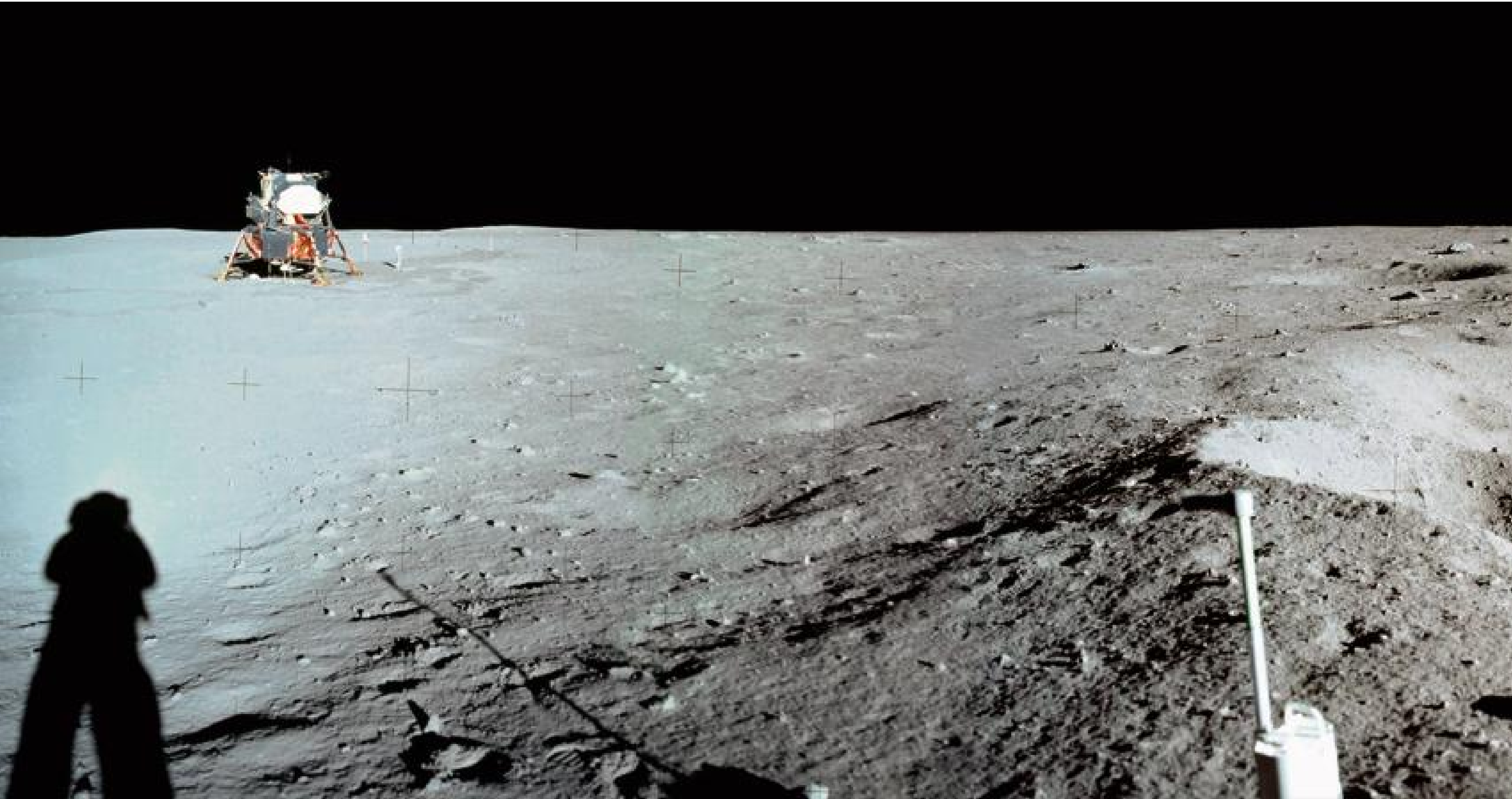
La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.
Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0717 C 81975 ISSN 0395-2037

M publicité
Présidente : Laurence Bonicalzi Bridier
ACPM OJD
PRINTED IN FRANCE

80, bd Auguste-Blanqui, 75707 PARIS CEDEX 13
Tél : 01-57-28-39-00
Fax : 01-57-28-39-26

L'Imprimerie, 79 rue de Roissy, 93290 Tremblay-en-France
Toulouse (Occitane Imprimerie)
Montpellier (« Midi Libre »)

Imprimé sur des papiers produits en Allemagne, Belgique, France, Espagne, IFGD, 100 % de fibres recyclés.



Le module lunaire Eagle, sur la mer de la Tranquillité, photographié par Neil Armstrong, le 20 juillet 1969. NEIL ARMSTRONG/NASA

« C'est un petit pas pour un homme… »

LA LUNE, UNE AVENTURE 1|6

Le 20 juillet 1969, le module de la mission Apollo-11 se pose après un voyage de cent heures et 380 000 km. Moins de sept heures plus tard, Neil Armstrong effectue le premier pas devant des centaines de millions de téléspectateurs

Le destin a voulu que les hommes qui sont allés en paix explorer la Lune y resteront pour y reposer en paix. Ces hommes courageux, Neil Armstrong et Edwin Aldrin, savent qu'ils n'ont aucun espoir d'être secourus. Mais ils savent également que leur sacrifice est porteur d'espoir pour l'humanité. Ces deux hommes ont donné leur vie pour le dessein le plus noble de l'humanité : la quête de la vérité et de la connaissance. Ils seront pleurés par leurs familles et amis ; ils seront pleurés par leurs compatriotes ; ils seront pleurés par les peuples du monde entier ; ils seront pleurés par la Terre, notre mère, qui a eu l'audace d'envoyer deux de ses fils vers l'inconnu. Par leur expédition, ils ont poussé les peuples de la Terre à prendre conscience de leur unité ; par leur sacrifice, ils renforcent la fraternité entre les hommes. (...) *D'autres suivront et trouveront certainement le chemin du retour. La quête de l'Homme ne s'arrêtera pas. Mais ces hommes étaient les précurseurs et ils resteront dans nos cœurs comme les premiers d'entre tous. Tout être humain qui lèvera les yeux vers la Lune dans les nuits à venir saura qu'il existe un petit coin d'un autre monde qui est à tout jamais l'Humanité. »*

Si la théorie des univers parallèles est juste, il existe forcément un monde où, en juillet 1969, le président des Etats-Unis Richard Nixon a prononcé à la télévision cette allocution funèbre après l'échec de la mission Apollo-11. Cependant, dans notre réalité, cette note intitulée « Dans l'éventualité d'un désastre lunaire », effectivement préparée par William Safire, rédacteur de discours pour la Maison-Blanche, est restée dans un tiroir. La catastrophe n'a pas eu lieu. Il y a un demi-siècle, deux Américains se sont posés sur la Lune, y ont marché et en sont revenus sains et saufs.

Remontons le temps. Jusqu'à ce 20 juillet 1969, 18 h 44 (heure de Paris). Cent heures se sont écoulées depuis que la fusée Saturn-V, monstre de 3 000 tonnes et de 110 mètres de haut, s'est arrachée du pas de tir 39-A du centre spatial John F. Kennedy, à Cap Canaveral (Floride). Apollo-11 se trouve désormais en orbite autour de la Lune et son trio d'aventuriers, Neil Armstrong, Edwin « Buzz » Aldrin et Michael Collins, tous trois nés en 1930, se sépare. Les deux premiers ont pris place dans le module lunaire (LEM), tandis que le troisième restera satellisé et les attendra dans le module de commande et de service (CSM), la capsule censée ramener tout le monde sur Terre.

A 18 h 44 donc, le LEM, baptisé Eagle (« Aigle »), se détache. La descente de cette sorte de grosse araignée brillante à quatre pattes s'effectue en plusieurs étapes. Il faut d'abord s'extraire de l'orbite lunaire et freiner un bon coup afin de passer de 6 000 à 550 km/h. A ce moment-là, Neil Armstrong et Buzz Aldrin entrent en terrain inconnu. *« La phase d'atterrissage avait été testée jusqu'à un certain point en mai 1969 par la mission Apollo-10, qui avait servi de répétition générale et était descendue jusqu'à 15 kilomètres du sol,* rappelle Philippe Henarejos, rédacteur en chef du magazine *Ciel & Espace* et auteur du livre *Ils ont marché sur la Lune* (Belin, 2018). *Il restait ces 15 derniers kilomètres à franchir et c'était en réalité assez compliqué en raison des irrégularités de la gravité dues à des concentrations de masse différentes sous la surface de la Lune. L'attraction est plus ou moins forte selon les endroits et cela déviait le LEM, dont l'ordinateur de bord, qui n'était pas terrible, ne prenait pas bien en compte ce phénomène. Comme il n'était pas évident de gérer la descente finale en automatique, il fallait un bon pilote. »*

« COMME IL N'ÉTAIT PAS ÉVIDENT DE GÉRER LA DESCENTE FINALE EN AUTOMATIQUE, IL FALLAIT UN BON PILOTE »

PHILIPPE HENAREJOS
rédacteur en chef de « Ciel & Espace »

« MISTER COOL »

Neil Armstrong a décroché son brevet de pilote à 16 ans, avant même de passer son permis de conduire. *« Il avait payé ses leçons, 9 dollars chacune, avec les 40 cents de l'heure qu'il gagnait pour faire les livraisons d'une pharmacie »,* rappelle Norman Mailer dans le grand récit de la mission Apollo-11 paru à l'été 1969 dans le magazine *Life*. Et l'écrivain de conclure : *« Il n'est pas inutile de répéter que c'était le seul astronaute qui faisait du vol à voile pendant ses loisirs. De toute évidence, l'essentiel de sa vie était d'être en l'air. »* Pilote, Armstrong l'a été pendant la guerre de Corée, où il a effectué 78 missions à partir du porte-avions *USS Essex*. S'il a quitté la Navy en 1952, c'est pour ensuite devenir pilote d'essai au National Advisory Committee for Aeronautics, l'ancêtre de la NASA. Il a testé quantité d'appareils, et notamment l'avion-fusée hypersonique X-15.

En mars 1966, le premier vol spatial de Neil Armstrong, à l'occasion de la mission Gemini 8, manque de tourner à la tragédie. En compagnie de David Scott, il réussit le rendez-vous en orbite et l'amarrage avec un vaisseau-cible inhabité mais l'ensemble se met à tourner sur lui-même : un des petits moteurs qui servent au contrôle d'attitude est bloqué en mode « marche ». Gemini part en toupie. A près d'un tour par seconde, les astronautes sont à la limite de l'évanouissement. Malgré cela, Armstrong a la présence d'esprit de tout couper et d'utiliser les propulseurs du système de rentrée atmosphérique pour stopper ce roulis infernal. La mission est abrégée mais les deux hommes rentrent vivants. Plus tard, Dave Scott reconnaîtra : *« Il connaissait le système tellement bien qu'il a trouvé la solution et qu'il l'a mise en œuvre dans des circonstances extrêmes, et je dois dire que c'était mon jour de chance de voler avec M. Neil Armstrong. »*

Ce sang-froid, qui lui vaut le surnom de « Mister Cool » et probablement sa sélection pour Apollo-11, Armstrong en fait encore preuve en mai 1968 alors qu'il s'entraîne sur un des « sommiers volants », ces aéronefs bizarroïdes censés simuler le LEM en compensant une partie de la gravité terrestre afin de reproduire celle, six fois moindre, que l'on trouve sur la Lune. Les commandes ne répondent plus et l'astronaute s'éjecte à seulement 30 mètres du sol. L'appareil s'écrase au sol et explose. Il s'en est fallu d'une demi-seconde pour que le parachute n'ait pas le temps de s'ouvrir. *« Armstrong devait être un homme pour qui la peur était quelque chose d'aussi naturel que la respiration »,* écrit Norman Mailer. *« Au long des années,* ajoute l'écrivain, *non seulement il avait vécu dans l'étroite proximité de la mort, mais il s'était littéralement trouvé en sa présence. Sans parler des appareils qui s'étaient écrasés ou avaient failli s'écraser, il y avait également la mort de sa petite fille, emportée par une tumeur au cerveau, la nuit aussi où il avait failli perdre sa famille quand leur maison avait pris feu et brûlé entièrement. »*

Ce 20 juillet 1969, c'est l'ordinateur de bord du LEM qui est en train d'assurer la descente finale vers la Lune. Un paysage gris défile, surplombé par un ciel d'encre. Le vaisseau vient de passer le cratère Maskelyne et survole la mer de la Tranquillité. Il se trouve à 10 kilomètres d'altitude quand une alarme 1202 retentit et fait grimper d'un cran la tension dans le module. Au centre de contrôle de Houston (Texas), il faut moins de 30 secondes pour décider de ne pas tenir compte de ce signal : le radar de rendez-vous, d'aucune utilité à cette phase de la mission, envoie des informations qui saturent l'ordinateur. Le LEM, qui était en position horizontale, moteur en avant, pour ralentir, s'est peu à peu redressé. L'altitude n'est plus que de 900 mètres quand une nouvelle alarme apparaît. Aldrin, puis Armstrong dans la seconde qui suit, s'écrient : *« 1201 ! »* La réponse de Houston est immédiate : *« On est GO. Même genre. On est GO. »* On passe outre, on continue, le feu est toujours vert. Encore une 1202 ? On s'en fiche.

Il ne reste plus beaucoup du carburant réservé à la descente. Altitude : 170 mètres. C'est alors que Neil Armstrong prend la main, sur le vaisseau et sur son propre destin. Il a repéré par le hublot que le pilotage automatique conduit le LEM tout droit vers un cratère entouré de rochers de 2 ou 3 mètres. Pas question de se poser là. Il décide de prolonger la descente pour planer par-dessus l'obstacle et se poser derrière. Où l'attend un second cratère ! On va l'enjamber aussi. Plus que 5 % de carburant… Houston commence le compte à rebours pour l'abandon de la mission : dans ce cas, le LEM se sépare en deux et la partie supérieure, où se trouvent les deux astronautes, est propulsée en orbite pour retrouver le CSM.

LA COMMUNION DE BUZZ ALDRIN

Moins d'une minute, altitude 18 mètres… On n'entend plus que la voix de Buzz Aldrin, qui délivre toutes les indications. « Mister Cool », quant à lui, est concentré sur l'atterrissage. Il ne reste plus qu'une vingtaine de secondes avant que ne soit déclenchée la procédure d'abandon lorsque le voyant du contact avec le sol s'illumine. En France, il est 21 h 17. Le moteur est coupé. Quand Neil Armstrong reprend la parole, c'est pour dire : *« Houston, euh… Ici la base de la Tranquillité. L'Aigle s'est posé. »* A 380 000 kilomètres de là, le contrôleur des communications, Charlie Duke, qui ira lui-même sur la Lune pour la mission Apollo-16, en bafouille : *« Compris… Twan… Tranquillité, on vous reçoit au sol. Vous avez un tas de gars sur le point de virer au bleu. On respire à nouveau. Merci beaucoup ! »*

Immédiatement après s'être posés, les deux astronautes configurent le LEM pour un éventuel départ d'urgence mais, comme tout va bien, Houston leur donne l'autorisa-





Botte et empreinte de Buzz Aldrin sur le sol lunaire, le 20 juillet 1969. NASA

« TRANQUILLITÉ, ON VOUS REÇOIT AU SOL. VOUS AVEZ UN TAS DE GARS SUR LE POINT DE VIRER AU BLEU. ON RESPIRE À NOUVEAU. MERCI BEAUCOUP ! », BAFOUILLE CHARLIE DUKE, LE CONTRÔLEUR DES COMMUNICATIONS

tion de rester. Au cours des heures qui suivent, interminables pour les téléspectateurs, ils vont décompresser, manger un morceau et se préparer à la « sortie extravéhiculaire », selon l'expression consacrée du monde spatial. C'est pendant ce répit que Buzz Aldrin accomplit un acte peu connu et très symbolique pour lui. Ancien pilote de chasse, titulaire d'un doctorat consacré aux techniques de rendez-vous dans l'espace, Aldrin est un personnage assez arrogant, un peu cow-boy sur les bords, pas tellement apprécié de ses collègues, et l'opposé du taiseux Armstrong. Norman Mailer fait de lui une description haute en couleur : *« Aldrin, tout en viande et en pierre, était un homme d'aspect solide, sûr comme un tracteur, mais chez qui on sentait la force d'un char, morne, presque ennuyeux, pourtant avec un côté imprévisible, comme si après dix-huit verres, les yeux rouges, il allait se trouver prêt à lutter avec un gorille ou bien vous inviterait à sauter après lui par la fenêtre du troisième étage afin de voir qui ferait le plus beau saut périlleux en atterrissant. »*

Buzz Aldrin est aussi membre de l'Eglise presbytérienne et, dans le peu d'affaires personnelles qu'il a été autorisé à emporter dans le LEM, se trouve… un nécessaire pour communier : *« Une carte de 3 pouces sur 5*, racontera-t-il plus tard, *sur laquelle j'avais écrit les mots de Jésus : "Je suis la vigne, vous êtes les sarments. Celui qui reste en moi et moi en lui portera beaucoup de fruits ; car vous ne pouvez rien faire sans moi." Je versai un peu de vin d'un récipient scellé en plastique dans un petit calice, et j'attendis que le vin qui tourbillonnait dans la gravité lunaire, six fois inférieure à celle de la Terre, se stabilise.* (…) *Je lus en silence le passage de la Bible tandis que je pris le pain et le vin, en priant personnellement pour la tâche en cours et la chance qui m'avait été donnée. Peut-être, si je devais le refaire, je ne choisirais pas de célébrer une communion… »*

Il voulait être le premier en tout, mais Buzz Aldrin ne sera pas le premier à marcher sur la Lune. Cet honneur est réservé à Neil Armstrong, commandant de la mission, à la personnalité plus appréciée dans le corps des astronautes et qui présente aussi l'avantage d'être un civil, contrairement à son comparse, toujours officiellement militaire. Et surtout, Armstrong était le plus près de la porte ! Un point non négligeable quand on doit, engoncé dans un gros scaphandre, bouger dans l'exigu module lunaire.

La cabine est dépressurisée, la porte ouverte, la caméra branchée. Personne ne pense au petit exploit technique qu'est la retransmission de ces images de la Lune, reçues, malgré une tempête, par la grande antenne du radiotélescope de Parkes, en Australie ! Neil Armstrong met plusieurs minutes à descendre du LEM. Sa plus grande difficulté : franchir la dernière marche. Il a posé le module avec tellement de douceur que les amortisseurs censés se tasser sous le choc de l'atterrissage n'ont presque pas bougé. La dernière marche mesure 80 centimètres de haut. Il constate que le sol est couvert d'un matériau extrêmement fin. *« C'est presque comme une poudre »*, dit-il. Finalement, son pied gauche touche ce régolithe lunaire. Puis vient la phrase historique que la mauvaise qualité de la retransmission rend peu audible : *« C'est un petit pas pour un homme, un bond de géant pour l'humanité. »* En France, il est 3 h 56 du matin, ce 21 juillet 1969.

« J'EN AI UN SOUVENIR TRÈS PRÉCIS »

Tous ceux que l'auteur de ces lignes a interrogés pour cette série d'articles et qui étaient à l'époque assez grands pour mémoriser l'événement se rappellent précisément ce qu'ils faisaient cette nuit-là. Et il est probable que c'est aussi le cas pour les plus anciens des lecteurs du *Monde*… *« J'attendais sur le canapé du salon et je me suis endormi,* se souvient Francis Rocard, responsable du programme d'exploration du Système solaire au Centre national d'études spatiales (CNES). *Ma mère m'a réveillé et j'ai vu, dans un demi-sommeil, une image très évanescente. C'était bizarre et à la fois décevant pour un enfant de 12 ans. Très vite je suis allé me coucher… »* Alain Cirou, directeur de la rédaction de *Ciel & Espace*, né en 1958 : *« J'en ai un souvenir très précis, comme si c'était hier, pour une raison importante : mes parents avaient acheté la télévision pour que nous voyions l'homme marcher sur la Lune. On était en vacances, il faisait beau et chaud. Sur l'écran, les images étaient compliquées à lire, on ne comprenait pas bien ce qui se passait mais cela a déterminé tout ce que je ferais plus tard. Je me suis dit que j'irais un jour voir les hommes d'Apollo pour leur demander ce qui s'était passé là-haut. Et je l'ai fait. »*

Tout s'est aussi cristallisé dans la mémoire de Xavier Pasco, directeur de la Fondation pour la recherche stratégique, qui n'avait pourtant que 5 ans : *« J'étais dans le sud de la France. Il y avait du mistral. Le contexte, c'était l'attente de tout le monde, le sentiment du caractère unique de ce qui arrive, d'être virtuellement transporté sur la Lune. C'est un événement qui a marqué toute une génération. »* Plus précisément, la génération de ceux qui ont été informés de l'épopée Apollo. Spécialiste des politiques spatiales au CNRS, Isabelle Sourbès-Verger, qui se souvient avoir suivi cette nuit historique à la radio après avoir écouté un concert de cors de chasse dans un château en Vendée, raconte l'anecdote de ce collègue indien qui a découvert l'exploit *« trois ou quatre années plus tard. Il aidait son oncle à cirer des chaussures et il a trouvé un vieux journal qui disait que les Américains avaient marché sur la Lune »*… On estime que 600 millions d'humains, essentiellement des Occidentaux, ont suivi en direct à la télévision les premiers pas de Neil Armstrong sur la Lune, un chiffre à rapporter aux 3,6 milliards d'habitants que comptait la Terre en cette année 1969.

Pour la première fois, un représentant de l'espèce *Homo sapiens* marche sur un autre corps céleste que sa planète d'origine. Il est rapidement rejoint par Buzz Aldrin, qui devient le premier homme… à uriner sur la Lune (dans un sac intégré à sa combinaison). Pendant deux heures, le duo d'astronautes suit un programme chargé, cousu sur leur manche. Prendre des photos, ramasser des échantillons de roches et de sol, déployer quelques instruments scientifiques ainsi que le drapeau américain, recevoir un coup de téléphone de Richard Nixon, tester plusieurs manières de se déplacer, y compris en sautant comme un kangourou…

Philippe Henarejos note que les deux hommes restent confinés près du LEM : *« Ils ne marchent pas vers l'avant comme le fait Tintin, ils piétinent. Jusqu'à ce moment, vers la fin, où Armstrong prend la tangente pour aller voir le petit cratère qu'il a survolé avant de se poser et qui est situé à 60 mètres de là. Ce n'était pas prévu. Il se barre et ne dit rien pendant plus de 3 minutes. Il fait quelques photos, importantes car elles permettront d'évaluer l'épaisseur du régolithe, et il revient. C'est le premier acte d'exploration d'un homme sur la Lune. »*

Armstrong et Aldrin remontent dans le LEM et referment la porte. A 18 h 54, moins de 22 heures après l'atterrissage, la partie supérieure du module lunaire s'envole pour retrouver le CSM et le troisième homme, Michael Collins, qui ne marchera jamais sur la Lune. Aucun des astronautes d'Apollo-11 ne retournera dans l'espace. Sur la partie du LEM demeurée dans la mer de la Tranquillité figure une plaque avec l'inscription suivante : *« Ici des hommes de la planète Terre ont pour la première fois posé le pied sur la Lune. Juillet 1969 après J.-C. Nous sommes venus en paix au nom de toute l'humanité. »* Apollo-11 a rempli la mission que le président Kennedy avait assignée au peuple américain en 1961 : envoyer des hommes sur la Lune avant la fin de la décennie.

En ce 21 juillet 1969, on peut voir, dans le cimetière militaire d'Arlington, en Virginie, sur la tombe de JFK, un bouquet de fleurs déposé par un anonyme, accompagné d'un message : *« Monsieur le président, l'Aigle s'est posé. »* ■

PIERRE BARTHÉLÉMY

Prochain article *Apollo, une épopée douce-amère*



Méduse à crinière de lion.
BRUNO GUENARD/BIOSPHOTO/AFP

Au commencement étaient les méduses

NOS ENNEMIES LES MÉDUSES 1|6

Depuis les années 1980, la recrudescence de ces êtres apparus il y a plus de cinq cents millions d'années s'observe un peu partout dans le monde

Rien à voir avec des mastodontes féroces : les monstres marins n'ont pas l'allure que les marins d'autrefois leur prêtaient. Ils sont souvent invisibles à l'œil nu, plutôt translucides et mous. Leur nombre fait leur force, comme le montrent les *blooms* (« efflorescences ») de microalgues toxiques et les pullulations d'organismes urticants. Signes d'un océan perturbé, ils sont aussi la promesse de vacances gâchées. C'est ainsi que la méduse est devenue une vedette au sein du plancton gélatineux. Mais son règne demeure injustement sous-estimé, vu sa biomasse considérable.

L'héroïne de l'été n'a ni carapace, ni coquille, ni squelette, ni yeux, ni poumons, ni sang. Elle est composée à 98 % d'eau, mais elle a de quoi se défendre. Elle pique tous ceux qu'elle croise – c'est généralement la première chose que l'on sait d'elle – sans aucun discernement, et instille une sensation de brûlure parfois inoubliable. Pour autant, elle n'est ni agressive – elle n'a pas de cerveau – ni conquérante – ce sont les vents modérés et les courants qui, certains jours, la poussent vers la côte, elle et son essaim de congénères. Elle n'est pas un animal saisonnier et supporte très bien les variations de température. Ainsi, entre 1 et 200 tonnes de *Pelagia noctiluca* par kilomètre carré sont présentes au large, en Méditerranée, à peu près toute l'année. Cette célèbre méduse vit par 300 ou 400 mètres de fond, où l'eau est à 12 °C ou 13 °C, et remonte la nuit vers la surface, qui peut être à 23 °C en été, pour se nourrir.

L'HÉROÏNE DE L'ÉTÉ N'A NI CARAPACE, NI COQUILLE, NI SQUELETTE, NI YEUX, NI POUMONS, NI SANG. ELLE EST COMPOSÉE À 98 % D'EAU

Pour les stations balnéaires, la présence des méduses est un réel problème. En installant des filets ou des distributeurs de vinaigre, elles cherchent à en limiter les désagréments. Il n'empêche : les plaintes des estivants, toujours plus nombreux à goûter les joies de l'océan, se multiplient.

Alors, les méduses prospèrent-elles davantage aujourd'hui qu'hier dans le monde marin ? Depuis les années 1980, une recrudescence s'observe un peu partout dans le monde. Pourtant, les scientifiques hésitent à s'engager sur le sujet, faute de disposer de données fiables dans le temps. Ils concèdent des augmentations par endroits, des fluctuations ailleurs. Mais certains biologistes n'hésitent pas à parler de *« gélification »* de l'océan, pour évoquer la multiplication de plancton dérivant en masse flasque au gré des courants. Bouillon urticant ou gelée – les Anglais parlent de « jellyfish » –, le phénomène semble de fait favorisé par la dégradation des écosystèmes marins et par la surpêche avant tout.

Des tentacules de trente mètres

Il y aurait un millier d'espèces de méduses, d'allures, couleurs et tailles très variées. Rondes comme un boulet de canon *(Stomolophus meleagris)*, ou en forme d'œuf sur le plat *(Cotylorhiza tuberculata)*, certaines ne dépassent pas deux millimètres, quand les *Cyanea* peuvent atteindre deux mètres de circonférence avec des tentacules de trente mètres de long. Elles sont partout : dans les mers chaudes ou froides, et jusque dans les abysses, par 7 000 mètres de fond. On en trouve quelques-unes en eau douce. Le lac de Palau – un ancien bras marin dans le Pacifique –, dans l'archipel des Palaos, en compte des colonies si denses qu'elles changent la couleur de l'eau en surface.

Malgré tout, dangereuses et d'apparence fragile, les méduses fascinent. Lorsqu'elles évoluent, graciles, tout en éclats translucides dans la lumière flatteuse d'un aquarium, le public est conquis par ces drôles de ballerines. Il oublie alors le dégoût qu'il peut ressentir en les voyant affalées comme un monceau de sacs en plastique boursouflés que la mer a déposés sur la plage (tout en leur laissant leur pouvoir urticant). Elles peuvent susciter rêverie psychédélique ou cauchemar, selon les circonstances. Cette ambiguïté et leurs formes délicates n'ont cessé d'inspirer les artistes.

Leur nom de famille lui-même est évocateur. C'est le naturaliste Carl von Linné (1707-1778) qui l'a donné en 1748, en référence à la redoutable Gorgone au front ceint de reptiles. Peu après, un autre scientifique, François Péron (1775-1810), attribua à différentes espèces de méduses des noms piochés dans cette même mythologie grecque : Pégase, le géant Chrysaor…

Auparavant, elles étaient qualifiées d'« ortie de mer », un terme qui correspond à l'embranchement des cnidaires (du grec *knidê* : « ortie »), auquel elles appartiennent avec les cténophores, les siphonophores, les coraux et les anémones de mer. Dans leur cycle de reproduction, de nombreuses espèces de méduses connaissent d'ailleurs un stade fixe comme du corail, sous la forme de polypes, de minuscules points qui ne laissent pas aisément deviner ce qu'ils vont devenir.

« Les coraux et les méduses sont comme le yin et le yang de la famille des cnidaires », selon la jolie formule de Marie-Pierre Pelecq, qui en élève à Océanopolis, le grand aquarium de Brest. Tandis que les humains voient avec inquiétude blanchir et dépérir les premiers, ils ne parviennent pas à contenir les secondes. La lutte s'avère inégale face à ces sortes d'estomacs sur tentacules dérivant dans l'océan, rustiques mais doués d'une capacité de reproduction phénoménale.

Les méduses – l'un des premiers organismes multicellulaires présents sur la terre – étaient là plusieurs dizaines de millions d'années avant tous les poissons et l'évolution animale qui a suivi. Leur fantastique odyssée à travers tous les soubresauts de l'histoire de la planète a tout pour nous impressionner davantage. Respect, l'ancêtre ! ■

MARTINE VALO

Prochain article *L'océan menacé de gélification*

« Africa », air de 1981, est devenu incontournable sur Internet

CHANSONS À LA MODE WEB 1|6 Le tube du groupe Toto a triomphé deux fois à trente-cinq ans d'écart. Grâce à une inconnue de 14 ans

Au tournant de 1981, Jeff Porcaro et David Paich, émérites musiciens de studio de North Hollywood, enregistrent avec les quatre autres membres du groupe Toto ce qui deviendra leur album le plus célèbre, *Toto IV*. Ils y glissent à la dernière minute une chanson que les deux fondateurs du groupe ont composée ensemble, plus expérimentale, avec de puissantes boucles de percussions, du marimba, et un refrain haut perché. Ainsi, *Africa* viendra conclure le disque.

Les musiciens sont très sceptiques à la sortie du studio. *« J'ai dit que je courrais nu sur Hollywood Boulevard si ce truc devenait un succès. A cause des putains de paroles ! »,* explique Steve Lukather au magazine *Billboard* en février 2018. Le texte, écrit par le claviériste et chanteur David Paich, parle d'un homme déchiré entre deux amours : pour une femme et pour l'Afrique. C'est fantaisiste, ampoulé, caricatural, diront certains. Le protagoniste *« entend les tambours résonner ce soir »*, *« bénit les pluies en Afrique »* ou encore contemple *« les ailes au clair de lune* [reflétant] *les étoiles qui* [le] *guident vers le salut »*. Il faut dire que le parolier n'avait jamais mis les pieds en Afrique. Il puise dans ses souvenirs de cinéma, dans ceux de la revue *National Geographic,* qu'il adorait enfant, et des récits des anciens missionnaires qui enseignaient dans son lycée catholique pour garçons.

RIEN QUE LA CHANSON ORIGINALE A ÉTÉ VUE UN DEMI-MILLIARD DE FOIS SUR YOUTUBE ET AUTANT ÉCOUTÉE SUR SPOTIFY

Steve Lukather est excellent guitariste mais piètre pronostiqueur : *Toto IV* s'est vendu à 12 millions d'exemplaires, a trusté les Grammy Awards en 1983 et fait entrer *Africa* dans la légende de la pop. Mais l'histoire ne s'arrête pas là.

Trente-cinq ans plus tard, en décembre 2017. Mary, 14 ans, une Américaine qui vit près de Cleveland (Ohio) trompe l'ennui sur Twitter. A la School of Rock, où elle prend des cours de guitare, elle est devenue fan de Weezer, un groupe californien formé dans les années 1990, que l'on connaît en France principalement pour son tube *Island in the Sun*. Elle écoute aussi *« un tas de musiques étranges des années 1980 »*, explique-t-elle à *Vice* en 2017. Ses copains n'arrêtent pas de parler d'une vieille chanson qu'ils ont repérée dans la bande originale de *Stranger Things*, la série rétro de Netflix : c'est *Africa,* de Toto. Sur un coup de tête, elle crée un compte Twitter pour voir si elle peut obtenir de Weezer qu'il reprenne ce tube.

La *« blague absurde »* devient virale. Internautes comme médias américains s'emparent de ce défi potache et indolore. La gentille histoire se transforme en lobbying de plusieurs mois, toujours sur Twitter. Weezer fait la sourde oreille jusqu'en mai 2018 où le groupe, mutin, cède à la demande plébéienne en dévoilant une reprise de Toto… mais d'un autre tube, *Rosanna*.

Nostalgie des plus jeunes

Puis Rivers Cuomo et ses comparses s'exécutent finalement et reprennent *Africa* en studio et sur scène. La chanson cartonne et devient la plus populaire de leur récent répertoire. Ce qui laisse quelque peu amer le leader de Weezer. Il explique auprès du magazine *Entertainment Weekly* qu'il a déjà connu de nombreux échecs, mais qu'il n'était pas préparé à *« la douleur d'avoir un énorme succès avec une chanson qu'*[il] *n'a pas écrite »*.

Le succès d'*Africa* était dans l'air sur la Toile bien avant que Weezer s'en empare. De façon folle même. Des centaines de « covers », des interprétations du tube a cappella par des chorales, détournées en version métal par des hommes-orchestres ou dans des sketchs de célébrités américaines, cumulent des millions de vues sur la plate-forme YouTube. Rien que la chanson originale a été vue un demi-milliard de fois sur le même site et autant écoutée sur Spotify. Depuis janvier, le hit résonne même en boucle dans le désert en Namibie, grâce à *Toto forever,* installation de l'artiste Max Siedentopf.

Plaisir coupable provoqué par un rythme hypnotique, affection un brin moqueuse pour des paroles épiques qui ne signifient plus grand-chose ou madeleine de Proust d'une enfance bercée par les films de Spielberg, de nombreux réalisateurs et scénaristes de Hollywood la parodient dans leurs œuvres de la décennie 2010 : *Scrubs*, *Community*, *New Girl*, *South Park*… Et contribuent à forger sa célébrité auprès des plus jeunes pris de nostalgie pour les années 1980 et 1990 qu'ils n'ont pas ou peu connues. Au risque de faire sourire leurs aînés qui n'ont jamais cessé d'aimer ce tube.

« Toto n'a jamais disparu de notre antenne », explique Pat Angeli, animateur de la tranche 17 heures-20 heures de la radio musicale française RFM. *«* Africa *n'est pas une simple bluette, l'orchestration y est très solide, l'œuvre est créée par des musiciens réputés.* Toto IV *est un album majeur des quarante dernières années et* Africa *était à la croisée de styles comme la pop, le rock, la world music, mais c'était aussi une chanson suffisamment dansante comme le disco. Ce mélange l'a rendue inclassable, elle a été aimée pour cela, et elle a été propulsée sur toutes les radios »*, explique le présentateur. *« Aussi certain que le Kilimandjaro se lève comme l'Olympe au-dessus du Serengeti »,* comme le dit la chanson, *Africa* est devenu un hymne d'Internet. ■

PAULINE CROQUET



CAPRICES DE LA LANGUE

LE FRANÇAIS, LANGUE OFFICIELLE DE L'ANGLETERRE

Commençons par une devinette. « Le reporter interviewe une star du show-business. » Qu'y a-t-il de particulier dans cette phrase ? Pas grand-chose à première vue, n'est-ce pas ? Eh bien, c'est justement ce qui est intéressant. Dans cet énoncé, seuls les mots de liaison sont français, tous les autres étant d'origine anglo-saxonne : *reporter*, *interview*, *star*, *show business*. Que cette façon de s'exprimer soit très ordinaire, jugeront certains, c'est bien le problème. Si l'on voulait parler français, et uniquement français, il faudrait dire quelque chose comme : « Le journaliste interroge une étoile du spectacle. »

A longueur d'année, les amoureux des mots, l'Académie française et toutes les « autorités compétentes » en matière de défense de la langue s'alarment de l'invasion croissante du français par l'anglais et cherchent les moyens d'y résister – avec un succès mitigé. En tant que membre de l'équipe de correction du journal *Le Monde*, je transforme régulièrement les *mails* en « courriels », mais les *followers* des réseaux sociaux ne se laissent pas plus facilement traduire en « suiveurs » que les *week-ends* en « fins de semaine ».

En somme, il y a des mots issus de l'anglais qui ont gagné leur place dans la langue française – et dans les dictionnaires. « Parc de stationnement » ne détrônera pas davantage *parking*, tellement plus vite dit, que « casse-croûte » ne destituera *sandwich*, qui finalement n'est pas vraiment de l'anglais, puisque c'est un nom propre, celui de Lord Sandwich, pour qui son cuisinier inventa cette commode et expéditive façon de s'alimenter.

Pour plus de trois cents ans

Alors, inutile de lutter ? Bien sûr que si, c'est utile ! Et cela fonctionne, parfois. La Commission d'enrichissement de la langue française, émanation du ministère de la culture, a, par exemple, récemment proposé un mot-valise assez bien trouvé, « infox » (fondé sur « info » et « intox ») pour lutter contre l'invasion de « fake news ». Reste à voir si la réaction a été suffisamment rapide pour que cette « infox » s'installe dans notre vocabulaire.

Mais la bonne nouvelle nous vient surtout de l'histoire de l'Europe. Lorsque le Normand Guillaume le Conquérant s'installa sur le trône d'Angleterre, en 1066, le pays ne disposait pas d'une langue unique, mais de plusieurs dialectes locaux. Le français est ainsi devenu, pour plus de trois cents ans, la langue officielle de l'île, et un tiers à deux tiers des mots anglais actuels dérivent directement ou indirectement du français.

Bien souvent, ce sont eux qui nous reviennent, parfumés à la sauce anglaise ! *Flirter* n'est que le retour au bercail de notre « conter fleurette », *management* vient de « ménagement » et *manager* de « ménager », tandis que *mail* est un cousin germain de notre bonne vieille « malle-poste ». Les langues vivent, se fréquentent, s'influencent... et font des petits. C'est plutôt réjouissant, non ? ■

MURIEL GILBERT

Extrait de « Un bonbon sur la langue. On n'a jamais fini de découvrir le français », de Muriel Gilbert (La Librairie Vuibert, 2018).

Prochain article *Les liaisons dangereuses*



Vue de nuit du quartier de Polana, le 5 juin. MARIO MACILAU/VLADIMIR DE SOUSA POUR « LE MONDE »

Le paradis branché de Polana

QUARTIERS D'AFRIQUE 1|6 A Maputo, capitale du Mozambique, le Dhow, bar-restaurant à la vue imprenable, est le symbole d'un quartier rare du continent : à la fois latin et africain. A l'opposé des zones résidentielles où les étrangers vivent reclus

MAPUTO - *envoyé spécial*

Ils sont jeunes, métis, et ils s'échangent des blagues dans la langue de Molière : Arnaud, Hugo et Junior sont venus siroter quelques cocktails au Dhow, face au plus beau coucher de soleil de la capitale mozambicaine. Perché sur la corniche qui surplombe la baie de Maputo, dans le quartier de Polana, ce bar branché, très hollywoodien avec sa piscine et ses poufs blancs, offre une vue imprenable sur le nouveau pont suspendu, le plus long d'Afrique subsaharienne.

Pas l'ombre d'un doute pour ces trois copains binationaux qui ont étudié à l'école française : ils ne troqueraient leur jeunesse à Maputo pour rien au monde. *« C'est une ville à part en Afrique : une ville du monde où tout est mélangé, comme nous ! Même au sein des familles, on trouve des Blancs, des Noirs, des chrétiens, des musulmans »,* explique Junior, 22 ans, sud-africain et mozambicain. A ses côtés, Hugo, 19 ans, canadien et mozambicain, embraie : *« Ici, ce n'est pas l'Afrique qu'on voit à la télé ! Mes copains au Canada me demandent s'il y a des lions dans mon jardin ou si j'habite dans une hutte. Mais ils devraient nous voir, on est à la cool ! »* Le troisième de la bande, Arnaud, 18 ans, suisse et mozambicain, tempère : *« Ce n'est qu'une réalité du Mozambique. Quand on sort de Maputo, ça n'a rien à voir. On reste dans l'un des huit pays les plus pauvres au monde. »*

La gérante du Dhow, Maria, une Mozambicaine d'origine grecque passionnée d'art, a créé son concept il y a sept ans, alliant gastronomie hellénique et objets décoratifs rapportés de ses voyages. *« C'est un endroit spécial pour personnes spéciales. Au-delà de la vue, on offre une exploration des sens : le goût, l'odorat, le toucher »,* explique-t-elle. Même si l'établissement s'est hissé à la première place des recommandations du site Trip Advisor, aucun panneau n'indique l'entrée. Il faut suivre la nuée de 4 × 4 qui embouteillent l'étroite rue pour le trouver.

Sur la côte sud-est du continent africain, bordée par l'océan Indien, la capitale du Mozambique est un petit secret bien gardé, où la vie se fait particulièrement douce pour les mieux lotis. Et dans cette ville de 1,2 million d'habitants, le quartier de Polana, situé à l'angle droit qui délimite la baie et la côte océanique, est l'incarnation de la suavité mozambicaine, à la fois latine et africaine, tranquille et dynamique, cosmopolite et intégrée. Un contraste saisissant avec l'Afrique du Sud voisine, où les stigmates de l'apartheid restent visibles, dans les quartiers résidentiels comme dans les lieux de sortie, ou avec d'autres capitales africaines, où les étrangers vivent reclus dans des quartiers ultrasécurisés.

Le gouverneur de la *« province ultramarine du Mozambique »* au temps de la colonisation portugaise ne s'y est pas trompé lorsqu'il a établi le palais de Ponta Vermelha à la pointe de Polana. La désormais résidence officielle du président de la République n'est située qu'à quelques centaines de mètres du Dhow. Une balade à pied dans le quartier permet d'admirer l'architecture « moderniste tropicale » propre à Maputo. Parce que la colonisation du Mozambique a duré jusqu'en 1975, la capitale ressemble plus qu'ailleurs à une ville européenne. Historiquement, Polana est l'un des derniers quartiers à avoir été érigés par les Portugais, et son style tranche avec les bâtiments Art déco du vieux centre-ville.

Fœtus d'éléphant dans du formol

Le poumon de Polana est la station Museu, à la gare des minibus. Le musée en question est celui d'histoire naturelle, incontournable pour sa collection de fœtus d'éléphant conservés dans du formol, récupérés dans la réserve située plus au sud pendant la terrible guerre civile mozambicaine (1976-1992). A l'époque, les pachydermes ont été décimés car il n'y avait plus rien d'autre à manger.

Dans les contre-allées tranquilles, restaurants et endroits conceptuels ont fleuri un peu partout ces dernières années. *« C'est le quartier qui monte »*, dit en souriant Sergio Costa, un photographe mozambicain de 49 ans qui vient d'ouvrir un bar et un restaurant côte à côte à six mois d'intervalle. En ce vendredi midi, le plat du jour est une feijoada bien brésilienne, et les éclats de voix couvrent la musique jazz d'ambiance. *« On a des clients de partout : des Turcs, des Pakistanais et beaucoup de*

DANS CETTE VILLE DE 1,2 MILLION D'HABITANTS, LE QUARTIER DE POLANA EST L'INCARNATION DE LA SUAVITÉ MOZAMBICAINE, À LA FOIS TRANQUILLE ET DYNAMIQUE, COSMOPOLITE ET INTÉGRÉE

Portugais. Mais surtout une grosse classe moyenne mozambicaine », explique-t-il.

Leigh, une cliente anglaise de 33 ans, installée depuis quatre ans, acquiesce et apprécie cette mixité, tout comme la proximité des écoles internationales, des supermarchés et des baraques du marché local avec leurs fruits et légumes des environs. Les riches Mozambicains et les expatriés préfèrent la banlieue, où il y a la place pour des villas avec piscine.

« C*'est surtout un quartier de passage, de locataires »*, complète David, un Français marié à une Mozambicaine. *« Il y a aussi l'intégralité des couples mixtes de Maputo ! »,* plaisante-t-il, en dégustant un croissant sur l'avenue Julius-Nyerere. Sur cette artère, l'équivalent des Champs-Elysées à l'échelle de Maputo, les immeubles d'habitation, qui montent toujours plus haut, ont bouleversé la physionomie de la ville. *« Quand je suis arrivé en 2011, la ville était dans le même état que lorsque les Portugais l'ont laissée en 1975, en beaucoup plus délabrée »,* explique-t-il.

Pendant les années de guerre, l'Etat n'a pas pu financer l'entretien des rues, comme en témoignent la plupart des trottoirs qui restent défoncés. Une fois la paix revenue, le pays a vu s'installer quantité d'ONG et d'agences de coopération, notamment scandinaves. *« C'était un bon plan pour les stagiaires en ambassade et les humanitaires de tout poil. Le Mozambique était le chouchou des bailleurs de fonds »,* poursuit ce trentenaire.

Dans les années 2010, changement d'ambiance. Aux premières loges, le Français a assisté à la fièvre immobilière qui a saisi la capitale lorsque d'immenses réserves de gaz ont été découvertes dans le nord du pays. *« Les Américains et les Brésiliens sont arrivés et les prix des loyers ont atteint des sommets, c'était le 8e arrondissement de Paris »,* lâche David. Fuyant la crise au Portugal, les anciens colons sont également revenus en masse. *« Des semaines durant, des avions entiers d'immigrés arrivaient de Lisbonne. Toute la société portugaise était représentée, des investisseurs à gros sous aux chômeurs en passant par les plombiers et les maçons. »*

Fruit d'un savant équilibre

En 2015, cette bulle éclate : la fin de l'exploration gazière, la chute du cours des matières premières, et un scandale de dettes cachées par le gouvernement pulvérisent la confiance des bailleurs de fonds et des investisseurs. La monnaie, le metical, perd la moitié de sa valeur. Beaucoup d'étrangers partent, les entreprises réduisent la voilure, les loyers retrouvent des prix acceptables.

Depuis, une certaine mélancolie s'est emparée du quartier de Polana. Tout le monde est touché. *« La situation est chaotique, les gens n'achètent plus rien »,* se lamente Ginho, 22 ans, qui vend ses tableaux dans la rue. *« C'est bien connu, la situation politico-économique d'un pays déteint sur sa vie culturelle »,* enchaîne André Macie, le président du Nucleo de Arte, une coopérative de plus de 300 artistes, cœur battant de la culture maputaise. Son atelier a produit des grands noms comme le sculpteur Gonçalo Mabunda, qui réalise des œuvres monumentales à partir d'armes usagées de la guerre civile. Ses artistes pâtissent désormais de la diminution de la clientèle expatriée.

Tous les dimanches soir, touristes, immigrés et locaux se réunissent pour écouter de la *marrabenta,* la musique mozambicaine. Il se murmure que l'économie du Mozambique devrait repartir sous peu lorsque les mégaprojets dans le Nord permettront d'exploiter du gaz et de cracher des « gazo-dollars ». A voir si la mixité de Polana, fruit d'un savant équilibre, y survivra. ■

ADRIEN BARBIER

Prochain article *Maboneng va-t-il sauver Johannesburg ?*

Gérard Noiriel
Il ne faut pas négliger les leçons de l'histoire

LE PASSÉ ÉCLAIRE-T-IL LE PRÉSENT ? 1|6

Revenant sur la polémique du « retour des années 1930 », le chercheur explique que, si l'histoire ne se répète pas, le passé peut néanmoins guider nos conduites



CHRISTELLE ENAULT

Dans l'un des musées de Munich, l'Alte Pinakothek, est conservé un tableau d'Albrecht Altdorfer intitulé *La Bataille d'Alexandre*. Il célèbre en apparence la victoire d'Alexandre le Grand face au roi des Perses Darius III, lors de la fameuse bataille d'Issos, en 333 av. J.-C. Toutefois, lorsqu'on observe attentivement ce tableau, on ne peut manquer d'être frappé par un énorme anachronisme. Ce n'est pas Alexandre qui est représenté, mais l'empereur Maximilien. Et les combattants « perses » ressemblent en tout point aux soldats turcs qui assiégeaient la ville de Vienne en 1529, l'année même où Altdorfer exécuta son tableau.

Dans son livre *Le Futur passé* (Editions de l'EHESS, 1990), l'historien allemand Reinhart Koselleck (1923-2006) a pris cet exemple pour montrer qu'à cette époque, *« présent et passé se trouvaient englobés dans un seul et même horizon historique »*. En raisonnant à partir d'un concept de temps continu et homogène, les Européens voyaient l'histoire comme un réservoir d'exemples, dans le prolongement de l'*historia magistra vitae* (« l'histoire éduque la vie »), défendue dès l'Antiquité par Cicéron. Le formidable choc qu'a provoqué la Révolution française a bouleversé ce schéma en imposant la conviction que les hommes pouvaient, par leurs actes, provoquer des ruptures décisives dans le cours de l'histoire. Devenu étranger à notre présent, le passé n'est plus désormais perçu comme un réservoir d'exemples, mais il peut encore éclairer nos conduites, à condition de mettre en œuvre des méthodes spécifiques pour décrypter les traces qui sont parvenues jusqu'à nous.

Ce nouveau rapport entre le passé et le présent s'imposa au début du XIXe siècle avec l'école historique allemande, qui fut le point de départ de l'histoire comme discipline savante. Il existe encore aujourd'hui des essayistes qui conçoivent le passé comme un réservoir d'exemples et qui veulent nous faire croire que « l'histoire repasse toujours les mêmes plats ». Néanmoins, les historiens sérieux se situent à l'intérieur du cadre conceptuel construit au début du XIXe siècle. Tous partent du principe que le passé diffère du présent, même s'ils ne sont pas d'accord sur les leçons que l'on peut tirer de l'histoire.

Les marxistes ont cherché dans le passé des lois permettant d'orienter les luttes du présent et de prédire l'avenir. Leurs prophéties ayant été cruellement démenties par les faits, cette manière de relier le passé au présent a été abandonnée, au profit d'autres perspectives, moins ambitieuses mais plus crédibles. Même s'il n'existe pas de « lois » de l'histoire, comparables aux lois de la physique ou de l'astronomie, on peut mettre en évidence des processus de longue durée, comme l'a fait par exemple Norbert Elias en montrant que le développement des sociétés humaines avait produit une extension incessante des *« chaînes d'interdépendance »* reliant les hommes entre eux. C'est aussi dans cette perspective que s'est développée l'histoire structurale de Fernand Braudel, qui recherchait derrière l'écume des événements des constantes de longue durée.

La sociologie durkheimienne a exploré une autre facette des relations passé-présent, que Pierre Bourdieu a résumée dans un article intitulé « Le mort saisit le vif » (*Actes de la recherche en sciences sociales*, 1980). On peut éclairer le présent en montrant combien il est conditionné ou déterminé par le passé, que ce soit dans la langue, dans les institutions, les formes matérielles, les structures mentales. Dans cette perspective, le rôle civique de l'historien est comparable à celui du psychanalyste : ramener à la conscience le passé refoulé pour permettre aux citoyens de s'émanciper des contraintes qui pèsent sur eux sans qu'ils le sachent. C'est cette fonction sociale de l'histoire qu'évoquait Marc Bloch quand il disait que l'histoire doit *« aider les hommes à mieux vivre »*.

La crise et la peur de l'étranger

Ces différentes façons d'éclairer le présent en s'appuyant sur le passé sont autant d'outils qu'un historien peut combiner pour apporter sa petite contribution aux débats d'actualité. Prenons l'exemple de la polémique qui s'est développée ces derniers mois à propos du « retour des années 1930 ». Elle a été fortement alimentée par les propos du président de la République, qui s'est dit *« frappé par la ressemblance entre le moment que nous vivons et celui de l'entre-deux-guerres »*. Cette petite phrase avait une finalité politique évidente. Les élections européennes approchant, le chef de l'Etat s'efforçait d'exploiter à son profit l'idée que « le mort saisit le vif », pour mobiliser le camp libéral contre le camp nationaliste.

Des noms comme Mussolini, Hitler, Pétain, de même que les mots « nazisme » ou « fascisme » conservent aujourd'hui encore une forte charge émotionnelle car notre mémoire collective reste hantée par les fantômes de cette époque. Il n'est donc pas surprenant que les idéologues de l'extrême droite aient aussitôt réfuté ces analogies en dénonçant la « dramatisation » et l'« amalgame » fait entre les dirigeants populistes de l'Europe actuelle et les dictateurs de l'entre-deux-guerres.

Sans chercher à arbitrer ce genre de polémiques, l'historien peut mettre en évidence de nombreuses similitudes entre la période actuelle et les années 1930. De même que la crise du capitalisme (le « jeudi noir » de Wall Street en octobre 1929) a joué un rôle décisif dans la montée en puissance des forces réactionnaires en Europe, c'est la crise du capitalisme financier qui explique aujourd'hui l'accession au pouvoir de l'extrême droite dans plusieurs pays européens.

Un autre point commun tient au type d'arguments que privilégient les partis d'extrême droite pour endoctriner les masses : l'ennemi, c'est l'étranger, celui qui nous envahit, qui ne partage pas nos valeurs, nos traditions. On peut aussi constater la similitude des propos visant à dénoncer les élites, et plus particulièrement les gouvernants, accusés d'utiliser le pouvoir que le peuple leur a confié pour défendre leurs intérêts personnels. Dans les périodes de crise, ce qu'on appelle maintenant le « populisme » a toujours un impact particulièrement fort, étant donné l'impuissance dans laquelle se trouvent les dirigeants pour résoudre les problèmes du peuple. Ce fut la toile de fond de l'affaire Stavisky, en 1934, qui permit à l'extrême droite de mobiliser une fraction importante des classes populaires pour tenter d'abattre la République.

> **LE RÔLE CIVIQUE DE L'HISTORIEN EST COMPARABLE À CELUI DU PSYCHANALYSTE : RAMENER À LA CONSCIENCE LE PASSÉ REFOULÉ**

Ces points communs ne doivent pas, néanmoins, masquer tout ce qui sépare le monde actuel de celui qu'ont connu les générations précédentes. La charge émotionnelle que conserve la référence aux années 1930 tient au fait que la crise économique et politique a débouché sur une violence de masse sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Or nous vivons dans une société où la question de la violence ne se pose plus dans les mêmes termes qu'autrefois. Les derniers Français ayant vécu la guerre sur le territoire national auront tous au moins 75 ans en 2020. Jamais la société française n'avait connu une aussi longue période de paix.

Désintérêt pour la politique

Paradoxalement, cette pacification des relations internationales, qui a touché également notre vie politique intérieure, a facilité le retour de l'extrême droite sur le devant de la scène à partir des années 1980. A la différence de l'Action française, qui prônait la révolution nationale pour rétablir la monarchie, l'extrême droite d'aujourd'hui ne dit plus explicitement qu'elle veut abattre la démocratie ; elle prétend même défendre les « valeurs de la République ».

Quoi qu'on puisse en penser, cette façon de se positionner dans l'espace public a un fort impact dans la population. En 1934, des millions de Français apportèrent leur soutien au front antifasciste parce qu'ils se sentaient directement concernés par les menaces qui pesaient sur la démocratie. Aujourd'hui, la majorité de nos concitoyens n'éprouvent plus ce genre de craintes. Comment pourraient-ils avoir vraiment peur de dirigeants qui sont invités en prime time sur toutes les chaînes télévisées ? C'est l'une des raisons qui expliquent la difficulté à laquelle se heurtent aujourd'hui les forces progressistes qui veulent développer la solidarité, notamment à l'égard des réfugiés.

La comparaison entre notre époque et les années 1930 montre une autre différence essentielle. La diminution de la violence physique a eu pour contrepartie une aggravation des nouvelles formes de contraintes, ce que les sociologues appellent la « violence douce » : la pérennisation du chômage de masse, la précarisation de l'emploi, l'enchaînement des salariés dans des dispositifs technologiques de plus en plus sophistiqués ont considérablement affaibli les capacités de résistance collective. Alors que les années 1930 avaient été un paroxysme de la lutte des classes, la démobilisation actuelle se traduit par un désintérêt croissant pour la politique – l'abstention étant aujourd'hui le premier parti des classes populaires.

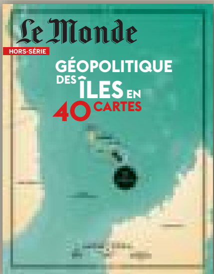
Si l'on peut voir dans la référence à l'entre-deux-guerres une volonté de dramatiser la vie politique actuelle, il ne faut pas pour autant négliger une autre leçon de l'histoire. Norbert Elias nous a appris que la tendance historique de très longue durée qui a entraîné une pacification des conduites humaines pouvait être, dans certains cas, brutalement inversée, comme ce fut le cas avec le nazisme. Etant donné que les partis d'extrême droite n'ont pas, eux non plus, de recette miracle pour résoudre la crise, lorsqu'ils mettent la main sur l'Etat en jouant sur les fantasmes national-sécuritaires de l'opinion, ils sont pris dans un engrenage répressif qui les pousse à multiplier les boucs émissaires. Ce qui se passe aujourd'hui au Brésil ou en Hongrie prouve que ce passé-là est toujours bien présent et qu'il peut engager notre avenir. ■

Prochain article *Patrice Gueniffey*

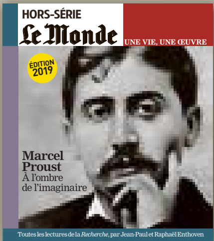
Gérard Noiriel *s'est imposé, depuis « Le Creuset français. Histoire de l'immigration (XIXe-XXe siècle) » (Seuil, 1988), comme l'un des pionniers de l'histoire de l'immigration. D'abord proche du Parti communiste, lorsqu'il publie « Vivre et lutter à Longwy » (coécrit avec Benaceur Azzaoui, Maspero, 1980), issu de son travail de thèse sur le monde ouvrier lorrain dont il est lui-même issu, il s'intéresse ensuite à l'œuvre de Pierre Bourdieu, diffusant en France les concepts de la socio-histoire. Aujourd'hui directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS), il a récemment publié « Une histoire populaire de la France. De la guerre de Cent Ans à nos jours » (Agone, 2018), « Les Gilets jaunes à la lumière de l'histoire » (L'Aube, 130 pages, 12 euros) et « Immigrés et prolétaires. Longwy, 1880-1980 » (Agone, 624 pages, 25 euros). Gérard Noiriel doit participer, le 18 juillet, avec Michaël Fœssel, aux Controverses du « Monde » à Avignon.*


en vente actuellement

En kiosque



Hors-série



Hors-série



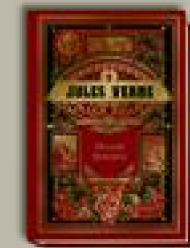
Hors-série



Trimestriel

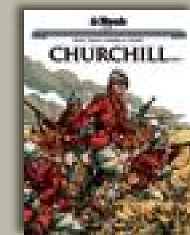
Collections





Dès mercredi 17 juillet,
le volume n° 19
HECTOR SERVADAC





Actuellement en kiosque,
le volume n° 13
CHURCHILL TOME 1

Nos services

Lecteurs

Abonnements
3289 Service 0,30 € / min + prix appel
www.lemonde.fr/abojournal

Le Carnet du Monde
Tél. : 01-57-28-28-28



Le Monde
Le Carnet

Vos grands événements

Naissances, mariages,
anniversaires de naissance
Avis de décès, remerciements
anniversaires de décès,
souvenirs
Colloques, conférences,
séminaires, tables-rondes,
portes-ouvertes, journées
d'études, congrès,
nominations,
assemblées générales
Soutenances de mémoire,
thèses,
Expositions, vernissages,
signatures, lectures,
communications diverses

Vous pouvez nous envoyer
vos annonces par mail :
carnet@mpublicite.fr
en précisant vos coordonnées
(nom, adresse, téléphone
et votre éventuel numéro d'abonné
ou membre de la SDL)
Réception de vos annonces :
du lundi au vendredi
jusqu'à 16 heures
le samedi et les jours fériés
jusqu'à 12 h 30

Pour toute information complémentaire Carnet :
01 57 28 28 28

AU CARNET DU «MONDE»

Décès

Bénédicte et Alain Besson,
Jean-Paul Chapon et Luis Acosta,
Christine Chapon et Alan Korman,
ses enfants,

Florence, Pierre, Pascal, Jules, Vincent,
ses petits-enfants,

Lucia, Luis, Jessica et Jacinta
Et toute la famille,

ont la tristesse de faire part du décès de

Jean CHAPON,
commandeur
de la Légion d'honneur,
grand-croix
de l'ordre national du Mérite,
officier de l'ordre de Saint-Charles,

survenu le 11 juillet 2019, dans sa quatre-vingt-douzième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 16 juillet, à 15 heures, en l'église de Châteauneuf-de-Gadagne (Vaucluse), suivie de l'inhumation au cimetière de Châteauneuf-de-Gadagne.

Une messe sera dite à son intention, le mardi 24 septembre, à 19 heures, en l'église Notre-Dame-de-Nazareth, 351, rue Lecourbe, Paris 15e.

Bellefond (Côte-d'Or).
Angers (Maine-et-Loire).
Châtillon (Hauts-de-Seine).

Mme Marie-Claude Delorme-Saulnier,
son épouse,
Le docteur Thierry Delorme,
son épouse, Corinne,
son fils et sa belle-fille,
Quentin,
son petit-fils
Ainsi que toute sa famille
Et ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean DELORME,
docteur en droit,
ancien agent comptable de la CRAM
Bourgogne Franche-Comté,

survenu le 10 juillet 2019,
à l'âge de soixante-seize ans.

La cérémonie civile est célébrée ce lundi 15 juillet, à 14 h 30, en la salle de cérémonie du crématorium de Dijon Mirande.

Condoléances sur registres.

Pas de plaques pas de fleurs.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

La direction
Et l'ensemble des collaborateurs du **cabinet Rise conseil**,

ont la tristesse d'annoncer la disparition prématurée des suites d'une longue maladie de leur président et fondateur,

Dominique DESAILLY,
école normale supérieure
de Saint-Cloud 81,
chevalier
de l'ordre national du Mérite,

survenu le 10 juillet 2019.

Ses obsèques auront lieu en Normandie, dans la stricte intimité familiale.

Ils présentent leurs condoléances à sa famille et à ses proches.

Alak,
son épouse,
Aline et Laurent,
ses enfants,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

François DURIAUD,
journaliste à l'agence Reuters
de 1962 à 2000,
chef de bureau
à Kinshasa, Alger, Delhi,
directeur du service français,
rédacteur en chef
pour le Moyen-Orient, la France,

survenu le 8 juillet 2019,
à l'âge de soixante-dix-huit ans.

Les obsèques auront lieu à Londres, dans l'intimité.

Vitry-en-Perthois (Marne).

Ses enfants,
Ses petits-enfants
Et toute la famille,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Pierre LAMORT,

survenu à l'âge de quatre-vingt-quatorze ans.

La cérémonie religieuse a été célébrée le samedi 13 juillet 2019, à 14 heures, en l'église Saint-Memmie de Vitry-en-Perthois.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Saint-Divy. Landerneau. (Finistère).

Isabelle,
Michel Edouard et Natalia,
Hélène (†) et François Levieux,
ses enfants,
Vincent et Sylvie, Anne-Laure et Pierre-Marie, Audrey, François-Xavier et Pauline, Estelle, Olivier et Emmanuel,
ses petits-enfants,
Ses arrière-petits-enfants,
Les familles Leclerc, Diquelou, et Tromelin,

ont la tristesse de faire part du décès, à l'âge de quatre-vingt-onze ans, de

Mme Hélène Edouard LECLERC,
née **DIQUELOU**.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 16 juillet 2019, à 14 h 30, en l'église Saint-Houardon, à Landerneau.

Mme Hélène Leclerc reposera au centre funéraire de Saint-Ernel, à Landerneau. Visites réservées aux proches, à partir du lundi 15 juillet, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures.

La famille remercie toutes les personnes qui prendront part à sa peine. Remerciements particulier aux personnels des services des urgences et l'unité de surveillance continue médicale de l'hôpital de la cavale blanche de Brest pour leur professionnalisme, écoute et sympathie.

Nous avons le chagrin de faire part du décès le 5 juillet 2019, de

Hanna MALEWSKA-PEYRE,
directrice de recherche du CNRS,
professeur à l'Académie de sciences
de Pologne,
engagé professionnellement
et associativement
pour la protection de l'enfance
et des migrants.

La cérémonie aura lieu le jeudi 18 juillet, à 10 heures, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, 71, rue des Rondeaux, Paris 20e.

Jan et Maïki Malewski,
70, avenue Faidherbe,
93100 Montreuil.
janmalewski@free.fr

Pierre Parizet,
son frère,
Sa famille
Et ses amis,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

Marie-Josèphe PARIZET,
sociologue au CNRS,

survenu le 9 juillet 2019,
à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Ses obsèques ont eu lieu le 12 juillet, dans l'intimité, à Le Noyer (Cher).

« *Je suis du côté de l'espérance.* »
Aimé Césaire.

Remerciements

Au moment où

Jacques AUDOLLENT

vient d'entrer dans l'invisible, le 27 juin 2019, votre témoignage, votre présence, l'envoi de fleurs, de messages d'amitié ou de sympathie nous ont beaucoup touchés.

Nous vous en remercions chaleureusement !

Philippe et Michel,
ses frères
Ses enfants
et leurs familles.

« *Toujours avancer vers la vie...* »
Jacques Audollent, janvier 2018.

Vaugelas,
26400 Montclar-sur-Gervanne.

Très touchés par les marques de sympathie et de soutien qui leur ont été témoignées lors du décès, à l'âge de quatre-vingt-dix-sept ans, de

Mme Andrée POTHERAT.

Anne-Marie, Pierre-Henri,
Dominique et Elisabeth,
ses enfants,
Ses petits-enfants
Et ses arrière-petits-enfants,

remercient sincèrement les personnes qui se sont associées à leur peine.

Elle repose à Lirac (Gard), près de sa fille,

Françoise

et de son fils,

Jean-Louis.

Prix

Prix de l'association #StopCorruption

Fondée en avril 2018,
l'association #StopCorruption
décerne un Prix destiné à distinguer
tous les deux ans
des publications scientifiques
et des travaux universitaires
apportant une réflexion approfondie
sur l'état de la corruption
dans le monde ou développant
des propositions en matière
de bonne gouvernance et d'éthique.

Les travaux éligibles - thèses,
ouvrages (ou chapitres d'ouvrages),
mémoires de recherche de
2e année de Master, revues et articles
scientifiques - peuvent être rédigés
en français ou en anglais
et doivent avoir été publiés
ou réalisés au cours des deux années
précédant la remise des prix,
jusqu'à la date limite de dépôt
des candidatures
(entre le 1er janvier 2017
et le 15 octobre 2019).

Le règlement du Prix et le dossier
de candidature peuvent être
consultés et téléchargés sur le site
de l'association :
www.stop-corruption.fr

Retrouvez également davantage
d'informations sur les missions,
réalisations et membres fondateurs
de l'association sur le site.

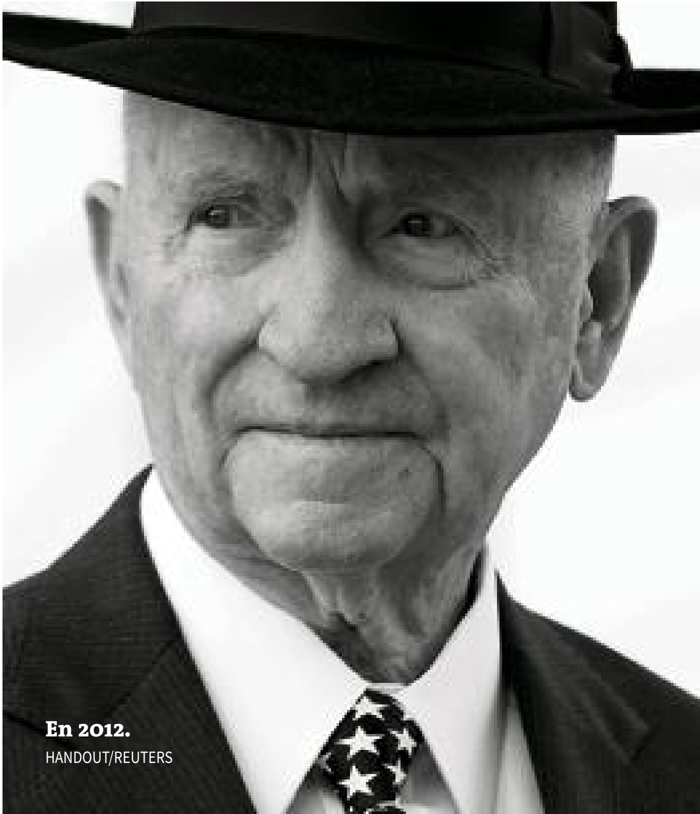
Les candidats devront transmettre
leurs travaux, au format PDF,
à l'adresse électronique suivante :
prix@stop-corruption.fr

Date limite de dépôt des candidatures :
mardi 15 octobre 2019, à minuit.

Société éditrice du « Monde » SA
Président du directoire, directeur de la publication Louis Dreyfus
Directeur du « Monde », directeur délégué de la publication, membre du directoire Jérôme Fenoglio
Directeur de la rédaction Luc Bronner
Directrice déléguée à l'organisation des rédactions Françoise Tovo
Direction adjointe de la rédaction Philippe Broussard, Alexis Delcambre, Benoît Hopquin, Franck Johannes, Marie-Pierre Lannelongue, Caroline Monnot, Cécile Prieur
Direction éditoriale Gérard Courtois, Alain Frachon, Sylvie Kauffmann
Rédaction en chef numérique Hélène Bekmezian, Emmanuelle Chevallereau
Rédaction en chef quotidien Michel Guerrin, Christian Massol
Directeur délégué au développement du groupe Gilles van Kote
Directeur du numérique Julien Laroche-Joubert
Rédacteur en chef chargé des diversifications éditoriales Emmanuel Davidenkoff
Chef d'édition Sabine Ledoux
Directrice du design Mélina Zerbib
Direction artistique du quotidien Sylvain Peirani
Photographie Nicolas Jimenez
Infographie Delphine Papin
Médiateur Franck Nouchi
Directrice des ressources humaines du groupe Emilie Conte
Secrétaire générale de la rédaction Christine Laget
Conseil de surveillance Jean-Louis Beffa, président, Sébastien Carganico, vice-président

Ross Perot

Ancien candidat à la Maison Blanche


En 2012.
HANDOUT/REUTERS

Entrepreneur, milliardaire, texan, Ross Perot avait défrayé la chronique en se présentant à la présidentielle américaine de 1992, hors parti, contre le président sortant, le républicain George H. W. Bush et le démocrate Bill Clinton. Perot avait raflé 19 % des voix, le meilleur score jamais réalisé par un candidat indépendant depuis le cavalier seul infructueux de Theodore Roosevelt en 1912. Le clan Bush l'accusa d'avoir scellé la victoire de Clinton, mais les études électorales ont montré que le vainqueur aurait gagné quoi qu'il arrive. Ross Perot est mort le 10 juillet, à Dallas (Texas), à l'âge de 89 ans.

Sa mort suscite un fort écho aux Etats-Unis, parce que Perot est vu comme un précurseur du trumpisme. *« Si Donald Trump est le Jésus-Christ du populisme ouvrier, alors Ross Perot est son saint Jean-Baptiste »,* confie au *Wall Street Journal* James Carville, ancien conseiller électoral de Bill Clinton. Alors que l'Amérique était en récession, Ross Perot avait tenté de séduire les électeurs non affiliés aux deux grands partis, fustigeant les déficits publics et l'inefficacité de Washington. En ce sens, il fut annonciateur du mouvement du Tea Party, cette aile violemment antifiscaliste qui domina le Parti républicain sous l'ère Obama, et du système Trump. Sauf que Donald Trump, instruit par l'histoire, avait compris qu'on ne pouvait pas remporter une présidentielle sans se faire investir par l'un des deux grands partis.

Un homme exubérant

Ross Perot était entré dans la campagne en annonçant son intention d'y consacrer 100 millions de dollars de sa fortune. La presse voyait d'un mauvais œil cet homme exubérant qui faisait le show sur les plateaux télévisés avec ses allures de héros de bande dessinée et combattait déjà l'accord de libre-échange avec le Mexique et le Canada, comme ne cessera de le faire Donald Trump.

Ross Perot naît à Texarkana (Texas) le 27 juin 1930. Fils d'un négociant en coton et d'une secrétaire, le gamin fait des petits boulots, vendant des journaux sur son poney. Il a de bons résultats à l'école, mais c'est, selon ses professeurs, plus en raison de son travail que de son intelligence. Mais il a l'intelligence des affaires et fonde la société de technologies de l'information Electronic Data Systems (EDS) après avoir servi dans la Navy pendant quatre ans et fait ses armes chez IBM.

Le géant de l'informatique néglige les services aux entreprises et Ross Perot crée son empire, à l'âge de 32 ans, avec 1000 dollars, l'introduit en Bourse en 1968 et le vend à General Motors (GM), en 1984, pour 2,5 milliards de dollars. Ross Perot quitte l'entreprise après une brouille avec le patron de GM. Il recrée, en 1988, une entreprise, Perot Systems, après avoir débauché huit anciens cadres d'EDS. L'affaire est revendue à Dell Computer pour 3,9 milliards de dollars en 2009. La fortune de Ross Perot était estimée à 4,1 milliards de dollars par le magazine *Forbes*.

Les méthodes de Perot sont particulières : le siège d'EDS est entouré de barbelés et de gardes armés, on vérifie que la jupe des femmes employées est assez longue. Et il s'engage dans des exploits patriotiques. Pendant la guerre du Vietnam, en 1969, il lance une opération pour apporter vivres et médicaments aux prisonniers de guerre américains. Hanoï refuse l'aide, mais l'affaire contraint le régime à traiter un peu mieux certains prisonniers, juge le *New York Times*. Pendant la révolution iranienne, en 1979, alors que deux de ses employés sont emprisonnés à Téhéran, Ross Perot organise avec l'aide d'un commando une opération de secours dans le but de déclencher une mutinerie ; 11800 détenus s'échappent, dont ses deux salariés. En réalité, le rôle de Ross Perot dans cette affaire a sans doute été exagéré, mais les Américains aiment la légende.

Après son exploit de 1992, Ross Perot avait tenté l'aventure présidentielle une seconde fois, en 1996. Mais il avait échoué, ne recueillant que 8,5 % des suffrages, l'Amérique de Bill Clinton étant alors au sommet de sa prospérité. ■

ARNAUD LEPARMENTIER

27 JUIN 1930 Naissance à Texarkana (Texas)
1962 Crée Electronic Data Systems
1988 Fonde Perot Systems
1992 Candidat à l'élection présidentielle
10 JUILLET 2019 Mort à Dallas (Texas)

Caroline de Gruyter De grâce, qu'on enterre cette idée de conférence sur l'Union européenne défendue par M. Macron !

La perspective d'une révision du traité ouvrirait la boîte de Pandore, met en garde la journaliste néerlandaise

Le processus de désignation des chefs des institutions européennes laisse à beaucoup un goût amer. Cette frustration justifiée doit pousser à mettre en place un meilleur système pour 2024. Le Parlement européen décidera le 16 juillet de l'avenir d'Ursula von der Leyen à la Commission européenne. Le Parlement doit utiliser l'occasion pour s'engager à rendre le prochain cycle plus transparent et démocratique. Comment y arriver ?

La convocation d'une conférence ou, pire, d'une convention *[pour réformer les méthodes de nomination]*, défendue par Emmanuel Macron, est une très mauvaise idée. Nous venons de vivre des élections européennes hors du commun. Le niveau d'engagement des citoyens y a été sans précédent, motivé par une prise de conscience des enjeux cruciaux auxquels l'Europe ne peut faire face qu'unie, comme le climat, le modèle social ou la sécurité. C'est sur cela que l'Europe doit se mettre au travail, et vite. L'Europe ne va pas se rapprocher des citoyens en donnant le spectacle d'interminables palabres, assorties de crises régulières, sur des sujets institutionnels abscons.

Qu'attendrait-on d'une telle conférence ? Si ses résultats demandent une révision du traité, ils n'auront aucune chance d'être mis en œuvre. La perspective d'une révision du traité ouvrira la boîte de Pandore. En sortiront des kyrielles de demandes irréconciliables. Si résultats il y a, ils seront au mieux marginaux. Ce n'est pas un bon moment pour voir la montagne européenne accoucher d'une souris. La question des pouvoirs du Conseil européen, c'est-à-dire des Etats membres, est importante. Il s'agit de l'équilibre des institutions et du contrôle démocratique au niveau européen. La volée de critiques visant le processus de nomination montre bien que ces enjeux sont de plus en plus clairement perçus.

Quatre engagements

L'Union européenne repose sur une double légitimité : celle des Etats, reflétée au conseil des ministres, et celle des peuples, au Parlement européen. Le Conseil européen, qui appartient à la première de ces branches, cherche à se positionner en surplomb des autres institutions, y compris le Parlement, ce qui est non démocratique et dysfonctionnel. Donald Tusk, président du Conseil européen, répète que les chefs d'Etat et de gouvernement ont été élus démocratiquement. Oui, mais à leur niveau national, pas pour diriger l'Europe !

Le Conseil européen n'abandonnera pas ses pouvoirs et une crise institutionnelle n'arrangerait rien. Or il faut une évolution. Le salut ne peut venir que du Parlement européen lui-même. Certes, celui-ci porte une part de responsabilité dans la débâcle. Les candidats qu'il avait choisis n'avaient pas l'envergure requise, et les négociations sur un programme ont vite dérapé, comme au Conseil, vers des querelles de personnes. De plus, les auditions d'Ursula von der Leyen ces derniers jours n'ont pas révélé un Parlement particulièrement mûr et constructif.



LE PARLEMENT EUROPÉEN DÉTIENT LA CLEF D'UNE SORTIE PAR LE HAUT

Et pourtant, le Parlement détient la clef d'une sortie par le haut. Il doit assortir son vote sur Mme von der Leyen de quatre engagements unilatéraux pour 2024. Premièrement, les groupes politiques s'engagent à choisir comme candidat à la présidence de la Commission des personnalités de grande envergure à l'échelle européenne. On n'en serait pas là si le Parti populaire européen, gagnant des élections, avait désigné Michel Barnier ou Angela Merkel. Lors de ces élections, les candidats étaient aussi candidats à la députation, ce qui limitait le choix. Mais rien n'empêche les groupes politiques de désigner des personnalités extérieures à leurs listes.

Deuxièmement, le candidat du parti arrivé en tête sera pris en considération par le Conseil européen pour la présidence de la Commission. Si cette personnalité a le calibre voulu, il sera plus difficile politiquement pour le Conseil européen de rejeter sa candidature, même s'il en a le droit juridiquement. Troisièmement, les groupes politiques du Parlement européen négocieront sérieusement un programme de législature – en acceptant qu'ils ne peuvent pas tous obtenir satisfaction sur tout. En cas d'échec, le Conseil européen pourra toujours refuser de confirmer le président de la Commission, ce qui réintroduit un certain équilibre. Quatrièmement, le Parlement peut inclure dans sa proposition le haut représentant pour la politique étrangère, ajoutant ainsi la possibilité de reconnaître le parti arrivé en deuxième position. Ceci aurait l'avantage bien utile de consolider la position de son représentant à l'international.

Ces engagements pourront être mis en œuvre par le Parlement seul, sans l'aval formel du Conseil. Ils n'ont rien d'outrancier. Ils sauvent même la face du Conseil européen puisque celui-ci garde son rôle, mais dans un contexte où le résultat des élections européennes sera plus visiblement pris en compte. Alors, de grâce, qu'on enterre cette idée de conférence. Les Européens n'ont pas voté pour cela. Ils attendent des institutions européennes qu'elles s'occupent des questions importantes. Ils doivent être entendus. Les décideurs politiques doivent à présent écouter et assumer leurs responsabilités. Bien sûr, c'est plus difficile que de convoquer une énième conférence. Mais c'est la seule manière d'avancer. ■

Caroline de Gruyter *est correspondante et éditorialiste pour les questions européennes du quotidien néerlandais «NRC Handelsblad»*

TAXATION DES GAFA : L'EXEMPLE FRANÇAIS

ÉDITORIAL M

La France a beau être l'un des champions mondiaux des prélèvements obligatoires, parfois, la création d'un impôt peut se révéler pertinente. C'est le cas de la taxe sur le numérique adoptée le 11 juillet par le Parlement, n'en déplaise à Donald Trump.

Cette initiative, qui vise à déjouer les stratégies d'optimisation fiscale des géants de l'Internet en prélevant 3 % de leur chiffre d'affaires réalisé en France, a provoqué l'irritation des Etats-Unis. Washington a lancé une procédure visant à déterminer si cette taxe est *« discriminatoire ou déraisonnable »* et *« entrave ou restreint le commerce des Etats-Unis »,* laissant planer la menace d'éventuelles rétorsions commerciales.

Non seulement cette taxe GAFA est légitime et nécessaire, mais les Etats-Unis sont mal placés pour donner des leçons de fair-play, alors que leur président s'est lancé dans une guerre commerciale tous azimuts aussi inutile que dangereuse.

Il faudrait être aveugle ou d'une rare mauvaise foi pour ne pas admettre que la taxation des entreprises a besoin d'une profonde réforme pour s'adapter à l'ère numérique. Depuis des années, grâce à des artifices comptables et à des cascades ingénieuses de filiales basées dans des pays aux taux d'imposition attrayants (Irlande, Luxembourg), ces géants de l'Internet délocalisent systématiquement leurs profits en créant une déconnexion entre l'activité générée et les bénéfices déclarés localement. Les GAFA (Google, Amazon, Facebook, Apple) paient ainsi en moyenne deux fois moins d'impôts que les entreprises traditionnelles.

Contrairement à ce qu'insinue Washington, il ne s'agit pas d'un contentieux entre la France et les Etats-Unis. D'abord, parce que cette taxe touchera également des entreprises européennes et même françaises. Ensuite, Paris n'est pas isolé dans cette bataille. Le Royaume-Uni vient également de présenter un projet de loi pour instaurer une taxe de 2 % sur le chiffre d'affaires des géants du Web, tandis que l'Espagne, l'Italie, l'Autriche, la Belgique et l'Australie se sont engagées dans des initiatives similaires. La pression est telle que le sujet devrait être inscrit à l'ordre du jour de la prochaine réunion des ministres des finances du G7 les 17 et 18 juillet à Chantilly, puis à celle des chefs d'Etat du G7 de Biarritz, fin août.

Contrairement à ce que soupçonne Donald Trump, il ne s'agit pas d'ouvrir un nouveau front commercial, mais plutôt de trouver un consensus international pour enfin instaurer une fiscalité équitable. Le fait que l'Union européenne (UE) ait récemment échoué à trouver un accord sur le sujet – le Danemark, l'Irlande, la Suède et la Finlande s'y étant opposés – ne signifie pas que Bruxelles doit renoncer à avancer sur cette question, mais simplement que, une fois de plus, la règle de l'unanimité n'est plus adaptée au fonctionnement efficace du projet européen.

A qui Donald Trump va-t-il faire croire que l'initiative française est discriminatoire, lui qui, ces derniers mois, a multiplié les relèvements de droits de douane au mépris des règles de l'Organisation mondiale du commerce, tandis qu'il organisait un véritable dumping fiscal pour rapatrier les profits réalisés par ces mêmes GAFA au détriment des recettes fiscales des Etats membres de l'UE ? Partout dans le monde, y compris aux Etats-Unis, la puissance des géants du numérique inquiète. Qu'il s'agisse de concurrence ou de fiscalité, il est temps qu'ils jouent avec les mêmes règles que les autres entreprises. ■

Mark Leonard Il faut réinventer la politique étrangère européenne

Alors que la Chine, la Russie et les Etats-Unis se font concurrence pour la suprématie mondiale, l'Union européenne doit trouver sa place, estime le politologue

Les cinq dernières années n'ont pas été clémentes pour la politique étrangère de l'Union européenne (UE). Elle a été moins importante, moins active et moins unifiée que ne l'avait laissé espérer l'exaltation ayant suivi l'adoption du traité de Lisbonne en 2010. Les cinq prochaines années pourraient être encore plus dures : notre continent risque de devenir un jouet aux mains des grandes puissances chinoise, russe et américaine, qui se sont lancées dans un combat pour la suprématie mondiale. Notre destin dépendra de la nouvelle équipe européenne qui investira les institutions bruxelloises fin 2019. Elle devra alors se lancer dans une refonte complète de la politique étrangère européenne.

L'UE est particulièrement désavantagée dans la nouvelle compétition géopolitique d'aujourd'hui. C'est la structure même de l'Union qui assure que les affaires économiques sont gérées selon les règles de droit et restent séparées des différends géopolitiques. Ainsi, Bruxelles est en charge de notre politique commerciale ainsi que de notre politique de la concurrence, tandis que la politique de sécurité et celle de la défense restent entre les mains des dirigeants des pays membres.

Nous nous trouvons aujourd'hui face à des concurrents géopolitiques qui, eux, ne s'abstiennent pas d'utiliser des instruments économiques pour atteindre leurs buts politiques ou militaires, ou réciproquement. Face à ces acteurs, l'UE a trop souvent l'air de jouer un autre jeu, suivant des règles différentes. La nouvelle équipe à Bruxelles devra ainsi d'abord établir une organisation qui saura agir véritablement sur le terrain géopolitique. Enfin, l'Europe devra davantage prendre en main sa sécurité.

L'Europe a besoin de penser de façon stratégique. La politique étrangère se fait de plus en plus au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement. Le président du Conseil européen devrait donc prendre une place prépondérante dans l'élaboration de la politique étrangère européenne et assurer une présence mondiale, comme un véritable président de conseil d'administration.

Tigre de papier

Le Conseil européen devrait convenir d'un plan d'action pour « la souveraineté de l'UE dans un monde multipolaire » sur le plan économique et financier (réponse aux sanctions secondaires, rôle du dollar, systèmes de paiement, *screening* des investissements, réglementation des technologies), en matière de sécurité et de défense (réponse et résilience face aux menaces conventionnelles et hybrides) ainsi que sur le plan politico-diplomatique (coordination dans les instances multilatérales).

LE CONSEIL EUROPÉEN DEVRAIT CONVENIR D'UN PLAN D'ACTION POUR « LA SOUVERAINETÉ DE L'UE »

Afin de mettre en œuvre cette stratégie, nous devons renforcer la position de la haute-représentante de l'UE et lui donner des adjoints puissants. Une équipe de commissaires européens ayant la charge de la politique pour différentes régions du monde pourrait ainsi être créée. Une autre option serait de confier des missions spécifiques à des ministres des affaires étrangères de certains pays membres.

La réorganisation de la défense européenne représente le deuxième grand défi. L'OTAN restera l'organisation principale pour la défense territoriale de l'Europe. Cependant, l'Europe doit prendre plus de responsabilités – afin d'être un meilleur partenaire des Etats-Unis et, en même temps, d'avoir la capacité d'agir seule. Nous aurons besoin d'un conseil de sécurité européen pour ceux qui souhaitent participer activement au débat stratégique.

En outre, nous devons faire bien plus d'efforts pour renforcer le pilier européen de l'OTAN. Washington pourrait réduire son soutien à l'Initiative européenne de dissuasion. Pour faire la preuve de leur solidarité avec l'Europe centrale et orientale, les autres Européens devraient réfléchir à l'établissement de bases permanentes de l'UE, par exemple en Pologne. L'UE devrait également réopérationnaliser la défense européenne.

Il sera difficile de développer une culture stratégique commune si la défense européenne demeure un tigre de papier plutôt qu'un effort militaire qui oblige les soldats européens à salir leurs bottes ensemble. Les troupes européennes pourraient se charger de la mission au Kosovo ou des missions de stabilisation en Afrique. Des exercices militaires devraient être organisés pour les groupements tactiques de l'UE qui, avec les capacités civiles de gestion des crises européennes, pourraient être proposés aux Nations unies pour des tâches comme un renfort en Libye.

Un des plus grands défis sera sans doute de restaurer la confiance. Depuis quelque temps, certains Etats membres bloquent le processus de décision européen en faveur d'autres puissances. La Hongrie, la Grèce ou la Slovénie, par exemple, ont empêché ou vidé de leur portée des décisions allant à l'encontre de la Chine, sur la mer de Chine méridionale ou sur les droits humains.

Une solution serait de nommer des groupes réduits d'Etats membres pour développer des positions communes. Ces groupes rendraient régulièrement compte de leur avancement aux autres Etats membres, comme l'E3 l'a déjà fait avec la haute-représentante au sujet de l'Iran. Si ces efforts étaient mis en échec, les Etats membres devraient prendre l'habitude d'émettre leurs déclarations sans les Etats récalcitrants, afin de réduire les possibilités de blocage.

Ces efforts ne sont évidemment qu'un début. L'UE devra concevoir des stratégies pertinentes envers la Russie, la Chine et même les Etats-Unis, tout en développant de nouvelles approches pour son voisinage, des Balkans jusqu'au Moyen-Orient et au Sahel. Le tout n'est pas envisageable sans direction de la part des Etats membres, ni leur confiance dans la capacité de l'Union à les défendre contre les menaces extérieures. ■

Mark Leonard *est directeur du think tank Conseil européen des relations internationales (ECFR)*